

N° 55
DECEMBRE 1989

ISSN 0292 - 4943

**LES CAHIERS
DU C.E.R.M.T.R.I.**

**Documents sur le mouvement
révolutionnaire en Chine
(2^e partie)**

*Centre d'Etudes et de Recherches
sur les Mouvements Trotskyste
et Révolutionnaires internationaux*

22 0 4

000 000 000 000

000 000 000

000000 000000
000000 000000

000000 000000 000000
000000 000000 000000
000000 000000

000000 000000 000000
000000 000000 000000
000000 000000 000000

S O M M A I R E

	<i>Page</i>
- <i>Présentation</i>	2
- <i>Les étapes de la révolution chinoise</i>	3
- <i>Introduction au témoignage de Peng Pi-lan</i>	7
- <i>Mes années passées avec Peng Shu-tse</i>	8
- <i>Victor Serge : La lutte des classes dans la révolution chinoise</i>	33
- <i>Victor Serge : Canton - Décembre 1927</i>	41
- <i>E. Germain : Essai d'interprétation de la "révolution culturelle"</i>	53
- <i>François de Massot : Exposé sur la "révolution culturelle" au C.E.M. de Paris du 2 Février 1968.....</i>	69

- PRESENTATION -

Dans ce numéro 55 des "Cahiers du CERMTRI", nous publions la deuxième partie des documents sur le mouvement révolutionnaire en Chine. Les lecteurs des "Cahiers" auront dans ce numéro la traduction, inédite en français, du témoignage de Peng Pi-lan, militante trotskyste qui fut la compagne du dirigeant trotskyste chinois Peng Shu-tse.

Ce témoignage est accompagné de celui de Victor Serge qui écrivit une série d'articles dans les revues "Clarté" et "Lutte de Classe" sur la tragédie de la révolution chinoise en 1927, révolution étranglée par la politique criminelle de Staline et de l'Internationale Communiste.

A la suite de cette défaite, les ouvriers et paysans chinois durent subir, pendant des années, un régime de dictature de la part de la bourgeoisie chinoise, rangée derrière le Kuomintang, ainsi que de la part de l'impérialisme japonais dont les troupes envahirent la Chine en 1937.

En 1949, profitant de la banqueroute du Kuomintang, de la décomposition des classes possédantes et de l'armée de Tchang Kai-chek, l'Armée Rouge paysanne de Mao Tse-tung remporte une victoire militaire décisive. C'est la 3ème révolution chinoise, victorieuse cette fois-ci, grâce à l'exploitation par le P.C. Chinois des potentialités révolutionnaires des masses paysannes chinoises, à qui l'on octroie la terre. Mais le prolétariat urbain est tenu soigneusement à l'écart de cette lutte. Le P.C. Chinois, malgré la pression des masses ouvrières et paysannes, évite de faire appel à leurs initiatives, la direction du P.C. Chinois reste une direction bureaucratique.

Les contradictions dans la société chinoise ne vont pas tarder à se manifester à plusieurs reprises.

En 1957, c'est la période des "Cent Fleurs" dont nous avons reproduit une brochure écrite sur cette question dans la première partie de ce Cahier.

En 1967-68, c'est la "Révolution Culturelle", mobilisation contrôlée par l'appareil du P.C., de la jeunesse et des prolétaires chinois, pour tenter de dénouer la crise dans les sommets de la bureaucratie chinoise. Cette mobilisation devait aller trop loin et mettre en danger le pouvoir de la bureaucratie, celle-ci fut contrainte à une répression qui, par certains aspects, rappelle celle de la Place Tien Amen cette année. Nous avons reproduit deux articles sur cette question de la "Révolution Culturelle" pour information.

Tous les documents parus dans les numéros 54 et 55 des "Cahiers du Cermtri" permettront aux chercheurs, historiens et militants d'approfondir l'histoire du mouvement révolutionnaire chinois qui a déjà fait l'objet de nombreuses contributions.

LES ÉTAPES DE LA RÉVOLUTION CHINOISE

par H. HIC

L'agression de l'Impérialisme nippon contre la Chine a donné un nouvel essor au mouvement national et révolutionnaire en Chine. La volonté révolutionnaire des ouvriers et des paysans pauvres se fraiera un chemin, car seule elle est capable d'assurer la victoire du peuple chinois contre l'impérialisme, seule elle est capable de résoudre les tâches de la révolution bourgeoise. C'est pourquoi il convient de tirer les leçons des phases antérieures de la révolution chinoise. Nous ne pouvons le faire dans le cadre de ce court article ; nous nous contenterons de donner ici les dates essentielles, ainsi que quelques citations caractéristiques opposant la politique suivie par Staline en Chine durant la période décisive de la révolution chinoise (1926-27) et la politique bolchévik préconisée, à cette époque, par l'opposition de Gauche. Pour une étude de plus complète, nous renvoyons le lecteur à l'ouvrage essentiel de L. Trotsky : « L'Internationale Communiste après Lénine » (Rieder éd.).

1894. — Sun-Yat-Sen fonde le Parti de la Renaissance de la Chine, parti bourgeois progressiste.

1905. — Création du parti Tung-Men-Fu, démocratique, bourgeois et paysan (fondateur : Sun-Yat-Sen).

1911. — Fondation par Sun-Yat-Sen du Parti Révolutionnaire du Peuple, qui deviendra la base du Kuomintang actuel. Doctrine : 1) Nationalisme ; 2) Démocratie ; 3) Socialisme d'Etat. — La révolution chinoise balait la dynastie mandchoue, mais aboutit à la dictature militaire de Yan-Chi-Kai, puis de Tuan-Chi-Jui. Le premier capitula devant les « 21 demandes de l'impérialisme japonais », le second était le jouet avéré de l'impérialisme japonais.

Le courant démocrate se divise en deux tronçons : Sun-Yat-Sen prépare le renversement militaire des agents de l'impérialisme japonais, avec l'aide de l'impérialisme mondial ; Tchen-Sou-Siou s'oriente dans la lutte contre les traditions millénaires de la Chine et crée la nouvelle culture chinoise. Son enseignement est à l'origine de la démonstration anti-japonaise des étudiants de l'université de Pékin (4 Mai 1919).

1920. — Création par Tchun-Dou-Siou du parti communiste chinois.

1921. — Seconde Révolution Chinoise ; le Kuomintang s'empare du pouvoir, mais est impuissant à réaliser l'unification nationale et la révolution agraire.

1922. — Réorganisation du Kuomintang sur une base plus large. Entrée du P.C. dans le Kuomintang.

Janvier 1924. — L'appui des ouvriers et paysans étant nécessaire à la bourgeoisie pour mener à bien les tâches de la révolution bourgeoise, le Kuomintang est à nouveau réorganisé. La réorganisation provoque un mécontentement dans les couches réactionnaires de la bourgeoisie, en particulier à Canton.

Juin-Octobre 1924. — Le mécontentement bourgeois ayant abouti à une révolte (révolte des dragons), les ouvriers font une grève politique de 4 mois. Le Kuomintang liquide le soulèvement avec l'appui des ouvriers et paysans. Ces événements provoquent un afflux d'ouvriers et paysans pauvres dans le Kuomintang.

Juin 1925. — Début du mouvement de boycott anti-impérialiste, qui durera 18 mois et entraînera un nouveau renforcement de l'aile gauche du Kuomintang, en particulier du P.C. (Fin 1926, le P.C. et les J.C. comptent environ 30.000 membres, le Kuomintang 300.000). Le développement de la lutte révolutionnaire amène à un premier revirement de la bourgeoisie.

20 Mars 1926. — Tchang-Kai-Chek renverse, à Canton, le gouvernement du gauchiste Wan-Tin-Wei. Dans le Kouan-Toung les bandes réactionnaires des Min-Touan dissolvent les ligues paysannes et désarment les paysans.

Juillet 1926. — A Ou-Tchau (Kouang-Si) des ouvriers en grève sont arrêtés et fusillés.

6 Août 1926. — Tchang-Kai-Chek ordonne le désarmement des travailleurs, et fait traduire devant la cour martiale les travailleurs qui ont fait usage de leurs armes contre les patrons.

Staline sauvera la bourgeoisie chinoise

Jusqu'à cette date, la politique de l'Internationale Communiste est le soutien inconditionné du K.M.T. Voici ce qu'écrivait Staline : « Les jeunes étudiants révolutionnaires, les jeunes ouvriers, les jeunes paysans sont une force qui peut faire avancer la révolutionnaire, les jeunes ouvriers, les jeunes paysans soumis à l'influence politique et organisationnelle du Kuomintang. » Le coup d'Etat de Canton n'apporte aucun changement à cette orientation. Shao-Li-Tsé, participe au 7e Plénum du C. E. de l'I. C.

comme représentant du Kuomintang adhérent à P.I.C. à titre d'organisation sympathisante (Août 1926).

Octobre-Novembre 1926. — La répression continue. A Canton la troupe tire sur les cheminots en grève. A Ma-Tchin-Tan (Hou-Jich) dix paysans sont tués lors de la dispersion d'un rassemblement. Dans le Hou-nan le leader d'une organisation paysanne est pendu par la troupe.

Décembre 1926. — Tchang-Kai-Chek transporte le gouvernement à Ou-Han. Nouvelle offensive pour le désarmement des ouvriers. A Canton, le général Li-Ti-Tsin suspend le Comité Local du Kuomintang, en particulier les membres communistes, puis reçoit en grande pompe une délégation de P.I. C.

3 Janvier 1927. — Les masses populaires occupent la concession internationale de Han-Kéou. Le C.C. du P.C. chinois ne prend position que trois semaines plus tard sur cet acte important.

5 Janvier 1927. — Loi du comité du Kuomintang de Canton instituant l'arbitrage obligatoire. La droite poursuit son offensive. Il existe désormais deux gouvernements : Nankin (gouvernement de Tchang-Kai-Chek, qui entame des négociations diplomatiques secrètes avec le Japon, destitue les gouvernements en majorité communiste de Chan-Si et Fou-Tchang), et Ou-Tchang (gouvernement de gauche dans le plus gros centre industriel de la Chine).

Pendant deux mois, le C.C. du P.C. est incapable de prendre position dans ce conflit.

19-24 Février 1927. — Les ouvriers s'emparent du pouvoir à Changhaï.

21 Février 1927. — Violent discours pogromiste et anti-communiste de Tchang-Kai-Chek.

20 Mars 1927. — Gouvernement du Peuple à Changhaï, à majorité communiste. Tchang-Kai-Chek marche sur Shanghai.

Le gouvernement communiste n'entreprend aucun travail pendant une longue période parce que, disait-il, les bourgeois ne voulaient rien faire d'autre part, parce que le gouvernement de Ou-Han désapprouvait la composition de leur gouvernement. Son activité se borne à trois décrets, dont l'un prend des dispositions pour préparer une réception triomphale à Tchang-Kai-Chek... Au moment où l'armée se trouve aux portes de la ville, le général Say-O vient avertir le gouvernement du peuple des intentions de Tchang-Kai-Chek et offrir ses services. La direction du P.C. lui répond qu'elle savait qu'un coup d'Etat était en préparation et qu'elle ne voulait pas en arriver à un conflit prématuré avec Tchang-Kai-Chek. (1)

11-13 Avril 1927. — Coup d'Etat à Changhaï. Les ouvriers sont massacrés.

Mai 1927. — 3e Plénum du C.E. de P.I.C. *Résolution de la majorité.* Le Plénum affirme que la tactique du bloc avec la bourgeoisie nationale, même

(1) D'après le rapport de Chitarov, délégué de P.I.C. en Chine, au 15^e Congrès du P.C. de P.U.R.S.S.

dans la période déclinante de la révolution était absolument correcte.

La révolution agraire est le fondement et le thème continu de la révolution bourgeoise démocratique en Chine. Le Kuomintang à Han-Kéou et le gouvernement de Han-Kéou sont le centre du mouvement révolutionnaire bourgeois démocratique. Les Soviets ne pourront être créés qu'après le renforcement du gouvernement de Han-Kéou, après le développement (par la bourgeoisie) de la révolution agraire. C'est l'alliance avec Chang-Tin-Wei et le Kuomintang de gauche. »

Thèses de l'Opposition : a) Dénoncer comme dangereuse toute forme de bloc dans lequel le P.C. sacrifie les intérêts des ouvriers et des paysans au but utopique de maintenir la bourgeoisie dans le camp de la révolution nationale, démocratique et populaire.

b) Rejeter catégoriquement toute forme de bloc dans lequel le P. C. cache son drapeau et sacrifie le développement de sa propre influence et de son autorité en face de ses alliés. c) Etablir le bloc sur la base de tâches clairement formulées et non sur l'équivoque, les manœuvres diplomatiques et l'hypocrisie. d) Etablir soigneusement les conditions et les Comités du bloc et les rendre publics. e) Le P.C. doit garder son entière liberté de critique et surveiller ses amis comme ses ennemis. f) Chercher davantage la liaison avec la petite bourgeoisie qu'avec ses chefs. g) L'alliance entre le P.C. et l'aile révolutionnaire du Kuomintang doit être non seulement maintenue, mais élargie et approfondie sur la base de *comités de masse*. « Qui parle d'armer les ouvriers, et les empêche d'édifier les Soviets, ne veut pas sérieusement les armer. »

La conséquence immédiate de l'orientation de la majorité fut l'entrée de deux dirigeants du P.C. dans le gouvernement de Han-Kéou, comme ministre du travail et ministre de l'agriculture. Durant leur passage au ministère ils ne promulguèrent pas une seule loi, et aidèrent à écraser les mouvements révolutionnaires paysans.

21 Mai. — A Han-Kéou et à Tchancha la « gauche » du Kuomintang passe à la répression contre les ouvriers et les paysans et instaure la dictature militaire. Le P.C., pour maintenir l'alliance avec la gauche, reste dans l'inaction ; ainsi à Tchancha il a suffi de 1.700 soldats pour réaliser le coup d'Etat. 20.000 paysans en armes marchent sur Tchancha ; le C.C. du P.C. leur adresse une lettre les invitant à éviter un conflit ouvert et à poser la question à Han-Kéou. Deux détachements, qui n'ont pas reçu l'ordre de retraite, continuent d'avancer sur Tchancha et sont anéantis par l'armée. Le pouvoir reste aux généraux de gauche. Les défaites des ouvriers et paysans se multiplient.

7 Août 1927. — Le Plénum du C.C. du P.C. adopte le cours vers l'insurrection. En effet, il estime qu'il faut considérer le mouvement révolutionnaire comme une montée continue (2), celle-ci, étant arrivée en

(2) Caricature stalinienne de la théorie de la révolution permanente, celle-ci répondant à un problème de la stratégie générale de la révolution prolétarienne, alors que la théorie de Staline et Lominadzé empêche de répondre au problème fondamental en matière de tactique révolutionnaire : savoir distinguer entre les périodes de flux et de reflux de la révolution.

Chine à son point de maturité. On ne tint pas compte du regroupement des forces qui s'opéra dans les rangs de l'ennemi lors de ce tournant. Les meilleurs détachements prolétariens étant successivement battus, on assiste à une sur-estimation du rôle des insurrections paysannes. Lors des divers mouvements insurrectionnels, on ne tint pas compte des conditions objectives, ni de la nécessité d'appliquer conformément à celles-ci des moyens de lutte différents. Le C.C. se laissa guider dans son estimation de la situation par un point de vue subjectif (3). Tchen-Dou-Siou, jugé responsable de la politique antérieure du C.C. est suspendu de ses postes responsables.

15 Décembre 1927. — Après l'expédition des armées de Ho-Lun et Yeh-Tin, l'orientation vers l'insurrection aboutit au putsch de Canton. Les ouvriers s'emparent du pouvoir sous le mot d'ordre : « A bas le Kuomintang. » Le gouvernement ouvrier exproprie les capitalistes chinois et étrangers, collectivise la terre, le Kuomintang est interdit. Le caractère putschiste de l'insurrection de Canton est fortement souligné par le fait qu'il n'existait pas de comités de masse à Canton et que le Soviet fut nommé par la direction du P. C. La « Commune de Canton » dure trois jours et est noyée dans le sang par Tchang-Kai-Chek.

Février 1928. — Le 3e Plenum du C. E. de P. I. C. condamne le putschisme, mais affirme que l'ensemble de la situation en Chine pose le problème de l'insurrection. On enregistre, en effet, des victoires des « armées rouges » de Yeh-Tin et de Ho-Lun, la constitution dans la Chine du Sud de « Soviets » paysans (qui n'ont de Soviets que le nom).

L'opposition de gauche souligne, au contraire, la désagrégation du mouvement ouvrier (entre 1927 et 1929 les syndicats passent de 2.600.000 membres à 60.000 ; le P. C. perd la plupart de ses membres ouvriers) ; les masses paysannes entrent en lutte au moment où les ouvriers sont battus. Les communistes sont exécutés par milliers. Les défaites ouvrières amènent le retour à une « situation normale » dans la production, qui ouvre les perspectives d'un développement économique. La révolution reflue ; le P. C. doit mettre en avant des mots d'ordre démocratiques.

Juillet 1928. — Le VIe Congrès de P. I. C. abandonne pour la Chine l'insurrection armée comme mot d'ordre immédiat. Mais il rejette les tâches démocratiques et prend comme mot d'ordre central le mot d'ordre des Soviets.

Le développement économique qu'a connu la Chine de 1928 à 1937 est venu confirmer le pronostic des bolchéviks-léninistes. Il a permis à la bourgeoisie de jeter quelques miettes au prolétariat chinois, avant tout occupé à panser ses plaies. Le mouvement paysan, privé de la direction du prolétariat a à son tour reflué. Pour justifier son orientation, P. I. C. a dû mentir au prolétariat international sur l'armée rouge et les Soviets Chinois. Les armées rouges ne sont pas autre chose que des bandes paysannes mercenaires ;

les Soviets un gouvernement populiste de la paysannerie petite et moyenne, sans autorité, et qui n'a résolu aucune tâche de la révolution, pas même la question agraire. C'est d'ailleurs pourquoi les uns et les autres ont pu se fondre si facilement dans l'armée de Tchang-Kai-Chek et dans l'Etat démocratique bourgeois.

Aujourd'hui le peuple chinois s'est, à nouveau, dressé pour défendre contre l'impérialisme étranger son indépendance nationale. Une nouvelle fois les généraux républicains négocient dans son dos avec l'impérialisme anglo-américain et l'impérialisme japonais. Seule la mobilisation des ouvriers et des paysans pauvres, dans les comités d'ouvriers paysans et soldats pour exproprier les capitalistes chinois et étrangers, pour donner la terre à qui la travaille, peut assurer la victoire sur l'impérialisme mondial. Pour la troisième fois Staline trahit les intérêts des ouvriers et des paysans pauvres de Chine en luttant pour le statu-quo impérialiste en Chine au plus grand profit du capitalisme international. La victoire n'est possible que sous le drapeau des Soviets ; le drapeau de la IV^e Internationale c'est le drapeau des Soviets, en Chine et dans le monde.

H. Hic.

(3) Résumé de l'auto-critique de la politique aventuriste de 1927-28 par le Comité régional (stalinienn) du P. C. de la province de Kouang-Si.

I N T R O D U C T I O N

Le CERMIRI publie, dans ce deuxième Cahier consacré au mouvement révolutionnaire en Chine, le témoignage de la militante trotskyste chinoise Peng Pi-lan. Ce récit, qui parut pour la première fois dans la revue nord-américaine "Intercontinental Press", en Novembre 1970, avait été rédigé à l'occasion du 70ème anniversaire du vieux dirigeant trotskyste Peng Shu-tse, qui figura parmi les cadres du PC chinois au plus haut niveau et qui fut un des pionniers de l'Opposition de Gauche.

Ce texte est le complément de l'autobiographie de Peng publiée en 1983 sous le titre "L'Envol du communisme en Chine" (Editions Gallimard/Collection Témoins) et dont nous recommandons vivement la lecture aux amis du CERMIRI.

Peng Shu-tse et Peng Pi-lan appartenaient tous deux à cette génération - aujourd'hui disparue - de jeunes intellectuels qui rejoignirent le Parti Communiste Chinois au début des années vingt. Provenant tous deux de familles aisées, ils devinrent rapidement des militants professionnels et furent sélectionnés par l'appareil pour aller suivre les cours de l'Université communiste des Travailleurs de l'Orient, à Moscou. De retour en Chine, Peng gravit rapidement les échelons qui allaient le conduire jusqu'à la direction du PCC.

La politique criminelle de l'Internationale Communiste, qui conduisit à la défaite de la seconde révolution chinoise, a été très bien décrite et analysée par Harold Isaacs dans son livre "La Tragédie de la Révolution Chinoise". Le Comité Central du PCC, dont Chen Tu-hsiu était le principal dirigeant, fut profondément ébranlé par la politique de soumission au Kuomintang de Chiang Kai-shek, laquelle était dictée par les envoyés du Komintern, aux ordres de Staline. L'échec des insurrections de Shanghai et de Canton amena de nombreux militants communistes, dont Chen Tu-hsiu et Peng Shu-tse, à critiquer la politique de l'IC. Staline, après avoir tenté de leur faire porter le chapeau de l'échec de sa politique capitularde, fit exclure ces militants pour "Trotskysme". Trotskystes, ils le devinrent en raison de l'expérience personnelle qu'ils tirèrent de l'échec de la révolution chinoise et de la dégénérescence de l'IC. Ce fut ensuite le dur combat pour construire l'Opposition de Gauche, en butte à la double répression des staliniens et de la police de Chiang Kai-shek. Peng Shu-tse et sa compagne traversèrent toutes les épreuves et portèrent tout au long de leur existence le drapeau de la IVème Internationale. Contraints de quitter la Chine en 1949 pour fuir la répression, ils prirent le long chemin de l'exil. Les trotskystes chinois furent arrêtés par la police de Mao à la fin de l'année 1952, et envoyés dans des camps, sans autre forme de procès. Peng Shu-tse et sa compagne vécurent de nombreuses années à Paris avant d'émigrer aux États-Unis en 1974.

Le témoignage de Peng Pi-lan a été publié sous le titre "Looking back over my years with Peng Shu-tse" en 1965. Nous le publions pour la première fois en français, grâce aux efforts de nos amis G.S. MONIFORT et David CAMERON. Nous avons conservé le système de transcription des noms propres chinois utilisé dans le texte original en anglais. Le système utilisé à l'heure actuelle dans le monde occidental est le système Pinyin, ce qui implique que l'orthographe des noms propres a changé depuis la première publication de ce document. Par exemple, Peng Shu-tse s'écrit désormais Peng Shuzhi, Peng Pi-lan s'orthographie Chen Bilan, Ch'en Tu-hsiu, toujours en Pinyin, s'écrit Chen Duxiu. Nous avons donc conservé l'orthographe originale du texte et nous prions nos lecteurs de nous en excuser.

Daniel COURET.

MES ANNEES PASSEES AVEC PENG SHU-TSE

DE PENG PI-LAN

I

Dans ce bref exposé, il n'est pas dans mon intention d'écrire une biographie de Peng Shu-tse, mais j'essaierai d'esquisser à grands traits sa pensée, ses positions politiques et ses activités au sein du Parti Communiste Chinois depuis notre première rencontre, il y a quarante ans. J'essaierai aussi de rendre compte de son ardent combat durant ces trente six dernières années pour le mouvement trotskyste.

C'est en 1925, durant l'automne, que je rencontrai Peng Shu-tse pour la première fois, mais je m'étais déjà familiarisé avec sa pensée dès la fin de l'année 1924. A cette époque, je suivais des cours à l'Université Communiste des travailleurs de l'Orient à Moscou. Je lisais ses articles paraissant dans *Hsiang Tao* (Le Guide), organe central du PCC et la revue théorique *Hsin Ch'ing Nien* (La Nouvelle Jeunesse).

Dans son premier article "L'Impérialisme et le Mouvement Boxer" (publié dans *Hsiang Tao*, le 3 Septembre 1924), il analysait le déclin de la Chine en un état semi-colonial, un processus qui commença avec la Guerre de l'Opium (1840-41), citant des faits sur la pénétration militaire, politique, économique et culturelle en Chine par les puissances impérialistes. Il caractérisait le Mouvement Boxer de 1900 comme un "mouvement anti-impérialiste de libération nationale lancé par les masses paysannes sous la pression extrême des impérialistes". Il fit ainsi exception aux termes haineux utilisés par beaucoup d'historiens en référence à la "Révolte des Boxers" qu'ils caractérisaient en général comme "barbare" et "xénophobe". Peng définissait correctement le Mouvement Boxer, non seulement pour le PCC, mais aussi pour les intellectuels chinois qui en débattaient. Les historiens bourgeois, dont le Professeur Hu Shik de l'Université de Pékin était un spécimen, soutenaient que ce point de vue allait à l'encontre de l'interprétation traditionnelle de l'histoire chinoise.

L'article suivant de Peng, qui m'impressionna profondément, s'intitulait "Qui dirige la Révolution Nationale?" (publié dans *Hsin Ch'ing Nien*, en Décembre 1925).

Tôt, en 1923, l'Internationale Communiste prétendant que la révolution chinoise était une révolution nationale démocratique englobant toutes les classes, avait ordonné aux membres du PCC d'adhérer au Kuomintang et de poursuivre une politique de collaboration avec ce dernier. La question se posa : quelle est la classe qui devait diriger la révolution? L'ordre du Comintern impliquait que le PCC, représentant le prolétariat, ne pouvait pas porter l'entière responsabilité de diriger seul la révolution nationale, aussi devait-il rejoindre le Kuomintang et collaborer avec lui.

Ayant accepté cet ordre, les dirigeants du parti changèrent de position et s'orientèrent à droite. Mao Tse-tung, par exemple, dans un article intitulé "Le coup d'état de Pékin et les marchands" (publié dans *Hsiang Tao*, le 11 Juillet 1923) poussait les marchands, c'est-à-dire la bourgeoisie de Tientsin et de Pékin, à "se soulever et collaborer avec ceux de Shanghai pour faire avancer la révolution. Plus grande sera l'unité des marchands, plus forte sera leur capacité à diriger les masses dans tout le pays, et plus court sera le temps nécessaire au succès de la révolution". (Souligné dans le texte original). Manifestement, l'auteur reconnaît ici la bourgeoisie comme force dirigeante de la révolution nationale.

Plus tard, Chen Tu-hsiu écrivit un article intitulé "La révolution Nationale et les classes sociales" (publié dans le mensuel *Ch'ien Feng*: ("L'avant-Garde") Vol. 2, Décembre 1923). Dans cet article, après avoir analysé toutes les classes sociales en Chine et leurs rapports de force, il en vint à la

conclusion : seule la bourgeoisie peut diriger la révolution nationale, parce que, d'une part, le caractère de cette révolution est naturellement bourgeois et, d'autre part, le prolétariat est en nombre insuffisant et manque des connaissances nécessaires pour diriger la révolution. De tels concepts causèrent une confusion et un trouble considérables dans les rangs du parti. Bien que Peng ne mentionnât pas Ch'en, son article était en fait une critique des positions de Ch'en⁽¹⁾.

Dans son article de 1925, après avoir analysé en détail les bases économiques et les intérêts de toutes les classes sociales, depuis la bourgeoisie (c'est-à-dire les banquiers, marchands et industriels) en passant par la petite bourgeoisie, les artisans, les paysans et le prolétariat, Peng montra que la bourgeoisie chinoise, y compris les capitalistes industriels, dépendant soit directement ou indirectement des impérialistes ainsi que des seigneurs de la guerre chinois, ne pouvait donc organiser la lutte contre ces derniers, ce qui était nécessaire pour la réussite de la révolution nationale. De plus, à cause de sa peur du prolétariat, la bourgeoisie se révélait inévitablement réactionnaire. Peng tira la conclusion suivante :

"Après avoir analysé toutes les classes ... nous pouvons maintenant affirmer que, du point de vue de sa base matérielle, de sa conscience révolutionnaire et des conditions de la révolution internationale... seule, la classe ouvrière peut devenir la direction de la révolution nationale".

* * *

Peng avait adhéré au PCC en automne 1920. L'année suivante, il suivit des cours à l'Université Communiste des travailleurs de l'Orient à Moscou. Il fut élu secrétaire de la section du PCC à Moscou et remplit ces fonctions jusqu'en 1924, année de son retour en Chine, après sa participation au 5^{ème} Congrès de l'Internationale Communiste.

Dans la section de Moscou, m'a-t-on dit, il donna beaucoup d'exposés sur le marxisme et discutait de toute sorte de problèmes avec les camarades. Il n'était guère étonnant qu'on ait une haute opinion de lui.

Quand j'étais là-bas, son successeur comme secrétaire de la section était Lo I-neng (il rentra en Chine au printemps de 1925, bientôt nommé comme secrétaire du Comité Régional de Shanghai. Après l'échec de la révolution de 1927, il fut exécuté par Chiang Kai-shek). A ce moment-là, il y avait environ 100 camarades à Moscou. Quelques uns étaient venus de France ou d'Allemagne, mais la plupart étaient envoyés directement de Chine. En complément à nos cours réguliers, nous organisions souvent des discussions le soir. Quand nous primes connaissance des longs articles de Peng ("L'Impérialisme et Le Mouvement Boxer" et "Qui dirige la révolution nationale?"), chacun tomba d'accord avec le point de vue exposé.

Parmi les étudiants se trouvait Li Tao-chao, l'un des fondateurs du PCC. Après avoir assisté au 5^{ème} Congrès du Comintern, il demeura à Moscou pour faire de la recherche. Après son retour en Chine, il fut pendu en Août 1927 par Chang Tso-lin, un seigneur de la guerre en Chine du Nord.

Un autre étudiant, Liu Pai-chen, devint plus tard conseiller politique de Feng Yu-hsiang. Il fut exécuté par Chiang Kai-shek.

Je me souviens qu'à la soirée d'adieu donnée en l'honneur de Li Ta-Chao quand il retourna en Chine, le président était Liu Pai-chen. Dans son discours, le souriant Liu dit avec fierté : "un écrivain est déjà rentré chez nous. Cet homme de plume est notre camarade Peng Shu-tse. Maintenant, le camarade Li Ta-chao rentre lui aussi. Nous croyons qu'il sera d'une grande utilité à notre parti."

(1) Shu-tse m'a dit plus tard qu'il donna le brouillon de son article à Ch'en Tu-hsiu avec l'espoir de le gagner à ses vues. Ch'en publia un article intitulé "Leçons du Mouvement National des 27 années passées", dans le même numéro de Hsin Ch'ing Niem dans lequel l'article de Peng parut. Ch'en, dans son article, abandonnait son ancien point de vue et avançait celui de la direction du prolétariat dans la révolution nationale.

Le mot "plume" retint mon attention parce que c'était là ce qui m'intéressait. C'est pourquoi, j'ai commencé à dire que je m'étais déjà familiarisée avec la pensée de Peng, avant de le connaître personnellement.

* * *

Après son retour en Chine pendant l'été 1924, Peng, en plus des articles qu'il écrivait pour *Hsiang Tao* et *Hsin Ch'ing Nien*, participait au travail quotidien du Comité Régional de Shanghai. En Janvier 1925, lors du 4ème Congrès du PCC, il fut élu au Comité Central ainsi qu'au Comité Permanent du Comité Central (Bureau Politique) et fut nommé rédacteur-en-chef à la fois du *Hsiang Tao* et *Hsin Ch'ing Nien*.

En automne 1925, je revins à Shanghai pour participer à une réunion de toutes les camarades féminines de Shanghai. L'homme qui fit le rapport politique à la réunion, je l'appris d'après la brève introduction de Hsiang Ching-yu, la responsable de la Commission femmes, n'était autre que l'auteur de nombreux articles que j'avais lus à Moscou. Ce qui m'impressionna, de prime abord, furent ses manières calmes et dignes, et la chaleur qu'il manifestait envers les camarades.

* * *

Le Comité Permanent du Comité Central était composé de cinq membres : Ch'en Tu-hsiu, Peng Shu-tse, Chu Ch'iu-pai, Ts'ai He-sherget Chang Kuo-tao. Mais, en réalité, il n'y en avait que trois, parce que Tsai alla à Moscou et Chang était souvent absent de Shanghai.

Ch'en restait toujours au local pour y rencontrer des camarades venant de toutes les provinces du pays. Peng aidait souvent Ch'en à cette tâche. Chu, grâce à ses meilleures connaissances du russe, était chargé des contacts avec les représentants du Comintern. Il n'aimait pas participer aux réunions du Comité Régional de Shanghai qui comprenait trois provinces (Chekiang, Kiangsu, Anhwei), pas plus qu'il n'aimait rencontrer les camarades. En conséquence, Peng était le seul membre du Comité Permanent du Comité Central à assister aux réunions du Comité Régional de Shanghai. Il participait aussi régulièrement aux réunions du Comité Permanent du Comité Central de la Ligue de la Jeunesse Communiste Chinoise.

Puisque Peng participait souvent aux réunions du Comité Régional de Shanghai (dont j'étais membre) ainsi qu'à d'autres réunions de cadres, j'avais l'occasion de le voir fréquemment. Quand il s'agissait de travaux littéraires, j'avais l'habitude d'aller le voir, car il était responsable du Département Central de la Propagande, tandis que moi, j'étais la rédactrice-en-chef de la revue mensuelle *Chung Kuo Fu Nu* (Femmes chinoises). Certains articles importants, politiques ou théoriques, devaient être vus par lui pour approbation ou correction. Aussi, comme je le voyais souvent, et qu'au bout d'un certain temps, nous nous comprenions parfaitement bien, nous décidâmes de vivre ensemble.

* * *

En 1925, le Mouvement du 30 Mai activait la résistance contre l'impérialisme et les seigneurs de la guerre. A travers tout le pays, en 1925 et 1926, des ouvriers, des paysans, des étudiants, des femmes et différents éléments de la petite bourgeoisie, tous prirent part à la vague révolutionnaire. Par exemple, chaque fois qu'elles étaient motivées par des événements, telle que la lutte contre le seigneur de la guerre Feng, l'invasion de la Mandchourie par les japonais, le massacre du 18 Mars 1926 à Pékin, des centaines de milliers de personnes manifestaient dans les rues de Shanghai.

Aussitôt après la très émouvante manifestation de protestation contre le massacre du 18 Mars, nous parvînt à Shanghai la nouvelle du coup d'état du 20 Mars à Canton. Chiang Kai-shek, représentant de la bourgeoisie avec qui le PCC avait collaboré au sein du Kuomintang, avait dévoilé ses intentions. L'évènement, qui arriva comme un coup de tonnerre dans un ciel serein, paralysa tout le parti. Saisi de surprise, chaque membre du PCC de la Région de Shanghai fut angoissé et désorienté.

Le jour suivant, après que le Comité Régional de Shanghai eut analysé la signification de ce coup, les militants furent convoqués à une réunion. Plus de 100 personnes, assises à même le sol, écoutaient le rapport de Peng sur le coup de Canton et l'opinion du Comité Central du PCC. A la fin du meeting, ils furent saisis d'indignation. Ils étaient en plein accord sur la signification claire de la nature réactionnaire de la bourgeoisie, et que nous, communistes, nous tenant fermement aux côtés du prolétariat, avions à reconsidérer la question de la collaboration du PCC avec le Kuomintang, soulevant le problème de la politique que le parti devrait adopter envers cette formation. Chacun voulait que le Comité Central trouve rapidement les voies et les moyens de tenir tête à Chiang Kai-shek.

Après examen critique, le Comité Central décida une contre-attaque. Ceci comprenait une alliance avec les forces armées de l'aile gauche du Kuomintang, le renforcement de l'armée commandée par le communiste Yeh T'ing, et l'armement des détachements du prolétariat et de la paysannerie.

A la fin d'Avril 1926, le Comité Central envoya Peng à Canton avec mission de mettre au point une commission spéciale pour discuter avec Borodine, le représentant du Comintern, sur ce qui devait être fait concrètement par rapport à Chiang et d'exprimer les vues du Comité Central.

Le 3ème Congrès National des syndicats se déroulait au même moment à Canton. Le Comité Régional de Shanghai me désigna pour aider la délégation de la Fédération Syndicale de Shanghai dans son intervention, et ainsi, je partis en voyage avec Peng.

* * *

Peng, en tant que représentant du Comité Central, proposa d'adopter une attitude ferme contre Chiang. Il proposa aussi, de sa propre initiative, que le PCC rappelle ses membres du Kuomintang et abandonne la tactique d'y militer à l'intérieur et, à l'avenir, de collaborer avec ce dernier de parti à parti.

Borodine, en tant que représentant du Comintern, continua de soutenir Chiang et la collaboration entre le PCC et le Kuomintang. Il était donc opposé à ces propositions.

Aussi, Peng et Borodine étaient-ils en conflit aigü. Il en résulta que Peng fut isolé.

Borodine était un bureaucrate pervers, habile à manoeuvrer. Il était revêtu du prestige de l'Union Soviétique et du Comintern, et avait d'abondantes ressources matérielles à sa disposition (armes et argent), ce qui augmentait son autorité et son pouvoir.

Les membres du Comité de la province du Kwantung (Chou En-lai était l'un d'eux) et les autres membres du Comité Central tels que T'an P'ing-shan, Chang Kuo-t'ao, etc..., modifièrent donc leur position pour s'aligner sur celle de Borodine.

Borodine retourna la politique anti-Chiang du Comité Central en une politique de soutien à Chiang. La proposition de Peng de se retirer du Kuomintang fut transformée en une acceptation du "programme adapté au parti" élaboré par Chiang. Le résultat fut que le PCC devint un appendice du Kuomintang.

Le "programme adapté au parti" précisait que les critiques des communistes des Trois Principes du Peuple de Sun Yat-sen étaient interdites, qu'aucun membre du PCC ne pourrait détenir le poste de chef d'état-major du Kuomintang, que pas plus d'un tiers des membres des comités régionaux du Kuomintang ne pourraient être membres du PCC, que le PCC devrait communiquer au Comité Central du Kuomintang la liste complète des membres du PCC dans le Kuomintang.

Borodine approuvait ce "programme adapté au parti". Naturellement, la politique de Borodine de soumission devant Chiang fut mise en place sur les ordres du Comintern.

Afin d'exécuter avec succès les ordres du Comintern, ou, pour être plus précis, la politique de Staline, Borodine dit à Ch'en Yen-Nien, secrétaire du comité de la province de Kwantung : "A moins que Peng Shu-ste ne quitte Canton, je ne peux rien commencer".

Sur la proposition de Borodine, Ch'en Yen-nien écrivit immédiatement à son père, Ch'en Tu-hsiu, lui demandant de rappeler Pen Shu-tse à Shanghai. Ce fut la première dure expérience que Peng souffrit de la part du représentant du Comintern.

* * *

Après le départ de Peng de Canton et son retour à Shanghai début Juin 1926, le Comité Central du PCC fut forcé d'accepter la politique du Comintern de soumission à Chiang Kai-shek. Avec l'aide de Borodine, Chiang consolida sa dictature militaire sans obstacle, manipulant l'appareil du Kuomintang, l'administration et l'armée à ses propres fins, et se nommant lui-même au poste de commandant-en-chef pour entreprendre l'expédition du Nord.

Face à la menace grandissante, le Comité Central du PCC estima nécessaire de corriger la politique de subordination.

En Juillet 1926, se tint une réunion plénière du Comité Central. Ch'en Tu-hsiu et Peng Shu-tse soumièrent une proposition pour mettre un terme à la collaboration interne dans le Kuomintang, pour y substituer une collaboration de parti à parti, libérant ainsi le PCC du joug du Kuomintang. Ils proposèrent aussi de mettre en pratique la politique affirmée du PCC de diriger la révolution des ouvriers et des paysans. Bien que le plan proposé n'ait pas été adopté, la plupart des membres étaient d'accord de le soumettre au Comintern pour le prendre en considération.

Le Comintern le critiqua sévèrement et le repoussa. Le PCC n'avait d'autre alternative que d'obéir aux ordres du comintern et continuer sa politique opportuniste. Ceci signifiait que le PCC devait mobiliser l'ensemble des ouvriers et des paysans pour soutenir l'Expédition du Nord commandée par Chiang Kai-shek. A partir de là, les ouvriers devaient se contraindre à ne pas violer les droits de la propriété bourgeoise ; on dénia aux paysans le droit de prendre possession des terres détenues par les propriétaires fonciers, en prétextant que c'était trop tôt ; le PCC ne pouvait faire aucun travail de propagande parmi les troupes du Kuomintang ou organiser quelque chose dans ses rangs. En particulier, le PCC ne devait pas instaurer sa propre stratégie basée sur les soviets des ouvriers, paysans et soldats, parce que cela risquait de nuire à la collaboration entre le Kuomintang et le PCC, et constituerait une "folle aventure" dépassant l'étape de la révolution nationale". La révolution chinoise fut amenée, pas à pas, à une impasse, en vue de sa destruction.

Néanmoins, Peng Shu-tse pensait, et il le pense encore, que limiter la révolution chinoise au "stade de la révolution nationale" et la confiner "sous la coupe de la collaboration du Kuomintang - PCC", n'était pas conforme à l'expérience historique de la Révolution d'Octobre en Russie.

Très tôt, en 1927, il écrivit un article intitulé "Le Léninisme s'applique-t-il aux spécificités nationales de la Chine?" (publié dans *Hsiang Tao* le 21 Janvier 1927). Dans cet article, il critiquait le raisonnement fallacieux selon lequel les particularités nationales de la Chine différaient tant de celles de la Russie que le léninisme était inapplicable en Chine. Après avoir analysé en détail les conditions sociales et économiques en Chine, le rapport des forces entre les classes et la position internationale de la Chine, il fit remarquer qu'il y avait des similitudes avec la Russie d'avant la Révolution d'Octobre. En conséquence, il conclut qu'on pouvait s'attendre à ce que la révolution chinoise suive le modèle russe et que le léninisme était parfaitement applicable à la situation en Chine.

IL reconnaissait que "la révolution chinoise est actuellement une révolution nationale démocratique, *mais cette révolution ne se limite absolument pas aux idéaux nationaux et démocratiques ; elle se transformera graduellement en une révolution socialiste*" (souligné par moi).

En conséquence, il suggéra la caractérisation de "révolution permanente" et ce qui suit :

"On doit enfin comprendre que la révolution nationale n'est pas la dernière étape de la révolution ; *ce n'est qu'une voie vers la révolution socialiste*. L'émancipation finale et véritable de l'humanité dépend uniquement de la révolution socialiste faite par le prolétariat comme fondement de la construction de la société communiste. L'objectif ultime du léninisme est de conduire l'humanité toute entière de l'oppression de nombreuses sociétés à la liberté du communisme. *Ainsi, "la révolution permanente" peut être comprise dans le sens d'un processus se dirigeant directement de la révolution nationale à la révolution prolétarienne*" (souligné dans le texte original).

Au début de l'année 1927, alors que la révolution avait atteint un stade très critique, Peng Shu-tse écrivit un autre article intitulé "La crise révolutionnaire actuelle de la tendance droitiste" (publié dans *Hsiang Tao*, le 6 Mars 1927).

"*La situation toute entière de la révolution chinoise est déjà clairement apparente*", indiquait Peng. "D'une part, la puissance de la révolution, surtout la puissance de l'armée nationale révolutionnaire, les ouvriers et les paysans, se développe avec une exceptionnelle rapidité. La vague de la révolution est encore en crue et pleine d'intensité... D'autre part, une tendance de compromis réactionnaire parmi les dirigeants de la révolution nationale est devenue visible... Ils essaient, publiquement ou secrètement, de passer un compromis avec l'ennemi contre les masses qu'ils affrontent. Ceci est le phénomène le plus dangereux de la révolution à présent, et il peut très bien détruire toute la révolution (souligné dans le texte original).

Cette tendance au compromis réactionnaire, sur laquelle Peng attira l'attention, était la tendance contre-révolutionnaire bourgeoise représentée par Chiang Kai-shek. Peng poursuivait :

"Le soi-disant groupe modéré du Kuomintang a pleinement révélé sa tendance bourgeoise ; ils ... ont vu les ouvriers et les paysans se lever pour combattre non seulement pour les intérêts révolutionnaires en général, mais dans l'intérêt des ouvriers et des paysans eux-mêmes. Ils ont aussi noté les concessions accordées par les impérialistes et les seigneurs de la guerre. Désormais, ce groupe vise à arrêter le processus révolutionnaire... afin d'unifier tous les compradores, bureaucrates et propriétaires fonciers, la petite noblesse pourrie et ces ennemis de la révolution, les impérialistes et les seigneurs de la guerre, dans le but de rendre coup pour coup aux masses ouvrières et paysannes" (souligné dans le texte original).

Etant donné ce qu'il venait d'énoncer, Peng tira la conclusion catégorique :

"La révolution chinoise doit créer un régime de démocratie révolutionnaire, et par dessus tout, ne doit pas créer une dictature militaire personnelle (Chiang Kai-shek) ... La présente révolution a un besoin urgent d'un régime révolutionnaire de dictature démocratique. Cela signifie un régime pour les masses dans leur majorité, composé de travailleurs, paysans et petits bourgeois, dans lequel ils participent directement, contrôlant ainsi le gouvernement afin de représenter leurs intérêts en renversant tous les éléments de la contre-révolution et en exerçant contre eux une dictature révolutionnaire". (souligné dans le texte original).

Les conclusions de Peng furent avancées deux semaines avant que les ouvriers de Shanghai ne soient victorieux dans leur soulèvement armé du 21 Mars 1927. Ses positions furent ainsi émises cinq semaines avant le coup suivant de Chiang Kai-shek, le 12 Avril, quand il fit massacrer les masses révolutionnaires de cette ville.

Bien que la formule de Peng d'"un régime révolutionnaire de dictature démocratique" ne puisse être mis en parallèle avec un dictature du prolétariat en alliance avec les paysans pauvres, elle exclut évidemment la bourgeoisie du régime révolutionnaire, et peut cependant être comprise comme une formule appelant à un gouvernement ouvrier et paysan.

Ceci est totalement différent de la politique du "bloc des quatre classes" - les ouvriers, les paysans, la petite-bourgeoisie et la bourgeoisie - sur laquelle insistait le Comintern, en se préparant à l'établissement d'un gouvernement de coalition composé de représentants des ouvriers, paysans, petits-bourgeois et bourgeoisie.

De plus, dans un article intitulé "Après lecture du discours de Chiang Kai-shek du 21 Février" (publié dans *Hsiang Tao* du 18 Mars 1927), Peng, avec la plus grande précision exposa les calculs de Chiang et son cours anti-ouvrier, anti-paysan, anti-communiste et anti-soviétique. Peng lança un grave avertissement : *"La lutte prochaine en Chine est un combat sans merci entre les forces de la révolution et de la contre-révolution représentées par Chiang Kai-shek"* (souligné dans le texte original).

Mais le Comintern prit une attitude différente envers Chiang Kai-shek, puisqu'il pressait le PCC de continuer sa politique de collaboration avec lui.

Une attention spéciale doit être apportée à un article écrit par Peng deux ans plus tôt intitulé : "L'interdiction de la Confédération des syndicats à Shanghai et les responsabilités qui incombent aux travailleurs de cette ville" (publié dans *Hsiang Tao* du 5 Octobre 1925). Dans cet article, Peng observe :

"Le succès de la révolution nationale chinoise n'est possible seulement qu'à condition que les travailleurs chinois se soulèvent et combattent. Shanghai [...] est l'équivalent de Pétrograd en Russie - la révolution de Février et la révolution d'Octobre en Russie se firent sous la direction des ouvriers de Pétrograd".

Il finit son article en prédisant :

"Des centaines de milliers de travailleurs à Shanghai ont acquis beaucoup d'expérience dans le mouvement du 30 Mai sous la direction de leurs syndicats et se sont familiarisés avec des méthodes élémentaires leur permettant de réaliser la révolution. A l'avenir, ils avanceront plus loin sur le chemin de l'insurrection armée [...] suivant les exemples donnés par les ouvriers de Pétrograd de la révolution de Février à la révolution d'Octobre" (souligné dans le texte original).

La prévision de Peng se révéla exacte. Les travailleurs de Shanghai organisèrent une insurrection armée le 21 Mars 1927, en réponse à l'avance de l'Expédition du Nord. Le jour suivant, ils occupèrent la ville entière, à l'exception des concessions étrangères. Plus de 2 000 piquets armés furent organisés pour maintenir la paix et l'ordre. Les ouvriers s'engouffrèrent dans les syndicats et le PCC, ouvrant la perspective d'instaurer un régime prolétarien.

Si seulement, à ce moment là, le PCC n'avait pas été contrôlé par le Comintern, s'il lui avait été permis de suivre ses propres convictions (telles que l'exprimait Peng) basées sur les leçons tirées de la Révolution d'Octobre en Russie et de ses propres expériences ! s'il avait conduit les ouvriers d'une façon ferme et su attirer à lui la sympathie des soldats envers les travailleurs (2) ! s'il avait organisé des conseils (soviets) de délégués représentant les ouvriers, soldats et paysans ! s'il avait frappé un coup décisif contre Chiang Kai-shek et établi une dictature prolétarienne contre la bourgeoisie, alors les travailleurs de Shanghai auraient rempli leur mission historique, comme le firent les travailleurs de Pétrograd avant eux !

Malheureusement, le PCC devait obéir au Comintern, et, selon sa politique opportuniste, collaborer avec Chiang Kai-shek. Après avoir conduit les travailleurs à la victoire par l'insurrection armée à Shanghai, le PCC fut bientôt désarmé politiquement. Le PCC devait faire ce que le Comintern voulait qu'il fit - organiser un "gouvernement provisoire" à Shanghai en collaboration avec la bourgeoisie.

Les éléments bourgeois participant au gouvernement provisoire firent tout leur possible pour le paralyser au moyen du sabotage et des boycotts en attendant le prochain mouvement de Chiang. La politique du Comintern ligotait les mains des communistes et des ouvriers. Etant donné ces circonstances, le PCC n'était d'aucune utilité pour les ouvriers.

Tôt, le matin du 12 Avril 1927, Chiang, ayant bénéficié du temps nécessaire pour monter un nouveau complot, donna le signal pour commencer le massacre de son second coup. De nombreux communistes et ouvriers tombèrent aux mains des bourreaux à Shanghai, et Chiang récolta les gains de la révolution. Ceci était l'inévitable dénouement de l'insistance de Staline pour suivre une politique de collaboration avec le Kuomintang et d'aider Chiang dans son Expédition du Nord.

II

Staline n'avait pas le moindre soupçon sur la signification du coup perpétré par Chiang Kai-shek le 20 Mars 1926. C'est pourquoi il continua la politique de collaboration du PCC avec le Kuomintang et d'apporter son soutien à Chiang. Ceci ouvrit la voie au massacre commis lors du coup de Shanghai le 12 Avril. Même ce massacre n'ouvrit pas les yeux de Staline sur la réalité des faits ; la tragédie ne lui apprit rien.

Maintenant, il se tournait vers Wang Ching-wei, plaçant envers celui-ci la confiance qu'il portait auparavant à Chiang Kai-shek. "La collaboration avec l'aile gauche du Kuomintang" remplaça la "collaboration Kuomintang - PCC".

Le Cinquième Congrès du PCC se tint quand ce changement arriva, de la fin d'Avril aux premiers jours de Mai 1927. Les lignes de principes adoptées par le Congrès demeurèrent les mêmes, comme la ligne politique de Staline demeurait inchangée. On déconseillait toujours aux paysans de revendiquer la terre ; on ignorait délibérément le besoin d'amélioration des conditions d'existence des ouvriers ; par-dessus tout, par crainte de nuire à la collaboration avec l'aile gauche du Kuomintang, l'armement des ouvriers et des paysans fut rejeté.

(2) La grande majorité du contingent de soldats à Shanghai, de l'Expédition du Nord, était, à ce moment critique, favorablement disposée à l'égard des travailleurs.

Staline défendait l'idée que "Wuhan est le centre révolutionnaire" et que naturellement le régime de Wang résoudre la question agraire et améliorerait le niveau de vie des travailleurs. Cependant, la politique de Staline pava la route à Wang Ching-wei, en tant que représentant de l'aile gauche du Kuomintang, pour purger le PCC.

Au moment du cinquième Congrès, Trotsky proposa que le PCC, afin d'établir son indépendance, quitte le Kuomintang, et que des soviets d'ouvriers, de paysans et de soldats soient organisés pour préparer le renversement du régime de Wang. Les propositions de Trotsky, qui auraient abouti à mettre cartes sur table, furent bloquées par Staline.

Staline cacha même ces propositions au PCC, craignant que, si les communistes chinois prenaient connaissance des textes soumis par Trotsky, ils compareraient les deux orientations, le risque étant que, au vu de leur récente expérience, ils approuvent ce que Trotsky proposait. Ceci, en retour, aurait peut être apporté la victoire à la révolution chinoise, en détruisant la suprématie de Staline dans le Parti Communiste d'Union Soviétique, une issue intolérable à la bureaucratie russe réactionnaire et privilégiée. Ainsi, la seconde révolution chinoise fut-elle sacrifiée pour la préservation de la position privilégiée des bureaucrates en Russie.

Un fait qui vaut la peine d'être noté, à cet égard, est que Chu Ch'iu-pai fit un séjour incognito à Wuhan à la veille du Cinquième Congrès. Sans consulter le Comité Permanent du Comité Central, il publia une brochure intitulée "*Le problème de la révolution chinoise*". Elle était dirigée principalement contre les positions de base de Peng Shu-tse en faveur de "La révolution permanente", mais elle traitait aussi du plan de l'insurrection armée à Shanghai et du débat sur la sélection des membres du gouvernement provisoire après la victoire.

Chu avait déjà appris de certains représentants du Comintern que Staline avait commencé une attaque violente contre les vues de Trotsky, particulièrement sa théorie de "La révolution permanente". Citant l'utilisation des mots "révolution permanente" par Peng, il affirmait que la signification en était de "copier le trotskysme et l'introduire en Chine"...

En fait, Peng ne savait pas ce qui se passait à Moscou, mais en était arrivé à ses propres conclusions sur la révolution chinoise comme le résultat des leçons de la révolution russe, de février à octobre 1917 et de sa propre expérience de la révolution chinoise. Il savait naturellement que cette théorie était un retour à Marx.

Chu cherchait à épingle l'étiquette de "trotskysme" sur Peng, afin de l'éliminer et de gagner l'estime de Staline. Bien qu'en apparence ses attaques étaient dirigées seulement contre Peng Shu-tse, elles l'étaient aussi contre Ch'en Tu-hsiu. Chu cherchait à faire d'une pierre deux coups - exclure Peng de la direction et faire relever Ch'en Tu-hsiu de ses fonctions de secrétaire-général du PCC, laissant ainsi un poste vacant qu'il pourrait occuper.

Pour atteindre ce but fractionnel, il organisa un petit groupe et rechercha le patronage de certains représentants du Comintern. La majorité des cadres, spécialement Roy, le représentant du Comintern, étaient tout à fait opposés aux intrigues de Chu et ils intervinrent dans cette affaire. Ch'en Tu-hsiu fut réélu secrétaire-général, mais Peng fut exclu du nouveau Comité Permanent du Comité Central.

Pendant la période suivant le Cinquième Congrès, de Mai à Juin 1927 environ, Peng resta à Wuhan où il écrivit une brochure, "*Les problèmes fondamentaux de la révolution chinoise*", dans laquelle il expliqua et justifia clairement "les actions excessives", comme on les appelait, des ouvriers et des paysans. Pendant ces journées, Peng rencontra fréquemment Ch'en Tu-hsiu pour discuter de la situation qui se détériorait.

J'étais avec eux de temps à autre, et peux porter témoignage de leur profonde perplexité face au dilemme dans lequel ils étaient pris. L'expérience douloureuse de découvrir que la politique du Comintern de soutien à Chiang Kai-shek avait déjà fait faillite, les faisait souffrir profondément. De même la politique actuelle du Comintern de soutien à Wang Ching-wei, l'évidence montrait qu'elle conduisait également le parti à une impasse.

Ch'en, en tant que secrétaire-général, n'avait pas le choix et devait exécuter la politique décidée à Moscou. En même temps, il savait fort bien que "l'aile gauche du Kuomintang" de Wang appuyait de plus en plus les généraux de l'armée contre-révolutionnaire contre le PCC, et préparait une attaque contre le mouvement des masses des ouvriers et des paysans.

Une fois de plus, Ch'en proposa de se retirer du Kuomintang de Wang pour que le PCC puisse diriger le mouvement de façon indépendante. De nouveau, le Comintern rejeta la proposition. Déçu par la direction du Comintern, Ch'en démissionna peu après. (Chu Ch'iu-pai fut placé comme secrétaire général par intérim). Presqu'immédiatement, Wang Chin-wei frappa le 14 Juillet 1927 avec sa "grande purge anti-communiste".

A partir de là, la seconde révolution chinoise connut faillite et tragédie.

* * *

A la veille de la "purge anti-communiste", Peng fut envoyé dans le nord pour agir en tant que secrétaire du "Comité Régional du Nord". Pour renouer contact avec les ouvriers et les paysans, il mit au point une politique défensive et réorganisa le parti à Pékin, Tientsin, et dans d'autres régions. Ce fut le moment choisi par le Bureau Politique, dirigé par Chu Ch'iu-pai, pour ordonner une insurrection armée à Pékin et Tientsin.

Qu'était-il arrivé? A la suite du coup de force de Wang, le Comintern changea complètement sa politique sur la révolution chinoise, d'un opportunisme d'extrême-droite à un aventurisme ultra-gauche. Le Comité Central du PCC se réunit le 7 Août 1927 (réunion depuis lors appelée Conférence du 7 Août) dans le but principal d'absoudre le Comintern de ses responsabilités dans la défaite de la révolution chinoise et d'en faire porter la responsabilité à Ch'en Tu-hsiu, comme bouc-émissaire. Chu Ch'iu-pai, qui avait tendance à suivre aveuglément la politique aventuriste du Comintern, fut nommé officiellement secrétaire-général.

Sans tenir compte de la situation objective, Chu avait déjà ordonné aux troupes commandées par Ho Lung et Yeh T'ing d'engager une rébellion armée. Elle démarra le 1er Août 1927 à Nan-Ch'ang. Alors survinrent les rébellions dites "de la moisson d'automne" dans le Hunan et le Hupei...

Peng soutenait que la politique du Comintern de sauter de l'extrême-droite à l'extrême-gauche n'était pas seulement contraire au marxisme, mais manquait aussi de bon sens. Bien qu'il ne pouvait rien faire pour changer les choses, il discutait de la situation avec les membres du Comité Régional du Nord, et ils tombèrent d'accord sur une "politique attentiste".

Ils virent clairement que Pékin et Tientsin étaient complètement sous le contrôle des seigneurs de la guerre réactionnaires. Puisqu'il n'existait ni mouvement de masse, ni organisation de masse, s'ils donnaient l'ordre aux membres du parti et aux ouvriers de s'engager artificiellement dans une insurrection armée, la seule issue serait le sacrifice inutile des vies des cadres et des militants. Comme prétexte pour retarder l'action, ils donnèrent comme argument qu'il fallait du temps pour préparer une insurrection armée. Cependant, Chu Ch'iu-pai et le Bureau Politique crurent que Peng avait l'intention de refuser d'exécuter la décision et le destituèrent de son poste de secrétaire.

Ts'ai He-sheng fut envoyé pour le remplacer et organiser le Bureau de la Région du Nord. Il s'orienta vers la préparation d'une insurrection armée de la façon la plus déterminée, mais il avait à peine commencé quand plus de soixante cadres furent arrêtés à Pékin et fusillés. Tel fut le résultat de la seule tentative d'appliquer la politique du Comintern d'une insurrection armée en Chine du Nord.

Après avoir été destitué, Peng revint à Shanghai. C'était durant les jours qui suivirent immédiatement l'échec de l'insurrection de Canton (organisée le 11 Décembre 1927), quand la politique aventuriste de Staline s'avéra manifestement un échec. A Shanghai et à travers tout le reste du pays, la terreur régnait. De fait, pas un jour ne passait sans que des camarades soient arrêtés et fusillés.

Le PCC devint de plus en plus dépendant du Comintern qui était l'unique bailleur de fonds, et il n'y avait aucune autre alternative, en raison de la défaite de la révolution. Sous le contrôle de Staline, le Comintern fut de plus en plus utilisé comme un moyen de détruire de l'intérieur le PCC en soutenant les dirigeants et cadres les plus dociles.

C'est ainsi que les bureaucrates, spécialement Chu Ch'iu-pai, utilisèrent des moyens importants pour renforcer leur contrôle. Ceux qui montraient de la docilité étaient assurés de recevoir une aide matérielle, qui, jusqu'à un certain point, les protégeait du danger. Ceux qui osaient exprimer des doutes quant à l'efficacité du cours aventuriste, ou qui manifestaient du mécontentement envers les mesures bureaucratiques de Chu Ch'iu-pai devaient faire face à de grandes difficultés. Ils se retrouvaient inévitablement sans emploi et privés de moyens d'existence.

C'était une menace mortelle pour les cadres qui étaient devenus des révolutionnaires professionnels. Travaillant de tout leur cœur pour le parti, devenu le centre de leur existence, ils avaient coupé avec toutes relations sociales normales, souvent même avec les amis et la famille. Ils ne pouvaient espérer d'aide de nulle part. Sous la terreur blanche, ceux qui étaient connus comme communistes ne pouvaient en aucune manière prétendre à un emploi. Même pour un travail de journaliste, ou de traducteur, ils étaient obligés d'utiliser des pseudonymes. Les bureaucrates exploitaient cette situation pour resserrer leur contrôle sur les cadres.

Peng Shu-tse, notre fille de 6 mois, et moi-même, connûrent de grands dangers et endurèrent de nombreuses privations. Sous le contrôle de Chu Ch'iu-pai, le Comité Central ne donna aucun travail à Peng, bien qu'il demeurât membre de cette instance, et refusait même de l'admettre aux réunions. Par crainte que son opposition à l'aventurisme et au bureaucratisme n'affecte d'autres cadres, on voulait l'isoler.

Rapidement, on coupa la modeste allocation dont il vivait et Shu-tse n'eut pas d'autre alternative que de gagner sa vie en traduisant des livres.

Quand nous retournâmes de Tientsin à Shanghai, Peng Shu-tse put rencontrer Ch'en Tu-hsiu de nouveau. Ch'en fut la principale source d'information pour Peng sur ce qui se passait dans le PCC depuis le lancement par Wang Ching-wei de sa purge contre les communistes. En Août et Septembre 1927, Ch'en avait écrit deux lettres au Comité Central critiquant le cours aventuriste. En conséquence, Peng et Ch'en se trouvaient en complet accord sur leurs positions politiques.

Leurs critiques envers le Comité Central du PCC et du Comintern furent naturellement rapportées à Moscou par Chu Ch'iu-pai. Par conséquent, juste avant le 6ème Congrès du Comintern, qui se tint à Moscou en 1928, Staline et Boukharine envoyèrent un télégramme à Ch'en Tu-hsiu et Peng Shu-tse (le télégramme fut déposé personnellement par Chou En-lai au domicile de Chen), les invitant à assister au Congrès.

Ch'en Tu-hsiu et Peng Shu-tse avaient déjà perdu tout espoir et confiance envers le Comintern et comprenaient clairement que le véritable but de l'opération était soit "de les convaincre" ou de les "retenir" à Moscou et ainsi d'éliminer leur influence au sein du PCC ; ils refusèrent courtoisement mais fermement l'invitation.

* * *

Au printemps de 1929, Peng Shu-tse eut une longue conversation avec plusieurs étudiants qui venaient de rentrer de Moscou. Il apprit par eux la lutte de l'opposition de gauche, dirigée par Trotsky contre les staliniens. Ils l'informèrent de la position de Trotsky sur les problèmes de la révolution chinoise. Les étudiants lui donnèrent aussi deux textes importants écrits par Trotsky sur la question chinoise : "Bilan et perspectives de la révolution chinoise" (3) et "La question chinoise après le 6ème Congrès" (4).

Après étude de ces textes, Peng Shu-tse décida quelle ligne politique il défendrait au sein du Parti Communiste Chinois ; il combattrait pour soutenir la ligne adoptée par l'Opposition de Gauche Trotskyste. Que Peng accepte si rapidement le programme de Trotsky n'était en aucune façon accidentelle. D'une part, il avait déjà une solide formation marxiste et léniniste et avait une conception mûrement réfléchie de la révolution chinoise. D'autre part, il savait par expérience personnelle pourquoi la révolution avait échoué et avait vu de ses propres yeux les résultats tragiques de la politique aventuriste de Staline.

Il était profondément impressionné en lisant comment Trotsky avait avec finesse critiqué le premier les orientations opportunistes de Staline et Boukharine durant la montée de la révolution chinoise, puis leur cours aventuriste pendant son déclin, et comment Trotsky avait préconisé une politique défensive, appelant à une Assemblée Constituante comme mot d'ordre pour remplacer l'aventurisme sans espoir. L'exactitude des prévisions de Trotsky s'étaient inscrites en lettres de sang.

Peng donna les deux textes à Ch'en Tu-hsiu à lire et étudier. Le jour suivant, Ch'en vint chez nous pour nous dire qu'à son avis les critiques de Trotsky sur la politique de Staline et Boukharine étaient complètement justifiées. Il était plus qu'urgent, pensait-il, au vu de la situation objective actuelle, d'adopter une politique défensive centrée autour du mot d'ordre d'appel à une assemblée constituante, en remplacement de la politique aventuriste de Staline.

Le résultat de cette compréhension et accord commun fut que Tu-hsiu et Peng élaborèrent un plan pour rassembler tous les cadres en désaccord avec la politique aventuriste du parti afin de discuter les deux textes de Trotsky et d'organiser une opposition de gauche à l'intérieur du Parti Communiste Chinois.

(3) Publié dans le texte "Critique du projet de programme de l'IC (28 Juin 1928)", publié en français dans les "Oeuvres", Volume I, 2è série, pages 358-377.

(4) Texte du 4 Octobre 1928, publié en français dans les "Oeuvres", Volume II, 2è série, pages 257-309.

Ch'en Tu-hsiu et Peng Shu-tse écrivirent chacun une lettre au Comité Central du parti demandant qu'une discussion soit ouverte pour tirer les leçons de la défaite de la révolution et dégager les résultats de la politique en cours. Ils demandèrent que le parti publie les textes de Trotsky sur la révolution chinoise afin qu'on puisse s'y référer dans la discussion.

Notre travail oppositionnel de gauche dans le parti fut couronné de succès. En deux mois, nous avons rassemblé cinquante cadres et tenu une réunion où fut adoptée la position de Trotsky. Un comité central provisoire de trois membres (Ch'en, Peng et Yin K'uan) fut élu. Les cadres, répartis sur plusieurs cellules, se rencontraient constamment pour discuter des problèmes et des activités au sein du parti. Nous avons publié également une revue, "*Le Prolétariat*", et un livre comprenant les principaux documents de Trotsky sur la révolution chinoise.

Par suite de nos activités, à la fois à l'intérieur et à l'extérieur du parti, et de la diffusion des idées exprimées dans les lettres adressées par Ch'en et Peng au Centre, le parti fut profondément ébranlé. La direction du parti, sur les directives de l'Internationale, fut obligée de nous exclure, un par un. Les premiers à être désignés furent Ch'en Tu-hsiu et Peng Shu-tse. Ce fut ensuite le tour de Yin K'uan, Cheng Ch'ao-ling, moi-même, et d'autres cadres. Le communiqué de ces expulsions fut publié dans l'organe du parti "*Le Drapeau Rouge*".

Cependant, les expulsions, à cause de leur nature, ne réglèrent pas la crise dans le parti, mais, au contraire, aggravèrent une situation plutôt fragile, poussant nombre de cadres à nous rejoindre. Le 15 Décembre 1929, quatre-vingt-un cadres éminents apposèrent leur nom à la "Déclaration de l'Opposition de Gauche". Dans l'histoire du Parti Communiste Chinois, celle-ci constitua le moment de la lutte la plus intense entre le stalinisme et le trotskysme. Non seulement elle ébranla le PCC, mais elle attira l'attention de la société chinoise toute entière et eut des répercussions dans les partis communistes à travers le monde.

Un certain nombre de cadres aguerris, qui avaient subi les conséquences de la défaite de la révolution et la banqueroute de la politique aventuriste, et avaient souffert de l'arbitraire de la bureaucratie, et qui, cependant, étaient restés dans le parti, montraient maintenant leur sympathie pour l'opposition de gauche en voyant leurs compagnons d'arme dans la révolution mener une lutte brave et résolue contre la direction du parti, sous la conduite de Ch'en et Peng, sur les bases du programme de Trotsky.

On appelait ces camarades dans le parti les "conciliateurs", parce qu'ils recherchaient la conciliation entre ceux qui suivaient la ligne du parti et le groupe dirigé par Ch'en Tu-hsiu. (Li Shao-chi, aujourd'hui Président de la République Populaire de Chine⁽⁵⁾, appartenait aussi aux "Conciliateurs" et fut envoyé à Moscou pour cette raison). Selon Chen Shao-yu, qui était à cent pour cent pour la ligne de l'Internationale (plus tard, il changea son nom en celui de Wang Ming), "Les conciliateurs proposèrent que le parti accueille à nouveau Ch'en Tu-hsiu et Peng Shu-tse, exclus pour leur opposition à la ligne adoptée au sixième Congrès du parti"⁽⁶⁾. Ces quelques lignes indiquent l'impact de l'opposition de gauche dans le parti.

* * *

(5) Quand Peng Pi-lan écrivit ce récit en 1965, Liu Shao-chi était encore le Président de la Chine, ayant été réélu le 3 Janvier 1965. Mao l'évinça pendant la purge de la "Révolution Culturelle", sur des accusations qui rappellent celles utilisées par Staline durant les grandes purges des années trente en Union Soviétique contre ses opposants politiques.

(6) Voir Chen Shao-yu : "Pour plus de bolchévisation dans le parti".

Tandis que Ch'en et Peng constituèrent l'opposition de gauche de Chine, quelques étudiants, qui revenaient récemment de Moscou, organisaient des groupes trotskystes et publiaient leurs propres revues. Dans celles-ci, ils ne se querellaient pas seulement entre eux, mais ils attaquaient aussi Ch'en et Peng, qu'ils considéraient comme responsables de la politique opportuniste passée. A leurs yeux, seuls les camarades jeunes qui n'avaient pas participé à la révolution et qui, par conséquent, n'avaient pas causé son échec, étaient dignes d'être appelés trotskystes.

Cette attitude sectaire était exploitée par la direction stalinienne du parti dans ses attaques contre Ch'en Tu-hsiu et Peng Shu-tse. Les "conciliateurs", constatant la confusion et les divergences de vues dans l'opposition de gauche, perdirent peu à peu leur sympathie pour le trotskysme.

Ce fut un coup très dur pour le mouvement trotskyste naissant en Chine. Plus tard, quand Trotsky entendit parler de cette confusion, il suggéra l'unification des différents groupes trotskystes. L'unification eut lieu pendant la Conférence qui se tint en Mai 1931. Le mouvement trotskyste unifié prit le nom de Ligue Communiste de Chine.

Immédiatement après l'unification, un certain nombre de camarades dirigeants furent arrêtés - un traître avait donné des renseignements aux autorités militaires de Shanghai. Shu-tse, moi-même, et notre fille âgée alors de quatre ans, nous échappèrent quelques heures avant que la police ne fasse une descente chez nous et ne confisque tous nos objets personnels - livres, documents et vêtements. Cette perte augmenta nos souffrances et nos difficultés pour les années à venir.

Chen Tu-hsiu ne fut pas arrêté à cette occasion parce que son adresse était inconnue du renégat.

C'était une situation terrible parce que les traîtres du parti travaillaient main dans la main avec les agents de Chiang Kai-shek. Les agents surveillaient les entrées des parcs, théâtres, grands magasins, principaux carrefours. Si un camarade rencontrait un de ces traîtres, il était suivi et arrêté par des agents en civil. Son sort était ainsi scellé.

* * *

Bien que notre opposition de gauche ait subi de lourdes pertes - des camarades démoralisés quittèrent même le mouvement - la situation objective changea lors de l'invasion impérialiste japonaise en Mandchourie le 18 Septembre 1931, et de Shanghai le 28 Janvier 1932, nous donnant ainsi un nouvel élan. Ces invasions donnèrent naissance à un grand mouvement contre l'impérialisme japonais, lequel évolua en dénonciation de la politique de non-résistance au gouvernement du Kuomintang. Durant le mouvement de masse contre le Japon et le Kuomintang, la Ligue Communiste de Chine, pour la première fois depuis sa création, publia un hebdomadaire public "La Marée Montante". Il appelait à l'armement des masses contre l'impérialisme japonais.

Notre travail d'agitation et de propagande avait une grande influence parmi les étudiants et les masses laborieuses et nous rencontrâmes surtout un large écho parmi les cadres moyens du parti.

Wang Ming, avec le soutien de Moscou, évinça alors Li Li-san et Chu Ch'iu-pai de la direction du Parti Communiste Chinois, pour l'assumer lui-même. En exerçant ses fonctions, il alla jusqu'au bout de la bizarrerie dans une attitude sectaire vis-à-vis du mouvement anti-japonais, et plus tard, envers la 19ème Armée de Route, alors sous le commandement de l'aile gauche du Kuomintang. Dans "Le Drapeau Rouge", l'organe central du parti, il se fit l'avocat de l'aide à l'Armée Rouge dans son combat contre les japonais dans les campagnes,

mais il s'opposa à l'armement des masses et au soutien à la 19ème Armée de Route dans sa lutte contre les japonais. Cela, c'était sur le plan politique. Il fut tout aussi mauvais sur le plan organisationnel. Il exclua de nombreux militants - les "conciliateurs" dirigés par Ho Meng Hsing - provoquant leur mort. A une certaine occasion, privés de l'apport financier du parti et dans l'incapacité de louer un endroit sûr pour se rencontrer, une vingtaine de cadres se réunissaient dans une petite chambre dans un hôtel bon marché. Ils furent tous arrêtés et fusillés. Beaucoup de cadres quittèrent le parti, et l'organisation, en voie de désagrégation, devint un terrain propice au recrutement pour le mouvement trotskyste.

De nombreux militants de base, ayant lu les textes de Trotsky et les articles contre le Japon, ainsi que les critiques de la politique de Staline publiées dans "La Marée Montante" nous contactèrent. Après discussion avec Peng Shu tse, ils adhèrent au mouvement trotskyste: Plusieurs dizaines de cellules ouvrières du parti, parmi les plus importantes, vinrent nous voir, entre autres, des postiers, des travailleurs de la centrale électrique et du textile. Ces cellules totalisaient la moitié des membres du Parti Communiste Chinois à Shanghai. L'opposition de gauche fut alors capable de diriger le mouvement ouvrier de Shanghai dans plusieurs grèves importantes qui connurent un succès relatif. Le mouvement trotskyste fit de nouveaux progrès à Pékin, Wuhan, Nankin, Kwantung et Hong-Kong.

Le mouvement trotskyste enregistra également des progrès en augmentant la diffusion de ses publications socialistes. Tout d'abord, nous sortîmes une revue intitulée "La Force Motrice". Elle fut imprimée par une maison d'édition de gauche. Peng la dirigea et collabora à des articles sur la nature de la société chinoise et sur les problèmes philosophiques et politiques qu'il traitait d'un point de vue trotskyste.

La revue eut une influence considérable parmi les intellectuels et les étudiants. Plus tard, un autre éditeur prit la suite et la rebaptisa "La revue du lecteur". Cependant, Peng Shu-tse encouragea les contributions régulières des trotskystes à la revue et ils continuèrent à y soulever la question de la nature de la société chinoise.

Les staliniens soutenaient que la Chine était, de façon prédominante, un pays féodal. Ceci déclencha une grande controverse entre les trotskystes et les staliniens sur ce sujet et les questions théoriques liées à la nature de la révolution chinoise.

Le point de vue trotskyste, basé sur la théorie de la révolution permanente, eut le dessus dans cette controverse. En résultat, notre influence augmenta au sein de la gauche. De plus, nous traduisions en chinois de nombreux ouvrages de Marx et Lénine traitant de sciences sociales et de philosophie et la première partie de l'autobiographie de Trotsky. Ces livres furent publiés par quelques éditeurs de gauche qui était en général ouverts à notre égard.

Comme nous, Peng consacrait tout son temps et son énergie au mouvement, négligeant notre unique moyen de gagner notre vie - la traduction de livres - et puisque je ne pouvais pas trouver un travail, en raison de la chasse aux sorcières maintenue par le Gouvernement de Chiang Kai-shek, nos ressources touchaient à leur fin. Je rendais souvent visite au prêteur sur gages, et, quelquefois, Peng n'avait rien d'autre qu'un petit pain au lait à se mettre sous la dent, pendant une journée entière de réunions ou de discussions avec des camarades. Il était souvent obligé de parcourir de grandes distances à pied parce qu'il n'avait pas d'argent pour acheter un billet de tramway. Plusieurs années passèrent à travailler pour le mouvement de cette façon.

Ce fut alors que la malchance frappa la récolte que notre mouvement commençait à engranger. Le 15 Octobre 1932, Ch'en Tu-hsiu, Peng Shu-tse et huit autres camarades furent arrêtés!

Le coup porté à notre mouvement fut extrêmement dur et ce désastre devait bientôt être suivi par un autre. Tous les cadres importants du Parti Communiste Chinois qui nous avaient rejoint furent arrêtés. En résultat, presque tous nos groupes ouvriers furent démantelés. Nos contacts avec la classe ouvrière prirent fin.

Ces intellectuels qui avaient échappé à l'arrestation furent très démoralisés, plusieurs démissionnèrent et quittèrent le mouvement. Nos forces furent réduites à un petit nombre de cadres devant faire face à la stagnation et l'isolement ; cette situation dut être subie pendant plusieurs années.

III

La grande presse rapporta les arrestations de Ch'en Tu-hsiu et de Peng Shu-tse, et en particulier le fait qu'ils avaient été transférés de Shanghai à Nankin où ils devaient comparaître devant un tribunal militaire. Craignant que les deux dirigeants révolutionnaires soient condamnés à mort, de nombreuses personnalités éminentes envoyèrent des télégrammes à Chiang Kai-shek et son gouvernement, demandant à ce que leur cas soit deferré devant un tribunal civil. Parmi eux figuraient Tsai Yuen-pei, ancien doyen de l'Université Nationale de Pékin, Soong Ching-ling, veuve du Docteur Sun Yat-sen, vice-présidente de la République Populaire de Chine aujourd'hui, et plusieurs professeurs de renom. Grâce à ces interventions, les deux dirigeants furent finalement traduits devant un tribunal civil à Nankin. Le procès, qui fut public, dura deux ans et fut suivi avec attention par la presse dans tout le pays.

Le gouvernement du Kuomintang accusait Ch'en Tu-hsiu et Peng Shu-tse de violer la "Loi d'exception". Tous deux écrivirent des déclarations pour leur défense et choisirent plusieurs avocats pour les représenter devant le tribunal. De plus, pour répondre aux accusations, Peng, dans sa déclaration, dénonça comme traître la politique du Kuomintang de n'offrir aucune résistance à l'impérialisme japonais, d'abolir les libertés civiles et les droits démocratiques, et déclarait qu'à son avis seul le communisme pouvait sauver la Chine du désastre.

Le jour de l'ouverture de leur procès (la première et unique fois dans l'histoire du gouvernement du Kuomintang où on accorda un jugement public à des communistes), la salle d'audience était bondée. Ch'en Li-fu et son entourage, les chefs du Kuomintang, suivaient le procès, bien que cachés derrière des écrans.

Dans son plaidoyer, Peng attaqua avec audace les politiques étrangère et intérieure du Kuomintang et affirma sa foi envers les idéaux du communisme. Chen Li-fu et ses compagnons en furent particulièrement indignés.

Ch'en et Peng furent condamnés chacun à treize ans et les autres camarades à cinq ans de prison. Les peines de treize ans, après appel devant la Haute-Cour, furent réduites par la suite à huit ans.

En fait, Peng passa cinq ans à la prison modèle de Nankin, et ne fut libéré qu'après la destruction de la prison par les bombardiers japonais au moment où éclata la guerre sino-japonaise en 1937.

Pendant ses années de prison, Peng transforma sa cellule en "cabinet de travail". Ses lectures allaient des travaux de Marx, Engels, Lénine et Trotsky, à l'histoire de la Chine et du monde occidental, de la philosophie, des sciences naturelles et de la littérature. Il lisait tous les bons ouvrages qui lui tombaient sous la main et il élargissait ses connaissances au maximum, y compris même sur les origines et le contenu social des religions chrétienne et bouddhiste.

Malheureusement, pendant sa seconde année de prison, des divergences s'élevèrent entre Peng Shu-tse et Ch'en Tu-hsiu sur des problèmes concernant l'Union Soviétique, la dictature du prolétariat et la démocratie. Ceci était la conséquence de quelques articles que Peng écrivit sur ces sujets. Ils pensèrent qu'il était impossible de concilier leurs différents points de vue et finalement leur amitié cessa. Pendant la même année, le jeune frère de Peng, Peng Tao-tse, un de nos meilleurs cadres, qui était aussi détenu dans la même prison, mourut sans soins de maladie faute d'argent. Ces deux malheurs affectèrent beaucoup Peng, comme je le compris d'après ses lettres. Cependant son courage, sa patience et son équilibre lui permirent d'encaisser ces coups et de s'en remettre.

Durant ces cinq longues années pendant lesquelles Shu-tse était en prison, je souffrais beaucoup personnellement de la dislocation de notre vie de famille, faisant face à beaucoup de privations. Je devais faire vivre nos deux enfants et cependant être prudente en ce qui concerne les offres d'aides qui venaient de plusieurs côtés. Le plus pénible était de faire face à l'isolement politique.

Chaque fois que je participais à des réunions d'organisation de gauche, ou m'engageais dans des discussions politiques, presque inévitablement, je rencontrais des staliniens et leurs sympathisants, très rarement des trotskystes. Tout d'abord, les staliniens manifestèrent de la sympathie et de l'amitié. Ils allèrent jusqu'à me trouver du travail, espérant ainsi me gagner. Cependant, une fois que j'eus ouvertement rejeté leurs avances, donnant clairement mes vues politiques, ils m'exclurent de leurs différentes activités.

Le 13 Août 1937, quelques jours après le bombardement de la prison modèle de Nankin, Peng, Ch'en et les autres camarades furent libérés. Peng fut le dernier à être mis en liberté. Sans les fortes protestations du directeur de la prison, la hiérarchie du Kuomintang aurait pu encore garder Peng sous les verrous, en raison de sa dure attaque contre leur régime au moment de son procès.

Quand Peng retourna à Shanghaï, la campagne nationale anti-japonaise était à son zénith. Cependant, il ne restait qu'une douzaine de trotskystes ou connus comme tels à Shanghaï. De plus, bien qu'il existât formellement une organisation centrale, les contacts avec les autres groupes locaux n'avaient pas été rétablis.

Commençant à évoluer dans le courant de la lutte anti-impérialiste, Peng organisa une conférence plénière de tous les camarades qui restaient, y compris ceux qui étaient sortis récemment de prison. Une résolution fut adoptée par la Conférence pour soutenir la lutte armée menée par le gouvernement du Kuomintang contre l'impérialisme japonais. Celle-ci fut accompagnée d'une critique politique des orientations réactionnaires du gouvernement.

Un comité Central provisoire fut élu et autorisation fut donnée de publier un journal clandestin du parti, *La Lutte*. Peu après la réunion, plusieurs petits groupes régionaux furent créés. Grâce à la situation objective favorable, l'organisation trotskyste s'étendit bientôt dans des zones comme Shanghaï, Pékin, Canton, Hong-Kong et les provinces de Kwangsi et Chekiang.

Aussitôt que notre mouvement fut remis sur pied, deux événements importants se produisirent.

Le premier fut une rumeur, concoctée par les staliniens et publiée dans leur presse, prétendant que Ch'en Tu-hsiu et Peng Shu-tse avaient accepté des fonds de l'impérialisme japonais et s'étaient engagés à entrer à leur service. L'étiquette qu'ils leur collèrent était celle de "traîtres trotskystes". Les journaux staliniens de Shanghai emboîtèrent le pas à la calomnie, ajoutant que Li Kuo-chieh, un traître qui venait d'être assassiné par des agents du Kuomintang, et Peng Shu-tse, étaient bons amis. Le but de tout ceci était de monter une provocation pour qu'un agent du Kuomintang assassine Peng, ou de fournir une couverture pour qu'un de leurs agents le tue. Ils ne retirèrent leurs calomnies qu'après que Peng eût entamé une action en justice contre eux.

Le second événement concernait Ch'en Tu-hsiu. Il proposait d'offrir notre soutien total à la guerre de résistance conduite par Chang Kai-shek. Il désapprouvait la critique politique du Kuomintang publiée dans notre journal. En raison de son attitude, un grave conflit éclata au sein de notre organisation. Peng Shu-tse, essayant de maîtriser la confusion, n'eut pas d'autre choix que de désapprouver le point de vue de Ch'en Tu-hsiu. Cela mis un terme à leurs relations. Ce fut une lourde perte pour le mouvement trotskyste chinois.

Cependant, comme Peng Shu-tse, Liu Chia-Liong, Wang Fan-si et d'autres cadres, libérés de prison, collaboraient avec le peu de camarades qui avaient tenu bon à Shanghai, le mouvement progressa régulièrement, malgré les bruits que faisaient circuler les staliniens et des difficultés causées par la position erronée de Ch'en Tu-hsiu. En fait, après la publication, en Août 1939, de la revue publique *En Avant*, notre influence devint considérable. La revue comportait des critiques sur la passivité du Kuomintang dans la guerre de résistance et la signature par Staline de l'infâme pacte germano-soviétique.

A cette même époque, plusieurs sympathisants donnèrent à Peng une aide financière substantielle, ce qui nous permit de publier deux livres et une brochure de Trotsky : *L'Histoire de la Révolution Russe*, *La Révolution Trahie* et *Les Procès de Moscou*. Nous publiâmes aussi trois brochures de Peng : *La guerre contre les impérialistes japonais*, *Les leçons de la défaite de la révolution espagnole* et *La défaite de la révolution autrichienne*. Ces ouvrages rencontrèrent un écho important auprès des ouvriers et des intellectuels. Une fois de plus, notre mouvement allait de l'avant.

... Juste avant l'attaque de Pearl Harbour, une lutte interne très grave se déroula au sein de notre mouvement trotskyste chinois.

Une tendance, conduite par Ch'en Tu-hsiu, considérait la guerre comme une lutte entre les pays démocratiques et l'axe fasciste. IL préconisait donc l'abandon de la politique "défaitiste" dans les pays démocratiques comme l'Angleterre et la France. De plus, au vu de la tragédie des procès de Moscou et du pacte Hilter-Staline, il en vint à la conclusion que l'Union Soviétique n'était plus un état ouvrier et qu'en conséquence elle ne devait plus être soutenue.

Une autre tendance, conduite par Wang Fan-si, soutenait que si la guerre éclatait entre le Japon et les USA, la Chine serait entraînée dans une guerre impérialiste. En conséquence de quoi la guerre de résistance nationale serait transformée en une guerre impérialiste. IL soutenait ainsi que nous devons adopter une politique de "défaitisme" face à la guerre de résistance dirigée par le Kuomintang.

Ces deux tendances, spécialement l'ultra-gauche, causèrent une grande de confusion parmi les militants.

Pour les combattre, Peng Shu-tse écrivit un long article "Sur la lutte contre deux lignes déviationnistes", expliquant les dangers inhérents à l'opportunisme de Ch'en, et le sectarisme ultra-gauche de Wang. Peng défendit la position fondamentale de Trotsky sur la seconde guerre mondiale et la guerre sino-japonaise, englobant la possibilité qu'une guerre éclate entre le Japon et les Etats-Unis.

La discussion interne prit fin au Congrès National de la Ligue Communiste de Chine en Août 1941. La résolution de Peng fut adoptée par une écrasante majorité. Personne ne soutint la position de Ch'en, et la position de Wang ne fut défendue que par quelques militants.

Après le congrès, Ch'en Tu-hsiu rompit avec le trotskysme. Il mourut en Juin 1942 dans la province du Szechuan.

Le groupe minoritaire, dirigé par Wang, continua à maintenir sa position et viola ensuite les principes du centralisme démocratique en publiant sa propre revue publique. Peu après l'éclatement de la guerre entre les Etats-Unis et le Japon, Wang et son petit groupe de partisans quittèrent la Ligue Communiste de Chine.

Après l'attaque de Pearl Harbour, le 7 Décembre 1941, les troupes japonaises occupèrent la concession internationale de Shanghai. Ceci porta un rude coup à notre mouvement. Les communications entre notre direction centrale et les organisations locales furent interrompues. Plus grave encore, nombre de cadres furent arrêtés. Peng Shu-tse s'échappa de justesse.

La répression obligea un certain nombre de militants à quitter Shanghai. Une fois encore, notre lien avec les masses fut rompu. Une période d'extrême terreur s'ouvrit sous l'occupation impérialiste japonaise.

En dépit de la situation périlleuse, Peng s'arrangea pour rassembler un groupe de jeunes camarades. Utilisant un pseudonyme, il obtint une nomination de professeur d'histoire chinoise, d'histoire occidentale et de philosophie dans deux universités. Dans ses cours, naturellement, il ne pouvait pas utiliser la terminologie marxiste. Néanmoins, il orientait ses conférences suivant la ligne marxiste et influençait un certain nombre d'étudiants de gauche. Quelques uns voulaient le rencontrer après ses cours, et ainsi, nous accueillîmes un groupe de jeunes à la maison, sans nous soucier de leur origine politique.

Nous discutâmes de nombreux problèmes avec ces étudiants, et plus tard même, nous convertîmes à nos positions ceux qui étaient sous l'influence du stalinisme. Ces jeunes allaient constituer le noyau de notre mouvement dans la période d'après-guerre.

Nous avions aussi lié connaissance avec plusieurs hommes d'affaires ayant des sympathies à gauche. Ils devinrent plus tard de bons amis. Après la guerre, ils aidèrent l'organisation sur le plan financier, avec beaucoup d'énergie, surtout dans la publication des revues.

Avec la reddition du Japon, le gouvernement de Chiang Kai-shek subit la pression croissante du peuple et dut accorder des concessions démocratiques. La situation politique s'améliora quelque peu. Prenant avantage de cette ouverture, notre organisation progressa une fois de plus de façon active. Notre première tâche fut de publier un journal public d'agitation en direction des masses.

Le 1er Mai 1946, deux revues mensuelles sortirent de nos presses. *A la recherche de la vérité* était une revue théorique et politique dont Peng Shu-tse fut le rédacteur-en-chef. C'était la revue la plus attrayante de la période d'après-guerre, propageant ouvertement les idées trotskystes. La deuxième revue, *Jeunesse et Femmes*, que je dirigeais, fut rebaptisée plus tard *La nouvelle voie*. Elle devint l'organe officiel du mouvement trotskyste.

Les deux revues avaient une diffusion nationale, atteignant toutes les villes importantes jusqu'à la fin de leur publication en 1948. Quand nous quittâmes Shanghai, leur influence était considérable parmi les intellectuels, étudiants et jeunes ouvriers. De plus, elles contribuaient à ce que les sections de notre mouvement, dispersées par la guerre, renouvellent des contacts et atteignent des personnes qui s'étaient trouvées isolées.

La Ligue Communiste de Chine ne retrouva pas seulement ses forces perdues, elle commença à progresser à une cadence rapide. Elle reconstitua un certain nombre de cellules parmi les ouvriers des usines et les étudiants des universités à Shanghai, Canton, Hong-Kong et dans d'autres villes.

Nous consacrons nos efforts intensifs à éduquer de jeunes cadres. En plus des écoles de cadres régulières, nous tenions un cercle chaque semaine qui était régulièrement suivi par plus de cent camarades et sympathisants. Ces réunions hebdomadaires continuèrent pendant deux ans et demi, devenant un pôle d'attraction qui recrutait beaucoup de jeunes et d'intellectuels à notre mouvement.

Peng Shu-tse était un des principaux orateurs et organisateurs de ces réunions, aussi bien que des écoles de cadres. En dépit des nuits sans sommeil, qu'il passait à écrire des articles pour nos publications, il participait à toutes ces réunions avec une inlassable et rare énergie.

En Août 1948, quand le troisième congrès national de la Ligue Communiste de Chine s'ouvrit, nous comptions trois cent cinquante militants dans nos rangs. C'était une bonne mesure pour jauger notre taux de croissance rapide. Une nouvelle plate-forme politique fut adoptée par le congrès, et il fut décidé de changer notre nom qui devint Parti Communiste Révolutionnaire Chinois.

Comme notre mouvement faisait ces pas en avant, un changement décisif se fit dans la situation objective. La contre-offensive militaire ouverte par le Parti Communiste Chinois contre Chiang Kai-shek remporta victoire sur victoire. L'armée populaire de libération se tenait sur la rive nord du Yangtze et s'était positionnée pour prendre Nankin et Shanghai.

Face à cette situation, le Parti Communiste Révolutionnaire Chinois tint un congrès extraordinaire où des mesures furent adoptées à la lumière des expériences et des leçons apprises d'après le traitement subi par les trotskystes du régime stalinien en Union Soviétique.

Tous les membres du Comité Exécutif étaient présents. Ils votèrent une résolution recommandant que le bureau politique soit transféré à Hong-Kong et qu'un comité provisoire soit installé à Shanghai, chargé de la responsabilité de maintenir les contacts avec les groupes régionaux et de prendre les initiatives nécessaires.

On décida aussi que tous les membres du parti et les membres du mouvement de jeunes devaient faire tout leur possible pour s'intégrer dans le Parti Communiste Chinois, la Ligue des Jeunesses Communistes et dans les diverses organisations ouvrières et paysannes de masse, afin de mieux appuyer toutes mesures progressives prises par le PCC.

Les cadres, qui étaient trop connus des staliniens, reçurent l'ordre de quitter Shanghai pour d'autres provinces. Des échanges de cadres entre les différents secteurs furent également décidés. Sur les cinq camarades du Bureau Politique, Kin était déjà à Hong Kong; Yun Kuan, qui ne désirait pas quitter Shanghai, fut aussitôt arrêté par le régime du PCC, en compagnie d'autres camarades dont on n'a plus entendu parler depuis; Peng Shu-tse, Liu Chia-liong et moi-même nous mîmes en route pour Hong-Kong où nous arrivâmes à la fin de 1948.

IV

Une fois installés à Hong-Kong, nous avons de nouveau mis en place une imprimerie et recommencé à publier le journal de notre parti. Nous aidions aussi la section de Hong-Kong dans ses activités et améliorions son travail de formation. Nous projetions la publication en chinois du *Staline* de Trotsky et *La tragédie de la révolution chinoise* d'Harold R. Isaac, et réussîmes à sortir ce dernier livre.

Cependant, les autorités britanniques à Hong-Kong avaient déjà mis sous surveillance étroite les activités des trotskystes sur l'île, à cause des grèves qu'ils avaient dirigées, au grand mécontentement des dirigeants de la colonie de la Couronne Britannique.. Nos camarades avaient subi de nombreuses arrestations et déportations. Le principal journal du Parti Communiste Révolutionnaire Chinois ayant maintenant ouvert ses bureaux dans l'île, les autorités resserèrent leur surveillance sur tous nos mouvements.

La police de Hong-Kong découvrit notre imprimerie, arrêta deux des camarades responsables et les déporta sur le champ. Deux personnes qui recevaient des correspondances du mouvement international et des revues trotskystes occidentales furent écrouées. Ils n'étaient pas militants, mais seulement sympathisants. Cependant, en les filant et en suivant toutes les pistes, la police manœuvra aussi pour arrêter plus d'une dizaine de nos camarades. La plupart d'entre eux furent bientôt condamnés et déportés. Puis, la police découvrit où nous vivions et fit une descente dans notre appartement. Heureusement, nous en étions partis la veille. Deux jours après cette évasion de justesse, la police trouva notre refuge temporaire dans un appartement ami et nous dûmes partir à nouveau. Dès que nous eûmes emménagé dans le domicile d'un autre ami, la police apparut une fois de plus.

Il était évident que, dans ces circonstances, nous ne pouvions plus continuer à vivre à Hong-Kong. Puisque Shu-tse était devenu la proie principale de la chasse menée par les autorités de Hong-Kong, les camarades émirent l'opinion que le Bureau Politique devait s'installer ailleurs. Ce fut ainsi que Liu Chia-liong, Shu-tse, moi-même et nos enfants quittèrent Hong-Kong pour le Vietnam. Le départ fut possible grâce à l'aide considérable de la part de nos amis et camarades.

Nous arrivâmes au Vietnam à la fin de Janvier 1950. Excepté Liu, nous trouvâmes du travail ce qui nous permit de vivre. Cependant, à peine quelques mois s'écoulèrent que la calamité nous frappa encore de nouveau.

Deux dirigeants trotskystes vietnamiens (René et Liu) furent invités à participer à une conférence dans la zone contrôlée par le Vietminh. On nous avait assuré que cette conférence était organisée par des éléments trotskystes au sein du Vietminh, et que figurait parmi eux le chef d'état major de l'armée qui contrôlait cette zone. La conférence devait discuter de la situation militaire et des problèmes organisationnels du mouvement trotskyste vietnamien. Malheureusement, les staliniens nous avaient tendu un piège.

A la fin de la conférence, tous les trotskystes vietnamiens ainsi que notre camarade Liu Chia-liong, qui avait été invité à y participer, furent arrêtés. Peu après, Liu Chia-liong mourut en prison. Quant aux camarades vietnamiens, nous avons eu des informations selon lesquelles ils étaient toujours en vie au moment où nous quittâmes le Vietnam, mais nous n'avons jamais connu leur sort véritable.

Le mouvement trotskyste au Vietnam avait subi un grave coup. Le camarade Liu Chia-liong n'était plus. De plus, la vie de Shu-tse était directement menacée car les staliniens savaient où il se trouvait et pouvaient l'éliminer quand bon leur semblerait.

Apprenant la mort de Liu, tous nos camarades et amis de Hong-Kong et ailleurs nous incitaient à quitter le Vietnam sans attendre davantage. Ils recueillirent suffisamment d'argent pour assurer notre voyage en Europe. Ainsi avons-nous entamé notre long exil en Occident.

* * *

Malgré nos difficultés matérielles, la pauvreté et la maladie, les années d'exil en Europe Occidentale nous ont appris beaucoup de choses. Dès notre arrivée en Europe, Shu-tse pouvait participer plus directement aux activités du mouvement trotskyste international. Il put ainsi acquérir une meilleure connaissance des développements à l'échelle mondiale, et, par-dessus tout, mieux saisir où en était notre mouvement tout entier dans la réalisation des tâches à accomplir.

Sa contribution dans le mouvement trotskyste durant ces quinze dernières années fut d'abord sur le plan littéraire. En premier lieu, il fit une analyse détaillée de la victoire de la troisième révolution chinoise, ses causes, son impact sur la situation internationale et ses conséquences en Chine du début à la fin de son évolution.

A son avis, la troisième révolution chinoise devait justement être caractérisée comme une révolution "déformée". Le renversement du régime bourgeois de Chiang Kai-shek, la réalisation de mesures révolutionnaires telles que l'indépendance nationale, la réforme agraire, etc... démontrèrent incontestablement qu'une révolution profonde avait eu lieu. Mais le régime qui s'était établi en Chine, après la révolution, devait être caractérisé comme un type de domination dictatoriale bureaucratique. Les perspectives en Chine ressemblaient donc largement à celles des pays d'Europe de l'Est, c'est-à-dire à la création d'un "Etat ouvrier déformé" (voir "Rapport sur la situation chinoise", Novembre 1951).

Quand la campagne fanatique pour établir des "communes populaires" fut lancée par le Parti Communiste Chinois, cela provoqua une grande confusion et fit naître des illusions dans les milieux radicaux et progressistes à travers le monde. Peng suivait de très près les événements et écrivit sur ce sujet, à la lumière des principes fondamentaux établis par Marx, Lénine et Trotsky sur la collectivisation des terres, sur les expériences en ce domaine en Union Soviétique et dans les pays d'Europe de l'Est, et en particulier sur les conditions existantes en Chine. Forcer les paysans à entrer dans les communes populaires par oukase ne pouvait, d'après lui, qu'occasionner parmi eux du ressentiment et par conséquent un déclin inévitable de la production agricole (voir "Critique des diverses positions soutenant les communes populaires rurales chinoises" publié en Janvier 1969).

Lorsque quelques trotskystes commencèrent à idéaliser le PCC et son régime, cherchant à démontrer que le parti de Mao et son régime étaient semblables au Parti Bolchévik et au régime révolutionnaire qui exista en Union Soviétique du temps de Lénine, Peng Shu-tse entreprit de réfuter leurs affirmations par des faits et des arguments théoriques. Le PCC, soutenait-il, demeurait un parti stalinien et son régime, une dictature bureaucratique. Pour cette raison, selon lui, une révolution politique se produirait inévitablement en Chine ainsi que nous le préconisons en Union Soviétique et dans les pays d'Europe de l'Est (voir "Sur la nature du Parti Communiste Chinois et son régime" écrit en Avril 1960).

Au sein de la Quatrième Internationale, il s'opposa à la tendance représentée par Pablo qui tendait à adopter une attitude de conciliation envers la bureaucratie soviétique, et il s'opposa également à la tendance sectaire ultra-gauchiste représentée par Healy qui se manifesta plus tard (voir "Critique du Pablisme" et "Où Healy conduit-il la Socialist Labour League?").

Dans les années qui suivirent la scission du mouvement trotskyste mondial en 1953-54, dès qu'il devint clair qu'il existait de nouvelles bases pour une réunification principielle, il devint l'avocat de la réunification. Au sein du Comité International, il mena un combat solitaire pendant plusieurs années contre l'hostilité acharnée de Healy à la réunification. Au congrès de Réunification de Juin 1963, quand il vit de ses propres yeux la réunification effective du mouvement trotskyste mondial, il déclara : "Pour moi, depuis que je séjourne en Europe, c'est l'événement le plus heureux de ces dix dernières années".

* * *

Peng Shu-tse est aujourd'hui âgé de soixante-dix ans⁽⁷⁾. Il est extrêmement heureux d'être toujours en vie. La plupart des militants de sa génération, avec lesquels il luttait côte à côte à l'époque de la Deuxième révolution chinoise et après sa défaite, sont aujourd'hui disparus. La majorité d'entre eux sont tombés sous les coups du boucher Chiang Kai-shek.

(7) Ce récit a été écrit en 1965 (N d. T).

Durant les trente-huit dernières années, les années qui suivirent la défaite de la révolution, Peng Shu-tse ne connut la plupart du temps que les privations, le danger, la terreur et l'exil. Il a vécu la chasse aux sorcières menée par Chiang Kai-shek : l'arrestation et l'emprisonnement sous le régime du Kuomintang, les mensonges et les calomnies avec lesquels les staliniens éclaboussèrent son nom, les attentats contre sa vie, sans oublier les persécutions infligées par l'impérialisme japonais. Survivre à tout cela ressemble à un scénario écrit pour un héros de fiction populaire. Pourtant, c'est comme cela que les choses se sont passées, et Shu-tse est un homme qui a eu beaucoup de chance.

Au début de 1920, quand, alors jeune homme de vingt-cinq ans, il adhéra au Parti Communiste qui venait de se créer, il décida de consacrer sa vie et son énergie à la révolution. C'est pourquoi, après tant d'années de privation et de déception, subies durant sa jeunesse et sa vie d'adulte, il n'a jamais regretté sa décision et ne s'est jamais découragé. Il connaît à fond la contradiction qui peut exister entre la vérité et la réalité, comme tous ceux qui luttent pour un noble idéal continueront à souffrir aussi longtemps que la vérité n'aura pas triomphé définitivement. Aussi a-t-on dit qu'à chaque fois qu'il avait eu à subir un coup dur ou une déception, il avait adopté une sorte d'attitude "fataliste", affrontant la vie avec la plus grande patience et une volonté de fer. "Car le chagrin hargneux est moins à même de mordre quiconque le nargue et le traite comme rien" a dit Shakespeare (8). Un vrai révolutionnaire n'a d'autre choix que de se forger sa moralité et sa volonté au travers des souffrances. Ainsi, on acquiert une force d'esprit qui permet de surmonter la souffrance : c'est la souffrance à son tour qui est vaincue.

Bien sûr, même des révolutionnaires aguerris ne peuvent pas défier l'épreuve des événements et résister à la pression incessante de la souffrance et de la déception, sans être armés par le marxisme. Pour ne citer que la Chine, de nombreux révolutionnaires, solides et déterminés au début, se sont peu à peu laissés décourager et ont perdu leurs convictions sous la terreur et les persécutions constantes, sans cesse sous la pluie des coups et des plus dures épreuves. Il leur manquait une profonde connaissance marxiste de ce qu'est le monde. Shu-tse disait souvent aux camarades : "Nous devons élever notre propre niveau par l'étude du marxisme. Ce n'est pas seulement une nécessité absolue pour diriger la révolution, mais c'est aussi l'arme la plus efficace pour résister aux déceptions qui surviennent dans une période de contre-révolution".

Au travers d'une étude sérieuse des oeuvres de Marx, Engels, Lénine et Trotsky, et de leur pensée, au travers des expériences et des leçons tirées du mouvement révolutionnaire international, en cherchant à faire sien ces acquis intellectuels, Peng Shu-tse est demeuré un révolutionnaire optimiste. Il croit fermement que le trotskysme, qui constitue l'héritage du marxisme et du léninisme, est capable de réaliser les tâches de la révolution mondiale et de conduire l'humanité à se libérer de l'exploitation et l'oppression capitaliste, à se mettre à l'abri de la menace d'extermination par une guerre nucléaire.

(8) Richard II - Acte I, Scène III, Jean de Gand.

Traduction tirée des "Oeuvres complètes de Shakespeare publiées sous la direction de Pierre Leyris et Henri Evans dans une traduction nouvelle, accompagnée d'études, préfaces, notices, notes et glossaires" - Le Club Français du Livre 1962-1964 - Tome IV (P.63) - (N.d.T.)

Dans la lutte contre le stalinisme, lequel agit toujours comme frein de la révolution mondiale, Peng Shu-tse est convaincu que le trotskysme en sortira vainqueur.

Le successeur de Staline, Krouchtchev, dans son rapport au XXème Congrès du PCUS, a révélé une partie des crimes qui furent dévoilés et dénoncés à maintes reprises par Trotsky et ses partisans. Au XXIIème Congrès du PCUS, il y a eu des révélations supplémentaires. Depuis les expressions les plus écoeurantes du culte de la personnalité de Staline, tels les statues et les monuments, ont été démolis ; et le corps de Staline a été enlevé du tombeau de Lénine. Ce qui a été fait suffit à démontrer que même les héritiers de Staline ont été obligés de confirmer au moins partiellement la vérité des dénonciations faites par Trotsky et ses compagnons.

Après la révélation au XXème Congrès du culte de Staline et de certains de ses crimes, la classe ouvrière en Pologne et en Hongrie se souleva contre la bureaucratie stalinienne. Ensuite, vint la fin du monolithisme stalinien à l'échelle mondiale comme conséquence de la rupture entre Péking et Moscou. Celle-ci fut suivie de scissions dans les partis staliniens du monde.

Tout cela confirme la justesse des analyses et des prévisions de Trotsky concernant la crise et le déclin inévitables auxquels est confronté le stalinisme, donnant ainsi raison aux convictions défendues par Peng Shu-tse et tous les autres trotskystes au niveau international.

Quand les héritiers de Staline, sous la pression des masses soviétiques, se sentirent obligés de répudier les crimes de Staline, cela signifiait, je le crois fermement, l'ouverture d'une ère nouvelle pour l'humanité dans laquelle les vérités épousées par le trotskysme prendront de l'ascendant. Ces vérités ont été semées partout sur la planète et seront récoltées par des révolutions partout dans le monde.

Durant quarante ans, j'ai partagé le sort de Peng Shu-tse. Je crois que je connais mieux que quiconque sa façon de penser, son enthousiasme dans la recherche de la vérité, sa foi dans l'authenticité du marxisme-léninisme et du trotskysme, son rôle dans le Parti Communiste Chinois et les conditions extrêmement difficiles auxquelles il fut confronté dans son combat dans le mouvement trotskyste au cours des trente-six dernières années.

J'ai écrit cet article en cadeau pour son soixante-dixième anniversaire et pour lui exprimer toutes mes félicitations.

Novembre 1965.

La lutte des classes dans la Révolution chinoise

EPILOGUE D'UNE EXPERIENCE D'UNION SACREE

« La révolution chinoise, écrivais-je dans un article précédent sera celle des ouvriers et des paysans ou ne vaincra pas », car « il ne peut plus y avoir à notre époque dans les grands pays coloniaux économiquement développés (Chine, Inde, Egypte) de révolution bourgeoise au sens classique de ce mot ; la révolution bourgeoise doit y être dépassée ou demeurer inachevée ». Je ne m'attendais pas à voir les événements donner en si peu de temps, à des formules marxistes aussi générales, une confirmation aussi littérale. Le prolétariat chinois est, à cette heure, vaincu, et l'échec de la révolution (même bourgeoise) est un fait.

Dès le coup de force de Tchang-Kai-Shek (mi-avril), il apparaît que les succès militaires des sudistes sont finis. En tirant dans le dos des prolétaires de Shanghai, la bourgeoisie chinoise s'est à peu près réduite à l'impuissance. Car la guerre est une suite de la politique ; la guerre nationale anti-impérialiste doit avoir pour point de départ une politique d'affranchissement des classes opprimées. On ne peut pas lui donner pour base, à l'intérieur, la réaction. Généraux et politiciens pourront, en vue de « prendre Pékin », tramer les intrigues les plus laborieuses. Shek a poignardé la révolution. Ses armées ne devaient leurs victoires qu'aux ouvriers et aux paysans. En conflit avec les travailleurs, elles ne pourront plus que garder peut-être, à grand-peine, les positions conquises. Les sudistes ne peuvent pas marcher sur Pékin avec des troupes devenues réactionnaires aux yeux des populations pauvres, vouées à l'impopularité, et qui laisseraient derrière elles, un pays en fermentation, livré à la répression, aux soulèvements, aux actions clandestines.

Le gouvernement de Wou-Han (Hankéou) — deux ministres communistes — pourrait encore, il est vrai, sauver la situation, par l'appel aux masses, en réprimant la contre-révolution de Shanghai. Possibilité purement théorique. Ce gouvernement est, en réalité, celui d'une petite bourgeoisie radicale, très influencée depuis toujours par la bourgeoisie, très désireuse d'un compromis avec les impérialistes étrangers, très hostile aux masses qu'elle n'a jamais cessé de brimer. Le coup de Shek lui paraît surtout prématuré ; une sorte de division du travail s'institue entre Wou-Han et Nankin. Ici on coupe les têtes des communistes ; là on se prépare à les couper. Prolétaires et paysans sont trop puissants, dans le Hou-

Nan et les régions avoisinant Hankéou pour que l'on puisse rompre tout de suite avec eux. Tchang-Kai-Shek leur a vendu la mèche. Ne vont-ils pas se défendre, prendre l'offensive ? Les chefs du Kuomintang tremblent. Mais, les prolétaires n'ont pas de vrais chefs révolutionnaires, pas de cadres capables de les conduire à la guerre civile. Leur parti s'est fourvoyé. Jusqu'au tout dernier moment les dirigeants du parti communiste et des syndicats tergiversent. Les uns et les autres craignent par-dessus tout « les erreurs d'extrême-gauche », et de rompre avec la petite-bourgeoisie, dont ils ne comprennent pas le rôle équivoque. Ils ont le fétichisme du Kuomintang qui n'est plus qu'un guet-apens.

Les radicaux de la « gauche » du Kuomintang, Ouan-tin-Ouei, Sun-Fo, d'autres, cèdent à la mi-août, à une multiple pression. Il y a les canons des flottes impérialistes ancrées dans le Yang-Tsé-Kiang ; la révolution paysanne qui monte dans les contrées voisines ; l'effervescence de la classe ouvrière et la nouvelle orientation exigée du parti communiste par la III^e Internationale ; il y a enfin l'exemple impérial de Nankin. Les « démocrates révolutionnaires » de Wou-Han font peu à peu en usant d'une technique que nous ferions bien de retenir, leur coup d'Etat. Ils déclenchent d'abord une campagne de presse contre le marxisme, non sans priver, naturellement, les communistes, leurs camarades de parti dans le Kuomintang, de tout droit de réponse... Grande « discussion » dans le K. M. T. (discussion, cela veut dire que les dirigeants officiels parlent seuls...). Le caractère pernicieux du communisme est démontré à l'aide d'innombrables citations de Sun-Yat-Sen, de... Dostoievsky, de Bakounine et même de Lénine (contre le « gauchisme »!!!) Ecoutons un témoin (1) : Ouan-tin-Ouei, et ses compères « tout en maudissant les mauvais bergers prolétaires, proclament leur inébranlable fidélité aux masses ouvrières et paysannes... Les clameurs des radicaux couvrent le coup de force réactionnaire. Tandis que des meetings et des manifestations réclament à grands cris une campagne immédiate contre le traître Tchang-Kai-Shek, les généraux font leur besogne en silence. Les troupes du général Ho-Tchei, fameuses pour avoir réprimé le mouvement paysan à Tchan-Cha, occupent sans bruit les locaux des organisations ouvrières. Les ouvriers, se gardant

(1) D. Zasslavski, correspondant des « Izvestia », à Hankéou. Dépêche du 22 août.

bien de répondre aux provocations, quittent non moins silencieusement la scène. Les locaux des syndicats se vident, les militants actifs passent à l'illégalité. Les leaders du Kuomintang hésitent jusqu'à la dernière minute ; ils redoutent la rupture (avec les communistes), mais ne sont plus que des pantins entre les mains des chefs militaires. La solution définitive (l'exclusion des communistes) formellement remise jusqu'à la conférence du Kuomintang est déjà appliquée. Il a fait ces jours-ci une chaleur accablante ; l'atmosphère politique est plus accablante encore... » On n'a pas de peine à le croire. La tactique d'union sacrée avec la bourgeoisie nationale aboutissait à cet étranglement. Et la réaction se démasque : les têtes des communistes d'autant plus faciles à traquer qu'ils étaient recensés, catalogués, numérotés, dans le parti politique de leurs ennemis, vont tomber par centaines. Mais ce qu'on a peine à se figurer c'est le degré que doit atteindre, dans l'esprit des masses, la confusion. Les pires réacteurs usent de la phraséologie la plus révolutionnaire ; Sun-Yat-Sen et Lénine hier nécessaires l'un à l'autre se révèlent aujourd'hui incompatibles ; hier ministres les communistes sont aujourd'hui hors la loi ; ils proclament leur fidélité au Kuomintang et le Kuomintang les assassine... Affreuse bataille dans les ténèbres.

Le Parti communiste annonce enfin vers le quinze juillet, la démission de ses membres du gouvernement national et dénonce l'attitude contre-révolutionnaire des dirigeants du K. M. T. Quelques jours après les bourreaux font la lumière. Ho-Tchien fait exécuter une centaine de communistes et mitrailler une manifestation.

Epilogue de bien des fautes. Le manifeste du Comité Central du Kuomintang annonçant l'exclusion des communistes renferme ces lignes : « Après les événements du Hou-Nan, les communistes reconnaissent eux-mêmes que l'action des paysans avait été erronée et prématurée ; ils consentirent même à ce qu'on la limitât. » Le fait est que, dans un document daté du 23 mai, le P. C. avait blâmé les « actions irréfléchies des paysans ». Mais une simple énumération de dates et de faits, révélant ce que fut toujours le gouvernement de Wou-Han (Hankéou) montrera combien la politique de soutien pratiquée à son égard par nos camarades chinois était profondément erronée :

13 mai. Le gouvernement de Wou-Han publie un édit sur la protection des temples bouddhiques (ces temples servant fréquemment de lieux de réunion aux organisations ouvrières, l'édit vise en réalité celles-ci). — 14 mai. Le gouvernement interdit toutes les confiscations et les réquisitions « arbitraires » des biens ; la justice ne doit être rendue que par les autorités régulières (cette mesure vise évidemment les paysans insurgés qui ne peuvent, certes, tenir compte des formes légales). — 17. Le gouverne-

ment ordonne l'élargissement de deux industriels contre-révolutionnaires de Hanyan, arrêtés par le Comité local du Kuomintang et prescrit la restitution de leurs biens confisqués. — 19. Le C. C. du K. M. T. prescrit aux ouvriers et aux patrons de collaborer dans l'intérêt de la nation et déclare que l'activité des syndicats doit être limitée. — 20. Le ministre communiste de l'Agriculture Tang-Pin-San, entre en fonctions. Même jour : Message du C. C. du K. M. T. aux membres du parti condamnant une fois de plus les attentats à la propriété. — 21. Coup de force réactionnaire de Tchan-Cha. (Une coterie militaire disposant de 1.500 baïonnettes à peine prend le pouvoir dans la capitale du Hou-Nan, vaste province où triomphe la révolution paysanne. Les fortes organisations des masses laborieuses bureaucratiques et tenues en laisse par le Kuomintang n'offrent presque pas de résistance. Le Parti communiste « somme » le K. M. T. d'intervenir avec énergie. Le K. M. T. s'essaie à « aplanir le conflit » en « réorganisant » les organisations populaires de Tchan-Cha.) — 23. Le général Tan-Yen-Shi se déclare partisan de la collaboration avec les communistes. — 24. Le gouvernement déclare inviolable les propriétés des officiers des armées nationales (c'est transformer ces armées en refuges légaux de propriétaires fonciers). — 26. Le ministre communiste de l'agriculture dénonce dans un manifeste les « maladies infantiles de gauche » (sic) du mouvement paysan qu'il invite à la modération. — 30. Le ministre communiste du travail entre en fonctions (2). — 1^{er} juin. Le C. C. du Kuomintang restreint l'activité des services politiques de l'armée (mesure visant la propagande communiste).

Les gouvernants de Hankéou avaient, on le voit, en dépit de leurs perpétuelles hésitations une ligne de conduite qui consistait à freiner la révolution agraire et le mouvement ouvrier. Était-il possible de les contraindre à adopter une attitude révolutionnaire ? Peut-être ; mais par la force. Et il aurait fallu tout d'abord n'en être point dupe.

(2) Le même jour, 30 mai, la VIII^e session du Comité Exécutif de l'Internationale Communiste siégeant à Moscou adoptait une résolution sur la question chinoise, dans laquelle il était notamment dit : « VI. Le C. E. de l'I. C. juge erronée le point de vue de ceux qui sous-estiment le gouvernement de Hankéou et nient sa réalité, son grand rôle révolutionnaire. Le gouvernement de Hankéou et les chefs du Kuomintang de gauche représentent, par leur composition de classe, non seulement des paysans, des ouvriers et des artisans, mais aussi une partie de la bourgeoisie moyenne ; c'est pourquoi ce gouvernement qui est celui de la gauche du Kuomintang n'est pas encore la dictature du prolétariat et des paysans, mais il est sur la route de cette dictature... » « (II) même effectivement une lutte révolutionnaire contre les impérialistes, les féodaux et aussi, maintenant, contre une importante partie de la bourgeoisie de son propre pays. » (*Cahiers du Bolchévisme*, numéro 75 du 25 juin 1927, p. 749.)

ECHEC DE LA REVOLUTION NATIONALE

La comédie est finie, le drame suit son cours. Répression sauvage dans les campagnes. Arrestations, exécutions, assassinats dans les villes. Les communistes hors la loi, les syndicats dissous, des formations fascistes maîtresses de la rue. Le gouvernement d'un grand parti national qui affectait encore à la mi-juillet de représenter la révolution anti-impérialiste ne représente plus que la contre-révolution bourgeoise alliée naturelle des impérialistes... Les prolétaires et les paysans sont vaincus ; la révolution nationale (bourgeoise) aussi.

Il n'est plus question de réaliser l'unité de la Chine. Les armées des mercenaires ne peuvent rien, en effet, sans le concours des ruraux et les Piques-Rouges ne manqueraient pas de traiter les auteurs de massacres du Hou-Nan comme ils ont traité l'an dernier, dans le Ho-Nan la « II^e armée populaire » et Ou-Pei-Fou. Le travail forcé ne rendra pas dans les arsenaux ; le travail forcé sur les voies ferrées n'améliorera pas les communications. La disette sévit à Hankéou ; les campagnes incendiées ravitaillent mal. La petite-bourgeoisie des villes paraît triompher dans cette débâcle avec la démission de Tchang-Kai-Shek, dont la politique trop rectiligne, trop nette, trop tôt démasquée n'est pas défendable aux yeux des intellectuels radicaux et à plus forte raison des masses hésitantes (3). Mais entrée dans les voies de la contre-révolution, ne pouvant plus compter sur les forces populaires, elle ne pourra trouver d'autre solution à ses difficultés que celle — classique — du bonapartisme (4) (pour s'inféoder du reste après quelques pénibles délais à la grande bourgeoisie). Nous voici, pour l'heure, revenus, sous une forme légèrement modifiée à la guerre des Toukiouins, c'est-à-dire des généraux gouvernant en autocrates les provinces courbées sous leurs sabres : Feng-Yung-Siang au nord du Yang-tsé, Li-Tchou-Jen successeurs de Shek à Shanghai, Tan-Yen-Shi dans la région de Wou-Han, Ho-Tché à Hankéou, Li-Ti-Sin à Canton. J'en passe. La « haute politique » se ramène aux intrigues, ententes, mésententes de cette haute galonaille. Retour à l'anarchie militaire.

Le dollar, la livre sterling et le yen nippon recourent du coup de beaux champs d'action. Si même les politiciens réconciliés de Wou-Han et Nankin réussissaient à conférer un semblant d'unité à ce

(3) « Tchang-Kai-Shek, écrivai-je dans le numéro 9 de *Clarté*, durera quelques semaines ou quelques mois ; le courant l'emportera. » L'homme du coup d'Etat de Shanghai ne reviendra évidemment sur la scène que si la réaction réussit à s'affermir.

(4) « Le bonapartisme est une forme de gouvernement qui naît des intentions contre-révolutionnaires de la bourgeoisie parmi les transformations et la révolution démocratiques », écrivait Lénine le 19 août 1917.

ramassis de généraux, comment s'imposeraient-ils désormais au respect des impérialistes étrangers ? L'Angleterre abandonnait, l'an dernier, sa concession de Hankéou aux masses populaires. Elle vient de traiter les autorités nationales de Shanghai avec le plus brutal mépris (incident du 17-18 août ; un avion anglais tombé en territoire chinois ayant été retenu pendant quelques heures, le général Duncan occupe un nœud de voie ferrée, adresse un ultimatum aux Chinois et obtient satisfaction complète...)

Bilan : Une armée insurgée s'achemine vers le Kouan-Toung. Des bombes éclatent à Canton. Les excès de la terreur blanche ont été tels à Shanghai qu'ils ont discrédité Shek aux yeux mêmes de ses amis politiques. A la veille de démissionner (le 13 août), Tchang-Kai-Shek déplorait dans son organe officiel le « Ho-Min », le grand nombre des exécutions sommaires commises par ses généraux qui, disait-il textuellement, « ne semblent pas se rendre compte du sérieux des condamnations capitales » (!)

« Tous les verdicts de mort, ordonnait-il, doivent être dorénavant soumis à l'état-major avant (!) d'être exécutés. » Sur la situation à Hankéou le correspondant de la « Pravda » demeuré sur place, A. Ivine, donne les détails suivants : Toutes les organisations ouvrières sont dissoutes. On détruit dans les librairies et les bibliothèques les livres entachés de communisme. « La peur des troubles que la répression et l'intolérable crise économique et financière pourraient provoquer, oblige le gouvernement à recourir aux rigueurs de l'état de siège. La baisse catastrophique du papier monnaie, la disette, le désarmement par la force de certaines troupes cantonnées à proximité de la ville et, pour comble, l'épidémie de choléra, ont pour conséquence la fuite panique des habitants... Les stocks de riz se sont épuisés avant-hier. Des attroupements ont été dispersés par la force... Le compromis avec les généraux de Nankin doit avoir pour effet la levée du blocus de Hankéou. » (17 août, « Pravda » du 18.)

Autres aspects de la situation. Le « North China Courier » écrit (13 ou 14 août) : « A Outchang, les communistes sont arrêtés et exécutés en masse. Nombreux sont les étudiants et même les commerçants arrêtés. On les décapite, on fusille, séance tenante. » Des commissions d'épuration du Kuomintang opèrent partout ; de nouveaux syndicats placés sous le contrôle de la police et de la « section ouvrière » du K. M. T. sont formés...

« Les groupements ouvriers et paysans du Hou-Nan sont complètement détruits. Ceux des chefs qui n'ont pu prendre la fuite ont été tués, enterrés vifs, brûlés dans l'huile bouillante ou mutilés. » (Joui-Fou-San, « China Weekly Review », août.)

Constatons une fois de plus qu'une révolution manquée coûte plus cher aux travailleurs qu'une révolution victorieuse...

Cette Chine divisée et ensanglantée retombe à la merci de l'étranger. A-t-elle des perspectives d'affermissement ?

La question agraire n'est pas susceptible d'une solution par le coupe-tête. L'extrême morcellement de la propriété et l'extrême misère de la masse des ruraux rendent difficile une réforme agraire qui tenterait, comme celle de Stolypine dans la Russie de 1906-7 de constituer une classe de paysans riches, intéressée au maintien de l'ordre. Il faudrait, pour l'essayer, un Etat fort et centralisé que le Kuomintang, pris entre la haine des masses laborieuses et l'hostilité des impérialistes ne réussira pas à constituer de sitôt. J'ai montré précédemment (« Clarté » N° 9) pourquoi il n'y a pas de place en Chine, pour une solution réformiste de la question ouvrière.

LE SOULEVEMENT DE NANCHANG

Le soulèvement de Nanchang marquera-t-il un nouveau point de départ du mouvement révolutionnaire ? Ce n'est pas impossible. Il révèle en tout cas combien étaient fortes les positions des communistes, combien eussent été grandes les possibilités d'une action fondée sur la lutte de classe (on se souvient Tchang-Kai-Shek dut, avant le coup de Shanghai, procéder à un regroupement de troupes : il en avait de douteuses. On sait qu'il dut, son coup fait, désarmer des divisions entières). A Nanchang, dans le Kiangsi, à 300 km. environ au sud de Wou-Han, deux armées, fortes au total de près de 20.000 hommes, la 23^e commandée par Ho-Loun et la 24^e commandée par Yé-Tin apprenant, à la fin de juillet, le triomphe de la contre-révolution à Wou-Han, se soulevaient. Les communistes y accouraient de toutes parts. Des rivalités de généraux semblent avoir empêché le Kuomintang de prendre contre ces rebelles une prompt offensive. Aux dernières nouvelles, les troupes révolutionnaires, à la tête desquelles se trouverait un Comité dont feraient partie plusieurs communistes connus (mentionnons les ministres démissionnaires Tang-Pin-San et Shou-Tché-Ghin) se rapprocheraient, après une habile retraite, des frontières du Kouang-Toung. Leur dessein semble être de menacer Canton. Réussiront-elles à s'en emparer pour en refaire la capitale rouge ? Dans le Hou-Nan, le Tsian-Si, le Hou-pé, le Kouang-Toung, le mouvement paysan n'est ni vaincu, ni susceptible de l'être de façon définitive. Les cheminots de la voie Kiou-Kiang (sur le Yang-tsé) — Nanchang ont facilité le mouvement des insurgés. Les journaux russes annoncent l'entrée de ces derniers à Tinq-Tchéou, dans le Fo-Kien. Ils auraient ainsi franchi environ la moitié du chemin entre Wou-Han et Canton.

Nous n'avons guère d'informations sur cette armée révolutionnaire qui, par une manœuvre heureuse secondée des paysans, vient d'échapper à une tenta-

tive d'encerclement. Son sort dépend, me semble-t-il en tous cas, de sa politique plus encore que de sa stratégie. Si elle s'annonce dans les campagnes effervescentes de la Chine du Sud, comme l'armée de la révolution ouvrière et paysanne, si, en d'autres termes, elle écrit sur ses drapeaux : « expropriation des propriétaires fonciers, des usuriers, des notables », si elle appelle les masses à l'action et les pauvres à la dictature, si elle aide à la constitution de soviets paysans, si elle place ses généraux sous le contrôle de Comités de soldats, si, faisant une guerre sociale, elle renonce aux combinaisons de personnes et à la phraséologie traditionnelle du Kuomintang, il est a priori possible, fort possible, qu'elle puisse donner au mouvement révolutionnaire un nouveau point de départ. Si, par contre, elle hésite à s'engager dans cette voie, les prodiges de valeur de quelques milliers de révolutionnaires résolus à vendre chèrement leur peau, n'empêcheront pas le soulèvement de Nanchang de n'être qu'un épisode sans lendemain.

LES CAUSES :

KUOMINTANG ET PARTI COMMUNISTE

Essayons, pour dégager les enseignements de cette défaite de remonter à ses causes.

Le Kuomintang a conduit la révolution à cette impasse. Le Dr. Sun-Yat-Sen fondait vers 1900 le Kuomintang, parti radical révolutionnaire qui se recruta surtout parmi les intellectuels attachés à la bourgeoisie commerçante du littoral du Pacifique. Le parti exerça un rôle dirigeant dans la révolution de 1911 qui renversa la dynastie mandchoue, établit la république, porta un moment Sun-Yat-Sen à la première magistrature de l'Etat, mais n'ayant pas appelé à l'activité de grandes masses populaires fut bientôt étranglée par un dictateur militaire. Celui-ci Yuan-Ché-Kai se fit élire président de la République (1912), puis proclamer empereur (1915) et finit par se suicider en 1916 devant une nouvelle révolution montante. La Chine se démembra en grands fiefs militaires. L'ère des Toukiouns, c'est-à-dire des généraux gouverneurs, s'ouvrit par une série de guerres intestines. Sun-Yat-Sen et d'anciens exilés du Kuomintang fondaient cependant à Canton un gouvernement républicain (1916). Le Kuomintang se réorganisa en 1922, pour se rapprocher des masses laborieuses. Sun, révolutionnaire bourgeois, féru d'idées américaines (démocratie, industrie, commerce et collaboration des classes), qui avait réprimé sans ménagements dans sa république le mouvement ouvrier, éprouve d'autant plus la nécessité d'une nouvelle orientation sociale que son impopularité parmi les travailleurs lui avait fait perdre un moment le pouvoir. Ses rencontres avec l'ambassadeur des Soviets Ioffé achèvent de le convertir à un « cours nouveau ». Le Kuomintang va désormais soutenir les paysans contre les féodaux et les propriétaires fon-

ciers, tolérer le mouvement ouvrier, tenter même de l'encadrer, se rapprocher des communistes, s'orienter non plus vers les Etats-Unis, mais vers la République des Soviets. C'est le point de départ d'une ère nouvelle dans l'histoire de ce parti. Au fond, l'idéologie de Sun ne varie pourtant pas. Elle tient toujours dans ses trois principes du libéralisme bourgeois : nationalisme (indépendance nationale, démocratie (à l'américaine), socialisme (comme l'entendent de généreux radicaux-socialistes...) et conteste qu'il y ait place en Chine pour la lutte de classes. Idéologie convenant aussi bien à la grande bourgeoisie simplement libérale qu'à la petite bourgeoisie avancée. Chacun la nuance à son gré.

Le Parti Communiste Chinois est fondé vers 1920 par des intellectuels venus pour la plupart du radicalisme ou de l'anarchisme comme Tchen-Don-Siou, en passant par le Kuomintang. Il acquiert quelques dizaines de militants dans les milieux ouvriers de Shanghai, à Pékin, à Canton. Il tient son premier congrès à Shanghai en 1921. Il adhère — non sans luttes intestines — l'année suivante au Kuomintang, afin de se rapprocher des masses petites-bourgeoises anti-impérialistes et de tenter la conquête du K. M. T. à l'intérieur. Le programme du P. C. chinois adopté à son III^e congrès (1923) est d'ailleurs d'une extrême modération (5) : anti-impérialisme, démocratie, législation ouvrière, réforme agraire. Ce parti n'est encore, semble-t-il dans l'ensemble qu'une gauche du K. M. T. Il compte un millier de membres en 1925, à son IV^e congrès. Sa situation est alors extrêmement difficile. Il soutient le mouvement ouvrier mais il ne peut soutenir à fond; il influence le gouvernement mais lui est suspect; il appartient au parti gouvernant mais il frise souvent l'illégalité. Mauvaises conditions de développement ! L'année 1925 est celle de l'essor du mouvement prolétarien signalé, notamment à Shanghai par des grèves magnifiques. Ne serait-ce pas pour le P. C. le moment de recouvrer son indépendance complète et, se dégageant de tout radicalisme officiel de se mettre à la tête de la lutte de classes ? Mais il craint la rupture avec la petite-bourgeoisie « révolutionnaire » sans s'apercevoir qu'il sacrifie au K. M. T. son influence sur les travailleurs. Car il faut choisir entre l'alliance politique avec la moyenne et la petite-bourgeoisie et l'action prolétarienne. Je pense que l'erreur capitale du P. C. chinois date de 1925.

Ses concessions au Kuomintang amoindrissent sa popularité sans le rendre moins suspect aux yeux de la bourgeoisie terrifiée par les grèves et l'exemple russe. Tandis que les Syndicats atteignent de 1921 à 1925 un million et demi de membres, le P. C. n'en

(5) Cadre-t-il seulement avec les 21 conditions d'adhésion à l'I. C. arrêtées par le 2^e Congrès de l'I. C. ?

a vers novembre 1925 que 13 à 15.000 (6). En mars 1926 le premier coup de force de Tchang-Kai-Shek, ignoré de notre presse, exclut les communistes du gouvernement de Canton. Shek assume en réalité la dictature. Le 15 mai suivant le Kuomintang achève de museler et paralyser les communistes, par une résolution dont voici l'essentiel ; « la critique de la doctrine de Sun-Yat-Sen est incompatible avec la qualité de membre du parti » ; les partis affiliés au Kuomintang remettent à ce dernier une liste détaillée de leurs membres (quel traquenard) ; un tiers seulement des membres de l'Exécutif du K. M. T. peuvent appartenir à ces partis (majorité « écrasante » et minorité « écrasée » s'il en fut). Les membres de l'Exécutif du K. M. T. appartenant à d'autres partis ne peuvent présider les Bureaux du K. M. T. ; les membres du K. M. T. ne peuvent, sans autorisation préalable créer d'organisations politiques (défense aux communistes de former des cercles ouvriers !)

Par une manœuvre d'une habileté consommée, les dirigeants du K. M. T. faisaient en même temps recevoir leur parti par l'Internationale Communiste en qualité de parti symphisant (Le K. M. T. n'en ayant pas été exclu, appartient encore à l'I. C. à l'heure où j'écris). Soulignons cette curieuse façon d'utiliser contre le prolétariat les armes forgées par le prolétariat. Déjà le K. M. T. avait dans son organisation intérieure copié l'organisation du P. C. russe, parti de dictature ouvrière. C'était évidemment vouloir constituer sur le même modèle un parti de dictature bourgeois (car il ne peut y avoir de parti et à plus forte raison de dictature de plusieurs classes à la fois). Tchang-Kai Shek disait: Imitons l'exemple de la révolution russe qui n'a vaincu que sous la direction d'un seul parti... la révolution chinoise fait partie de la révolution mondiale qui ne connaît qu'une direction : la III^e Internationale. La révolution chinoise doit, elle aussi, avoir une direction unique, le K.M.T. » Cette théorie de l'unité de direction, appuyée sur l'affiliation à l'I. C. était tout entière, de même que celle du K. M. T. « monolithique », dirigée contre le P. C. implicitement accusé de vouloir diviser la révolution et lui infliger le système pernicieux des deux partis. Tchang-Kai-Shek achevait ce mémorable discours prononcé le 25 mai 1926 au Comité Central du K. M. T. en affirmant la nécessité de mettre un frein à la lutte des classes et de ne pas aliéner, dans les questions spécifiquement chinoises, l'indépendance du K. M. T.

(6) Les effectifs du P. C. Ch. atteignaient en mai dernier, lors de son 5^e Congrès tenu à Hankéou, 58.000 membres. Mais il est permis de se demander si une croissance aussi brusque, à une époque où, de l'aveu de Boukharine, la politique du parti était fortement entachée d'opportunisme, pouvait être considérée comme saine.

vis-à-vis de l'I. C. C'était un chef d'œuvre de fourberie politique.

Le P. C. réagit sainement. Il décidait un mois plus tard de passer de l'affiliation au K. M. T., au cartel avec le K.M.T. et d'avoir désormais sa politique de classe indépendante. L'I.C. désapprouva cette attitude, où l'on vit une menace de rupture avec la petite-bourgeoisie révolutionnaire formant la gauche du K. M. T. (Il n'y a pas de gauche dans le K. M. T. disaient certains communistes chinois auxquels les événements ont malheureusement donné raison) (7).

Le P. C. dut renoncer, pour la même raison, à avoir son organe quotidien et se contenter d'un hebdomadaire (un parti communiste sans presse quotidienne en temps de révolution!) Son influence décroissait à l'armée. Les communistes avaient contribué à y former des services politiques d'éducation, de propagande et de contrôle, conçus sur le modèle de ceux qui font la force morale de l'Armée Rouge.

On retourna contre eux cet admirable instrument forgé par le prolétariat en armes. « Nous dûmes, écrit un militant chinois, faire des concessions » (dans l'armée), et il cite les titres des feuilles volantes et tracts répandus au cours d'une campagne contre Ou-Pei-Fou à seize millions d'exemplaires. Voici quelques-uns de ces titres : A bas Ou-Pei-Fou ! A bas l'impérialisme ! Convoquons la Constituante ! A bas les traités d'inégalité (8) Pas un titre d'allure communiste ! Pas un mot sur les droits des travailleurs. Nos camarades avaient constitué le puissant appareil des services politiques de l'armée; la bourgeoisie y versait son contenu et retournait la manchine contre nous. — « On ne faisait aucune propagande socialiste à l'armée, parmi les masses de soldats, parce que cette propagande se fut heurtée à la résistance du commandement et parce que l'on considérait la propagande et l'action anti-impéria-

(7) Résumons les diverses positions prises à cet égard par les communistes. La résolution du VIII^e Exécutif de l'I. C. (Moscou, juin 1927), prescrit au P. C. de rester dans le K. M. T. pour le conquérir par la base, tout en poursuivant une action énergiquement révolutionnaire. L'opposition du P. C. de l'U. R. S. S. avait formulé quelque temps auparavant les conditions minimum de liberté d'action auxquelles l'affiliation au K. M. T. lui paraissait admissible pour le P. C. Ch. Elle réclama peu après la sortie du P. C. Ch. du K. M. T. Boukharine, par contre, écrivait le 10 juillet dans la *Pravda* : « Même si le Comité Central du Kuomintang prononce l'exclusion des communistes (ce qui est presque certain), les communistes devront défendre leurs positions au sein du K. M. T. comme ils le font dans le Labour Party et les Trades-Unions anglaises. » Comment ne pas observer ici que le Labour Party est un parti ouvrier, tandis que le K. M. T. est un parti bourgeois ; et que l'on ne coupe pas les têtes dans le parti de Ramsay Macdonald, ce qui est tout de même une chose... capitale.

(8) *L'Orient Révolutionnaire*, N° 2, Moscou 1927. L'article est signé Li-Dzi-Kou.

liste comme les seules nécessaires à ce moment... L'immense majorité des officiers appartenaient aux classes possédantes, principalement à la bourgeoisie agraire » (9).

A LA LUMIERE DES FAITS

C'est sous ces inquiétantes auspices que débuta la campagne du nord des armées sudistes. Tchang-Kai-Shek l'entreprit pour refaire son prestige. Des communistes eussent préféré régler d'abord, par la lutte, les questions vitales de la politique intérieure du gouvernement de Canton. Les armées sudistes, secondées par les travailleurs des villes et des campagnes, allèrent de victoire en victoire, atteignant d'abord Hankéou, puis Shanghai. Mais tandis que les communistes se montraient soucieux, par dessus tout, de ne point porter atteinte à l'union sacrée contre les impérialistes, la bourgeoisie chinoise leur refusait la légalité dans les provinces, réprimait les troubles agraires, interdisait les grèves, instituait l'arbitrage obligatoire entre le capital et le travail, tentait de désarmer les « piquets » ouvriers, continuait la formation de syndicats jaunes.

A Shanghai, sous la dictature sanglante du nordiste Sun-Tchuan-Fang, inféodé lui-même à Tchang-Tso-Lin, les syndicats s'organisaient, conquerraient la légalité dans une cité parcourue le soir par des équipes de bourreaux qui décapitaient les agitateurs aux coins des rues, s'armaient clandestinement sous les canons des flottes impérialistes... Les grèves s'étendaient. Du 20 au 26 février, 500.000 travailleurs étaient en grève. Sun-Tchuan-Fang faisait exécuter 31 grévistes. La flotte nordiste sympathisait avec le peuple. L'action ouvrière se poursuivait irrésistiblement, malgré la présence de 36 vaisseaux de guerre et de 13.000 hommes de troupes impérialistes (dont 7.000 Britanniques). Mais quand, vers le 20 mars, quelques jours avant leur insurrection victorieuse, les syndicats de Shanghai rédigent leur cahier de revendications en 22 articles, le Kuomintang leur enjoint d'en supprimer les revendications économiques (lisez, celles de la classe ouvrière), la grève, devant être strictement « politique », nationale ! — Le gouvernement provincial de Canton venait de restreindre, par un édit (du 25 février), les droits des ouvriers et des syndicats. Ainsi : les masses ouvrières et paysannes se lèvent, se battent, donnent des victoires et des provinces aux généraux sudistes ; le Kuomintang s'acharnant à restreindre la révolution à ses objectifs nationaux, défend la bourgeoisie et résiste pied à pied aux masses. Il s'agit pour lui d'utiliser à ses fins les forces populaires. Puis, on verra.

L'armée nationale subissait à la même époque une profonde transformation. Les généraux de grands chemins, soucieux de fuir l'impopularité, s'y ralliaient

(9) A. Ivine, *Pravda*, 10 juillet 1927.

l'un après l'autre, bien accueillis, quel que fût leur passé d'aventuriers. Leurs troupes « ralliées » furent promptement, parmi les sudistes, beaucoup plus nombreuses que les troupes cantonaises. Et les ouvriers demeuraient désarmés. Ils ne possédaient dans la Chine entière, que quelques milliers de fusils. (Ils tinrent pourtant, en mars, l'arsenal de Shanghai...)

Il fallut tout au moins accorder aux masses populaires quelques semblants de satisfaction. Si les communistes s'étaient mis à leur tête, c'eût été trop grave. Les déclarations radicales se suivirent en série. Tchang-Kai-Shek les prodigua en toute occurrence. Une conférence du K. M. T., réunie à Hankéou, les 13-14-15 mars, rappela le leader exilé de la gauche, Ouan-tin-Ouêi, et accorda aux communistes deux portefeuilles ministériels sur huit (la droite en obtenant deux aussi, le centre quatre : jolie coalition !) Le K. M. T. interdisait à la même heure à ses membres toute manifestation de désaccord avec la politique officielle du parti. Il serait superflu de rappeler ici les événements ultérieurs. Les deux ministres communistes n'entrèrent officiellement en fonctions que deux mois plus tard, à la fin de mai. L'ignorer s'ils participèrent au pouvoir de mars en mai. Mais dans la période difficile qui comprend la préparation du coup d'Etat de Shanghai, et ses suites immédiates, l'autorité du parti communiste couvrit le Kuomintang.

Cette dangereuse situation, si contraire à l'enseignement de Lénine et à l'expérience des révolutions russes, avait besoin d'une justification théorique. Elle nécessite la théorie, maintes fois exposée, du « bloc des quatre forces sociales » — « bourgeoisie industrielle, prolétariat, paysans et petite-bourgeoisie urbaine » (10) — représenté par le Kuomintang. On ajoutait : « la tendance de gauche du Kuomintang, parti communiste compris, compte 220.000 partisans; le centre et la droite se partagent les 30.000 res-

(10) Martynov, *Pravda* du 10 avril.

tants. » (11) L'histoire connaît-elle un seul exemple de gouvernement réalisant « le bloc » des classes ennemies ? L'Etat est, par définition, pour tout marxiste, l'instrument d'une domination de classe (de la domination de certaines classes sur certaines autres. L'Etat bourgeois assure la domination des classes possédantes. Tous les Etats bourgeois prétendent, néanmoins — et l'on comprend à quel point ils y sont intéressés — représenter les intérêts de toutes les classes, être au-dessus des classes. A nous de n'être point dupes de ce vieux verbiage.

Quel Etat représentait, en réalité, le K. M. T. ? Tous les partis bourgeois, dans tous les pays, se flattent d'embrasser toutes les couches de la population; et les partis réactionnaires contiennent souvent bon nombre de travailleurs. Nul n'ignore que la nature d'un parti dépend essentiellement de la composition sociale de ses milieux dirigeants. Ceux du K. M. T. étaient formés de politiques bourgeois et petits-bourgeois; on vient de voir dans quelles conditions y entrait une faible minorité communiste, représentant les ouvriers et les paysans pauvres, bref, l'immense majorité des populations. Le Kuomintang maintenait partout les anciennes administrations, se bornant à imposer à de nombreux fonctionnaires une affiliation obligatoire. Ce parti, au sein duquel les organisations de base n'avaient guère voix au chapitre, était, en réalité, un appareil-bureaucratique gouvernemental, dirigé par les droitiers. Il eût fallu, pour le conquérir par la base, en briser l'armature.

VICTOR-SERGE.

31 août 1927.

(11) Pierre Semard, *Humanité* du 12 avril 1927. Notre camarade écrivait aussi commentant les premières informations de la presse bourgeoise sur la répression du communisme par Tchang-Kai-Sek : « Même s'il y a une part de vérité dans ces informations, cela ne saurait mettre en péril le mouvement révolutionnaire... »

« Le devoir des communistes n'est pas de taire les faiblesses de leur mouvement, mais d'en faire ouvertement la critique afin de s'en débarrasser promptement et radicalement. »

LENINE au 2^e Congrès de l'I. C. (1920)

... (1) ... (2) ... (3) ... (4) ... (5) ... (6) ... (7) ... (8) ... (9) ... (10) ... (11) ... (12) ... (13) ... (14) ... (15) ... (16) ... (17) ... (18) ... (19) ... (20) ... (21) ... (22) ... (23) ... (24) ... (25) ... (26) ... (27) ... (28) ... (29) ... (30) ... (31) ... (32) ... (33) ... (34) ... (35) ... (36) ... (37) ... (38) ... (39) ... (40) ... (41) ... (42) ... (43) ... (44) ... (45) ... (46) ... (47) ... (48) ... (49) ... (50) ... (51) ... (52) ... (53) ... (54) ... (55) ... (56) ... (57) ... (58) ... (59) ... (60) ... (61) ... (62) ... (63) ... (64) ... (65) ... (66) ... (67) ... (68) ... (69) ... (70) ... (71) ... (72) ... (73) ... (74) ... (75) ... (76) ... (77) ... (78) ... (79) ... (80) ... (81) ... (82) ... (83) ... (84) ... (85) ... (86) ... (87) ... (88) ... (89) ... (90) ... (91) ... (92) ... (93) ... (94) ... (95) ... (96) ... (97) ... (98) ... (99) ... (100) ...

... (101) ... (102) ... (103) ... (104) ... (105) ... (106) ... (107) ... (108) ... (109) ... (110) ... (111) ... (112) ... (113) ... (114) ... (115) ... (116) ... (117) ... (118) ... (119) ... (120) ... (121) ... (122) ... (123) ... (124) ... (125) ... (126) ... (127) ... (128) ... (129) ... (130) ... (131) ... (132) ... (133) ... (134) ... (135) ... (136) ... (137) ... (138) ... (139) ... (140) ... (141) ... (142) ... (143) ... (144) ... (145) ... (146) ... (147) ... (148) ... (149) ... (150) ...

... (151) ... (152) ... (153) ... (154) ... (155) ... (156) ... (157) ... (158) ... (159) ... (160) ... (161) ... (162) ... (163) ... (164) ... (165) ... (166) ... (167) ... (168) ... (169) ... (170) ... (171) ... (172) ... (173) ... (174) ... (175) ... (176) ... (177) ... (178) ... (179) ... (180) ... (181) ... (182) ... (183) ... (184) ... (185) ... (186) ... (187) ... (188) ... (189) ... (190) ... (191) ... (192) ... (193) ... (194) ... (195) ... (196) ... (197) ... (198) ... (199) ... (200) ...

... (201) ... (202) ... (203) ... (204) ... (205) ... (206) ... (207) ... (208) ... (209) ... (210) ... (211) ... (212) ... (213) ... (214) ... (215) ... (216) ... (217) ... (218) ... (219) ... (220) ... (221) ... (222) ... (223) ... (224) ... (225) ... (226) ... (227) ... (228) ... (229) ... (230) ... (231) ... (232) ... (233) ... (234) ... (235) ... (236) ... (237) ... (238) ... (239) ... (240) ...

... (241) ... (242) ... (243) ... (244) ... (245) ... (246) ... (247) ... (248) ... (249) ... (250) ... (251) ... (252) ... (253) ... (254) ... (255) ... (256) ... (257) ... (258) ... (259) ... (260) ... (261) ... (262) ... (263) ... (264) ... (265) ... (266) ... (267) ... (268) ... (269) ... (270) ... (271) ... (272) ... (273) ... (274) ... (275) ... (276) ... (277) ... (278) ... (279) ... (280) ... (281) ... (282) ... (283) ... (284) ... (285) ... (286) ... (287) ... (288) ... (289) ... (290) ... (291) ... (292) ... (293) ... (294) ... (295) ... (296) ... (297) ... (298) ... (299) ... (300) ...

C A N T O N

Décembre 1927

La Chine a trois foyers révolutionnaires naturels. Deux au Nord, la grande cité industrielle et commerçante de Hankéou, sur le Yang-Tsé, au cœur du pays, sur la voie ferrée Pékin-Canton, et le grand port moderne de Shanghai, à l'embouchure du Yang-Tsé (600.000 prolétaires). Un au Sud : le vieux port de Canton, d'une importance industrielle et commerçante beaucoup moins grande, mais peuplé d'ouvriers et d'artisans pauvres, prolétarisés, parmi lesquels d'anciennes traditions révolutionnaires, entretenues depuis 1900 par les luttes de Sun-Yat-Sen, demeurent vivaces. L'emprise des impérialistes a été moins effective sur la Chine méridionale que sur la Chine septentrionale, le Kouang-Toung adossé à de vastes contrées montagneuses d'une pénétration difficile, offrant moins d'intérêt, aux yeux des capitalistes étrangers, que les fertiles vallées du Yang-Tsé et du Houang-Ho. D'autre part, le joug mandchou s'est moins fait sentir à cette province éloignée de l'Empire à laquelle le commerce avec l'Indo-Chine, Formose, les Philippines, la Malaisie assurait de larges possibilités de développement. Les empereurs de Pékin ne se souciaient du Kouang-Toung que pour le rançonner et régler parfois son trafic au profit des ports septentrionaux. Les Anglais s'emparèrent en 1840-42 de la forte position commerciale de Hong-Kong, à l'embouchure du HsiKiang même, cent cinquante kilomètres en aval de Canton : ils se mettaient ainsi à même de diminuer et de contrôler tout le trafic du Kouang-Toung. Les traditions révolutionnaires de Canton vis-à-vis de Pékin et les impérialistes étrangers s'expliquent aussi par de claires raisons économiques.

Le prolétariat chinois perdit coup sur coup, en 1927, à la suite d'erreurs funestes, les fortes positions de Shanghai et de Hankéou qu'il avait magnifiquement conquises, à la tête du mouvement national. Le coup de force, préparé au grand jour et qu'il eût fallu prévoir, de Tchang-Kai-Shek, lui ravit Shanghai en avril. En août, le coup de barre à droite du Kuomintang « de gauche » sur lequel on avait fondé d'impardonnables espérances, lui ravit Hankéou. Le coup de force de Tchang-Cha, perpétré avec la complicité du gouvernement de Hankéou (auquel participaient les communistes), décapitait dans l'entre-temps la révolution paysanne du Hou-Nan. Après ces graves défaites, suivies comme dans toutes les guerres sociales du massacre des vaincus — car il ne s'agit pas pour la bourgeoisie de se contenter d'une victoire politique qui pourrait être éphémère mais d'infliger aux classes exploitées une saignée qui les mette pour longtemps hors de combat — la révolution chinoise gardait pourtant une position : Canton.

Sans doute, cette position était-elle aussi au pouvoir de la contre-révolution. Dès avril, un général agissant de concert avec Tchang-Kai-Shek s'en était emparé. Mais en dépit d'accès répétés de terreur blanche, la capitale de la Chine du Sud conservait le gros de ses forces révolutionnaires. Ne s'étant point engagées en de grandes batailles, elles n'avaient pu être décimées. Le général Tchang-Fa-Houéi réussit même, en spéculant sur les mots d'ordre d'apparence « révolutionnaire », à chasser le dictateur plus nettement réactionnaire Li-Ti-Sin. Tchang-Fa-Houéi alla jusqu'à faire des avances aux communistes, et l'un des orateurs du XV^e Congrès du P.C. de l'U.R.S.S. (Lominadzé), se félicitait récemment à bon droit de la maturité politique dont fit preuve le Parti communiste chinois en ne se laissant pas prendre aux boniments démagogiques de ce sabreur... L'écrasement des travailleurs de Canton manquait au triomphe de la contre-révolution chinoise. Le Kouang-Toung pouvait devenir, une fois de plus, le foyer, le point de départ d'un nouvel essor révolutionnaire. Et cette position vient d'être perdue dans des circonstances que nous allons examiner.

On se rappelle que des communistes ayant fui Wou-Han, où le Kuomintang dont ils étaient membres, se révélait un traquenard, où le gouvernement auquel ils participaient se révélait contre-révolutionnaire, où l'on préparaient ouvertement, au nom des « intérêts supérieurs de la Révolution », leur assassinat, soulevaient, en août, deux divisions cantonnées à Nantchang et commandées par les généraux Yé-Tin et Ho-Loun. Cette petite armée, soutenue par la sympathie des populations pauvres, franchit en deux mois cinq à six cents kilomètres à travers un pays montagneux et s'empara, le 26 septembre, du port de Souatéou qu'elle ne réussit pas à garder plus de quelques jours. Et nous n'en eûmes plus de nouvelles (comment qualifier une aussi déplorable information ?) Deux mois passèrent. Et, le 10 ou le 11 décembre, Boukharine, parlant au XV^e Congrès du P.C. de l'U.R.S.S., des travaux de la délégation du Parti à l'Exécutif de l'I.C., nous offrit enfin une brassée de bonnes nouvelles inattendues.

« ... Les Soviets paysans, dit-il, sont les maîtres de cinq districts du Kouang-Toung. Pour la première fois dans l'histoire du mouvement paysan chinois, le pouvoir des Soviets s'est institué sur une base rurale et a déclaré aux propriétaires fonciers une véritable guerre d'extermination. Les têtes de trois à quatre cents propriétaires fonciers sont tombées... Sur ce territoire, qui a plusieurs millions d'habitants, les propriétaires fonciers sont physiquement anéantis... La situation est extrêmement tendue dans le Kouang-Toung et surtout autour de Canton. Divers indices permettent d'affirmer que des événements très sérieux murissent en Chine... Les débris de l'armée de Yé-Tin se sont maintenus dans le Kouang-Toung ; si des événements se déclenchent à Canton, ils pourront, au cas où l'action des ouvriers et des paysans serait couronnée de

succès, jouer le rôle d'une troupe de choc... » (*Pravda*, 13 déc.).

Les dépêches du même jour publiées dans le même numéro de la *Pravda*, annonçaient la prise de Canton par les ouvriers et les paysans, et la formation, dans cette ville, d'un gouvernement soviétique. Un télégramme de l'agence japonaise Tokho donnait les détails suivants. Des détachements ouvriers et paysans opérant de concert avec des troupes régulières, s'étaient emparés par surprise, le 11 décembre, des édifices publics. On signalait la présence dans la ville d'une armée ouvrière de 5.000 hommes. Les magasins étaient fermés. Les paysans tenaient les environs de la ville. La plupart des troupes de la garnison passaient aux rouges. Des affiches clamaient sur les murs : « A bas Li-Ti-Sin, Tchang-Kai-Shek, Tchan-Fa-Houéi et Ouan-Tin-Ouéi, ennemis des paysans et des ouvriers ! A bas le Kuo-mintang serviteur de la contre-révolution ! Le riz et la viande aux ouvriers ! La terre aux paysans ! Les ouvriers, les paysans et les troupes rouges seuls défendent les masses ! »

Les dépêches du 12 décembre annonçaient la formation d'un gouvernement soviétique du Kouang-Toung, présidé par un membre du C.C. du P.C. chinois, Sou-Tsiao-Tsien. Le général Yé-Tin commandait les troupes.

Le 15, un manifeste de l'Exécutif de l'Internationale Communiste, commentant la signification mondiale de l'exploit des ouvriers cantonnais, appelait les travailleurs de tous les pays au secours de la ville déjà cernée. Il était trop tard. Les communistes n'avaient pu tenir que 48 heures. Le 13 au soir, après des assauts prolongés, après de longues batailles de rues, la ville était prise par les troupes des généraux Tchan-Fa-Houéi et Li-Fou-Lin. Le feu de l'artillerie avait allumé plus de cinquante incendies. Les détachements ouvriers et paysans battaient en retraite laissant plus de 300 morts sur le carreau. (Les journaux japonais et américains parlèrent de 4.000 morts ; nous préférons nous en tenir aux télégrammes ultérieurs de l'agence soviétique Tass). Les exécutions sommaires commencèrent le jour même. Les pertes des insurgés vaincus sont toujours beaucoup plus élevées après la bataille que pendant la bataille. A ce jour (dépêche du 29 déc.), plus de 2.500 personnes ont été exécutées à Canton.

La répression fut effroyable. On alluma des torches vivantes. On promena les condamnés par les rues. Le Consulat de l'U.R.S.S. à Canton fut mis à sac, et son personnel assassiné ou arrêté. Le vice-consul Khassis a péri, ainsi qu'une vingtaine de Russes. Le corps consulaire des puissances est demeuré impassible : il approuve. L'insurrection de Canton a ravivé au sein de la contre-révolution chinoise les ressentiments envers l'U.R.S.S., dont les représentants sont naturellement accusés des pires méfaits. La rupture officielle¹ a suivi entre les gouvernements de la Chine du Sud et l'U.R.S.S. Les consulats soviétiques de Hankéou et Shanghai ont été assaillis et leur personnel arrêté et maltraité avant d'être expulsé. Partout les corps consulaires ont laissé faire, encouragé ou facilité ces attentats.

Pour des idées claires : Soviets et Armée Rouge

Autant que de bonne information (qui lui fait tant défaut), le prolétariat a besoin d'idées claires, de théorie juste. Rien de plus dangereux en ce sens que l'usage de termes impropres susceptibles de dénaturer complètement les faits. Or, il a été parlé à plusieurs reprises, à propos des événements de Canton, de « l'Armée Rouge », commandée par Yé-Tin. N'oublions pas la signification sociale des mots ! L'« Armée Rouge » est née, en Russie, de la révolution prolétarienne : c'est une armée de classe, une armée prolétarienne ou paysanne et prolétarienne, mais, en ce dernier cas, formée de paysans pauvres et moyens encadrés, dirigés, inspirés par des prolétaires. Une armée ne devient pas rouge parce qu'elle arbore des drapeaux rouges, parce que ses chefs s'inscrivent au parti communiste, parce qu'elle obéit à un gouvernement révolutionnaire, même soviétique. Malheur aux ouvriers, malheur aux communistes qui se laisseraient prendre à de pareils jeux de mots ! L'armée du général Yé-Tin, dont nous savons qu'elle est constituée comme toutes les armées chinoises, de mercenaires commandés par des officiers de carrière appartenant, par leurs origines tout au moins, aux classes dirigeantes, n'a pu se transformer au cours d'une campagne difficile, en une armée rouge authentique, c'est-à-dire formée d'ouvriers, d'artisans, de paysans, volontaires ou mobilisés par des autorités prolétariennes, encadrés de commissaires communistes contrôlant les officiers de carrière. C'était une armée révolutionnaire, ce n'était pas une armée rouge. Les détachements ouvriers de Canton pourraient être à bon droit appelés gardes-rouges, par assimilation à ceux de Russie qui préparèrent la fondation de l'Armée Rouge. Usons de mots précis. Armée, sous-entend organisation, centralisation, méthode, ampleur dans l'effort. Une cité insurgée improvise des gardes-rouges, pas une armée à coup sûr.

Les termes « gouvernement soviétique » appellent des observations analogues. Pas de gouvernement soviétique, évidemment, sans soviets. Y avait-il un Soviet, c'est-à-dire un conseil des travailleurs, à Canton, quand s'y forma le nouveau gouvernement rouge ? Non. Or, un gouvernement révolutionnaire qui n'est pas l'émanation des soviets, n'a pas le droit de s'intituler soviétique. Ce ne peut être qu'un Comité Révolutionnaire qui peut très bien, du reste, s'assigner pour tâche de créer des institutions soviétiques appelées à le remplacer (comme il arriva par exemple, en Sibérie après l'effondrement de Koltchak). L'emploi de termes impropres risque, en de telles circonstances, de jeter un certain discrédit sur l'idée même des soviets.

Marcel Cachin écrivait dans *l'Humanité* du 14 décembre : « La Révolution chinoise, une révolution exclusivement prolétarienne, cette fois, uniquement ouvrière et paysanne, est à nouveau déclenchée... » — « Tout un peuple, asservi et écrasé, marche vers une révolution soviétique à la manière russe. » — Plus encore que les termes impropres, craignons la confusion dans les idées, obstacle sérieux dans la conscience de classe. Conçoit-on

une révolution « exclusivement prolétarienne » dans un immense pays paysan, où le prolétariat ne constitue qu'une faible minorité des populations? Le Kouang-Toung a 37 millions d'habitants ; de ce nombre 200.000 ouvriers. Une révolution « exclusivement ouvrière et paysanne » ? Ou bien les mots « révolution exclusivement prolétarienne » veulent dire : une révolution socialiste faite par un prolétariat assez fort pour n'avoir pas même besoin de consentir d'importantes concessions à la petite-bourgeoisie (« exclusivement » soulignerait en ce cas l'exclusion de ces concessions), ou... ils ne veulent rien dire, et nous n'avons là qu'une idée fautive exprimée par une phrase qui sonne bien...

Quant à « une révolution soviétique à la manière russe », nous sommes encore plus loin du compte. La « manière russe » était, en un certain sens, possible en Chine, il y a un an : mais il eut fallu le comprendre. Aujourd'hui, il est trop tard. Qu'est-ce que la « manière russe », à moins de se moquer du sens des mots ? Les Soviets naissent en Russie avec la révolution même ; ils se développent parallèlement, concurremment plutôt, avec le pouvoir de la bourgeoisie et c'est même cet état de fait qu'on appelle la dualité des pouvoirs ; le parti bolchevik, parti de l'intransigeance prolétarienne y conquiert peu à peu une influence décisive et en chasse les premiers dirigeants opportunistes ; jamais ce parti n'aliène son indépendance, jamais il ne perd de vue que son devoir est, non d'appuyer les partis de la révolution bourgeoise, mais de faire prévaloir le prolétariat dans la révolution. Tandis que l'appui des masses fortifie les Soviets bolchéviks, tandis que les soulèvements paysans appuient l'action du prolétariat des villes et trouvent en elle une direction ferme et clivoyante, le gouvernement bourgeois est peu à peu réduit à l'impuissance. L'insurrection d'octobre est un dernier coup de balai. Voilà « la manière russe ». Il eût fallu, pour tenter de l'imiter, instituer des Soviets à Shanghai et Hankéou au temps de la lune de miel des communistes avec le Kuomintang — quitte à troubler quelque peu les effusions fraternelles de l'époque, qui nous ont coûté assez cher, — y combattre pied à pied l'opportunisme, y affermir, par la dualité des pouvoirs le contrôle et l'initiative des masses, y prévoir les « trahisons » des généraux et des politiciens bourgeois, prédestinés à tout « trahir », sauf, bien entendu, leur classe... Les camarades qui préconisèrent à temps cette façon de faire, furent, on ne l'a pas oublié, assez mal reçus. — La « manière russe » dont parle Cachin est aujourd'hui totalement impossible en Chine : jamais, en effet, la révolution russe de 1917 ne connut d'affres comparables à celles de la révolution chinoise. Jamais les prolétaires de Moscou, de Pétrograd et de Kharkov ne furent massacrés comme l'ont été leurs frères de Shanghai, de Hankéou et de Canton...

Un fait d'armes de 48 heures...

Revenons aux événements de Canton. — Les révolutionnaires n'ont pas eu grand'peine à s'emparer de la ville, mais n'ont su, en dépit de leur héroïsme, la garder que 48 heures. Ces simples faits nous induisent à plusieurs réflexions.

Le succès des révolutionnaires montre bien combien leurs forces étaient grandes, combien leur organisation clandestine était sûre et ramifiée. Il atteste, en un mot, que la révolution chinoise avait gardé dans le Kouang-Toung des forces appréciables et de vastes possibilités. L'accablante défaite qui a suivi montre que le moment de l'offensive avait été mal choisi, que l'on n'avait pas tenu compte suffisamment des forces adverses, que le coup de force fut, en un mot, aventureusement prématuré.

Dans quelles circonstances des communistes peuvent-ils se trouver dans la nécessité d'engager une action insurrectionnelle manifestement prématurée ? Deux cas peuvent ici être envisagés : quand un mouvement spontané des masses déborde le parti, ce dernier, bien que jugeant l'heure mal choisie, peut n'avoir rien de mieux à faire que soutenir à fond les masses ; quand le parti se sent, à la veille d'une attaque brusquée des classes ennemies, sur le point d'être mis hors la loi ou étranglé, il peut tenter de parer au danger par une action en quelque sorte préventive. Au fond, dans les deux cas, on n'a pas le choix. Dans le premier, lâcher les travailleurs ce serait se discréditer (et l'on n'échapperait pas aux conséquences de la défaite) ; dans le second, pourquoi attendre d'être étranglé ? Mais il semble bien que les communistes cantonnais ne se sont trouvés ni dans l'un ni dans l'autre cas. Aucune information ne nous a parlé d'une action des masses avant le coup de force : la grève générale a suivi mais non précédé ou préparé la prise de Canton. Le succès même de l'insurrection élimine la seconde hypothèse ; les révolutionnaires n'étaient pas à la veille d'être surpris puisqu'ils ont surpris leurs ennemis, beaucoup plus forts qu'eux.

De puissantes raisons qu'il nous est impossible de présenter à distance pouvaient certes militer en faveur d'une action aventurée. Mais quelles qu'eussent été les conséquences peut-être infiniment dangereuses de la temporisation ou de l'abstention, en les circonstances présentes, elles eussent sans doute été moins graves que celles d'une défaite qui décapite le prolétariat du Sud. Après les erreurs opportunistes de l'an passé, on a l'impression devant ces événements précipités, cette « soviétisation » hâtive, cette offensive qui semble bien ne pas avoir été mûrie, d'un coup de barre maladroitement donné à gauche, la direction du mouvement étant passée à des hommes qui ont plus de valeur — plus d'héroïsme ! — que de sang froid, plus de foi en eux-mêmes, en leur dévouement, en leur volonté que de formation marxiste, plus de clairvoyance en la magie des mots d'ordre que de réalisme prolétarien. On a l'impression d'une de ces « erreurs de gauche » dont Lénine et Trotsky firent si vigoureusement la critique au III^e Congrès de l'I.C. à propos de l'insurrection allemande de mars 1921.

Les mots d'ordre du gouvernement « soviétique » de Canton semblent par contre avoir été très vagues. « La terre aux paysans », rien de plus juste. Mais « le riz et la viande aux ouvriers » ? Aucun gouvernement même réactionnaire ne prétendra refuser le riz et la viande aux ouvriers. Ce mot d'ordre n'en est pas un. Le contrôle ouvrier de la production, la confiscation des stocks de vivres, la réquisition des habitations ne furent-ils pas annoncés, décidés ? Nous n'en savons rien. Ce vague dans les mots d'ordre, coïncidant avec le caractère déterminé de l'action militaire, confirme encore notre première impression³.

... Certes, les questions sociales que la révolution n'a pas su résoudre, ne seront pas résolues par la réaction. Le coupe-coupe n'apportera pas de solution au problème agraire. En ce sens, la révolution chinoise n'est pas finie. Certes, ce grand peuple d'exploités peut verser son sang à flots, sans cesser pour cela d'être immortel. Et puisqu'il l'est, il vaincra. En ce sens très large la révolution chinoise est invincible. Mais ce ne sont là, après tout, que de médiocres consolations au moment où les hécatombes de Canton ravissent à la révolution chinoise sa dernière base d'opération. Les masses opprimées ne sont invincibles qu'à la longue. Les prolétaires d'Europe le savent qui ont assisté aux défaites des révolutions de Finlande, d'Allemagne, d'Italie, de Hongrie, de Bulgarie. Nous aurions tort, en ce sens, de nous dissimuler la gravité de la défaite de Canton.

Certes, le mouvement paysan ne s'éteindra pas dans l'immense pays ; ne dure-t-il pas déjà depuis de longues années ? Mais, communistes, nous savons qu'il ne peut vaincre qu'à la condition d'être soutenu par le prolétariat des villes, appelé à lui donner des cadres, des chefs, un appui décisif. Toutes ces raisons nous portent à croire que la Chine entre maintenant dans une période de confuse anarchie militaire, au cours de laquelle les prolétaires et les paysans ne pourront plus, avant un certain temps, engager de grandes actions : ils ne recouvreront leur capacité d'action qu'après avoir récupéré des forces.

La contre-révolution mettant cette accalmie à profit, réussira-t-elle à s'affermir ? C'est infiniment douteux. La défaite du prolétariat est aussi celle de la révolution nationale. C'est un arrêt dans le développement de la nation, un pénible et sanglant inter-règne avant de nouvelles batailles sociales.

Il ne faut pas verser dans le fatalisme révolutionnaire de ceux qui vont affirmant que le prolétariat se relève nécessairement plus fort après chaque défaite. Il n'y aurait à ce compte qu'à totaliser les défaites pour emporter, à la fin, dans la lutte de classes, les victoires les plus éclatantes. Mais ces pauvres raisonnements « optimistes » (!?) ne méritent aucune réfutation. Une victoire de la bourgeoisie chinoise — une stabilisation capitaliste de la Chine — n'est pas impossible. Mais elle ne paraît pas possible en ce moment, aucune des fins de la révolu-

tion nationale bourgeoise n'ayant été atteinte. Si la bourgeoisie ne s'était retournée contre le prolétariat qu'après la conquête de l'indépendance nationale, après la liquidation de l'anarchie militaire et de la féodalité, après l'unification du pays, il en eût été tout autrement. Le tragique de la situation c'est qu'elle a craint, à juste titre, d'être emportée par la révolution ouvrière et paysanne en même tant que ses ennemis. Elle a pris conscience la première de cette vérité qu'il ne peut plus y avoir de notre temps, dans les pays coloniaux les plus avancés, de révolution bourgeoise au sens classique du mot.

Pour une théorie juste

La révolution chinoise a fait l'objet, au XV^e Congrès du P.C. de l'U.R.S.S. de plusieurs interventions intéressantes dans la discussion du rapport de Boukharine sur l'Internationale Communiste. Déplorons que les grandes luttes de 1927 n'aient pas encore fait, dans l'I.C. l'objet d'un débat approfondi : elles en valaient la peine. Et prenons note de la documentation nouvelle qui nous est offerte. Deux discours surtout nous paraissent devoir retenir l'attention : celui de Khitarov (*Pravda* du 15 déc.) et celui de Lominadzé (*Pravda* du 14 déc.)⁴.

Le discours de Khitarov présente surtout un intérêt historique, mais de premier ordre. Ce camarade semble avoir suivi de près les événements de Shanghai et de Wou-Han. Il nous apprend que les dirigeants révolutionnaires de Shanghai s'attendaient, en avril 1927, au coup de force de Tchang-Kai-Shek, mais se refusèrent à écouter les conseils de ceux qui proposaient de cacher les armes des ouvriers. Les illusions légales eurent le dessus, on ne cacha pas les armes, elles furent prises... Khitarov nous apprend aussi que le gouvernement de Wou-Han comprenait de nombreux amis politiques de Shek. Khitarov nous donne des détails sur cette période de la révolution : C'est ainsi que le coup de force contre-révolutionnaire de Tchan-Cha⁵ — prise par une coterie militaire du chef-lieu de la province de Hounan, dans laquelle la révolution paysanne battait son plein — fut perpétré par les officiers du généralissime de l'armée de Wou-Han (Tan-Shen-Shi) avec 1.700 hommes contre 20.000 paysans en armes. Les militaires ayant procédé à de nombreuses exécutions sommaires se trouvèrent à peu près cernés par les paysans qui devaient, le 31 mai, marcher sur la ville. Le Comité Communiste reçut sur ces entrefaites une lettre du secrétaire général du parti Tchen-Dou-Siou, disant : « Evitez le conflit (!?) portez la question à Wou-Han. »

Voici ce qu'ajoute Khitarov : « Le Comité prescrivit aussitôt aux détachements paysans d'arrêter leur mouvement offensif. Deux détachements n'ayant pas reçu cet ordre marchèrent sur Tchan-Cha et y furent exterminés... La contre-révolution s'affermir ainsi sans la moindre peine dans une province qui était le centre du mouvement révolutionnaire en Chine et qui comptait 5 millions de paysans organisés... »

« Quelques jours après, le général Tchou-Péi-Dé fit son coup de force dans le Chian-Si. Ayant invité à un banquet tous les leaders du mouvement ouvrier et paysan, du Kuomintang de gauche et du P.C., il leur tint le petit discours suivant : « Je vous respecte infiniment, mes chers amis, mais vous me gênez : voici un bateau, voici de l'argent, filez ! » Les chefs exilés, il se mit à exterminer les paysans. Afin de « ne point verser le sang », il les faisait enterrer vifs... On commençait à la même heure la destruction des unions paysannes du Houpé... »

Lominadzé s'est efforcé, dans son intervention, d'expliquer les phases passées et présentes de la révolution chinoise. A son avis, la défaite de 1927 provient de ce que l'essor du mouvement paysan ne coïncida pas avec celui du mouvement ouvrier. « Au moment des coups de force contre-révolutionnaires de Shanghai et de Wou-Han, le mouvement paysan n'avait pas un caractère aussi révolutionnaire qu'à présent. » C'est profondément inexact. Dans le Hounan comme dans le Ho-Nan, la révolution paysanne se déchaînait au début de 1927 avec une extrême violence⁶. Ajoutons que dirigée comme nous le relate Khirатов, elle ne pouvait naturellement pas obtenir d'éclatants succès... La preuve que le mouvement paysan d'aujourd'hui est plus puissant, Lominadzé la voit dans le fait que des soviets se sont créés ça et là dans le Koun-Toung et que l'on exécute les propriétaires fonciers. Ignore-t-il que les paysans n'attendent pas toujours par le passé d'avoir reçu les directives nécessaires pour se montrer impitoyables envers leurs oppresseurs ? Et s'ils ne formèrent pas de Soviets l'an dernier, n'est-ce pas qu'il leur fut recommandé de n'en point former, comme il leur fut prescrit de ne point régler son compte à la clique militaire de Tchan-Cha ?

Lominadzé a confiance dans les prolétaires chinois. « Je considère, dit-il, que les forces des prolétaires et des paysans chinois sont pleinement suffisantes pour donner à la révolution une victoire complète... Ces forces sont suffisantes pour renverser en Chine le joug des propriétaires fonciers, de la bourgeoisie et des impérialistes étrangers. » Mais si ces forces sont suffisantes maintenant, après les défaites de Shanghai, de Wou-Han et du Sud, pourquoi les estimait-on insuffisantes en 1927, lorsqu'elles étaient certainement plus grandes et plus enthousiastes qu'aujourd'hui, et lorsqu'on fondait toutes les espérances sur la coalition avec la bourgeoisie nationaliste révolutionnaire, le Kuomintang, les généraux ?

Lominadzé confirme incidemment les critiques de l'Opposition sur la composition des cadres du P.C. chinois formés, dit-il, « non d'ouvriers ou de paysans, mais d'intellectuels petits-bourgeois qui ont gardé tous leurs préjugés, toutes leurs hésitations... Même aujourd'hui les meilleures décisions du C.C. sont déformées par ceux qui les appliquent sur place ». Faisons observer que, même (nous dirions plus volontiers surtout) dans un pays colonial avancé les cadres du parti communiste ne doivent pas être formés, comme semble le supposer cet orateur,

« d'ouvriers ou de paysans », mais d'ouvriers en très forte majorité. L'oublier c'est oublier une des vérités premières du marxisme révolutionnaire.

Après l'occupation momentanée du port de Souatéou par l'armée révolutionnaire de Yé-Tin et Ho-Loun, fait d'armes qui fut comme la répétition de celui de Canton, nous pouvions espérer que l'on ne recommencerait pas la funeste politique du Kuomintang « de gauche », que l'on ne ménagerait pas les possédants, que l'on ne freinerait ni la révolution paysanne ni l'action générale des masses, en un mot que l'on ferait tout pour ne pas amener une désagrégation des forces « rouges ». Mais que nous apprend Lominadzé au XV^e Congrès ?

« Les erreurs que le P.C. chinois a hautement reconnues et critiquées à sa conférence⁷ ont été répétées par les dirigeants communistes — des intellectuels — des armées de Yé-Tin et Ho-Loun. L'inexistence d'une liaison avec les masses paysannes, l'insuffisance du travail parmi les paysans, l'absence de mots d'ordre révolutionnaires ont fait que l'armée, faute d'être soutenue à temps par les paysans, a été défaite... La direction purement militaire des opérations a de même été impuissante... » Ces critiques ne concernent-elles que la période de Souatéou (fin septembre) ? Ne s'appliquent-elles pas aussi à l'exploit de Canton qui semble être celui des mêmes hommes, imbus du même esprit ? « Le parti chinois, dit encore Lominadzé, a décidé de ne former des soviets que lorsqu'il y a des garanties de victoire durable. » Nous préférons dire au lieu de « garanties » (a-t-on jamais des garanties dans la mêlée socialiste ?) des « chances sérieuses », mais l'idée est juste. « Il ne faut pas jouer avec l'insurrection », disait Marx, répété par Lénine en septembre 1917. Le II^e Congrès de l'I.C. l'a dit en des thèses spéciales qu'il fallut adopter pour empêcher les social-démocrates de gauche allemands et autrichiens de discréditer les Soviets par des expériences opportunistes. Mais nos camarades chinois se sont-ils bien inspirés de ces idées justes ? De façon générale, des Soviets peuvent et doivent se former dans les périodes d'essor du mouvement révolutionnaire ; ils eussent dû se créer lors de la prise de Shanghai par l'insurrection ouvrière, essor indéniable, essor admirable. La révolution chinoise traverse-t-elle en ce moment une période d'essor ? On a plutôt l'impression d'une période de résistance éparse et désespérée en présence d'une contre-révolution anarchique. Quant à la propagande de l'idée des Soviets, elle est, elle était à faire en tout temps : les décisions du II^e Congrès de l'I.C. sont aussi précises à cet égard que les recommandations de Lénine.

Tous les orateurs du XV^e Congrès du P.C. de l'U.R.S.S. ont constaté que le Kuomintang est devenu une organisation contre-révolutionnaire. Personne n'a fait de réserves au bénéfice du « Kuomintang de gauche », mythe désormais aboli. Lominadzé est allé jusqu'à dire que, sectionné en quatre ou cinq tronçons, souvent épuré par des sabreurs « sans parti », le Kuomintang n'existe plus « en qualité de parti politique ». Sectionné ou non, au service de sabreurs sans principes ou les employant, le Kuomintang a une phraséologie, des doctrines, une histoire, des politiciens, des cadres ; sectionné ou non, il demeure ce qu'il fut toujours plus ou moins nettement : l'appareil de la dictature bourgeoise. C'est un « parti » dictatorial,

ni plus ni moins que le parti de Mussolini, si monolithe celui-là, et qui ne ressemble pourtant en rien aux partis politiques de classe tels qu'on les doit définir. Un parti est, par définition, une association volontaire fondée sur la communauté des intérêts, des fins et des moyens. Ni le Fascio, ni le Kuomintang, ni le parti Kéraliste ne répondent à cette définition. N'engageons pas de débat théorique sur ce sujet : constatons que de nouveaux partis sont nés qui ne sont plus en réalité que des appareils de dictature. Ne leur refusons pas les titres dont ils s'affublent eux-mêmes avec succès : ce serait jouer sur les mots.

Lominadzé va plus loin, si loin qu'on est surpris de le voir perdre de vue les plus élémentaires notions du marxisme, quand il dit : « La bourgeoisie chinoise n'a été qu'un avorton de l'histoire. Aussitôt passés à la contre-révolution, elle s'est effondrée, cessant d'être une force politique unique. Ses groupes détachés sont aux ordres des militaristes. (Une voix : Tu exagères !) Je n'exagère nullement. Voyez le Kuomintang... » (Suit l'argumentation que nous rapportons plus haut). « Il n'y a plus de Kuomintang en tant que parti politique (Staline : Et que reste-t-il de la bourgeoisie ?) Il en reste des bourgeois épars (Rires). » Mieux encore que les expressions puériles de Marcel Cachin ces propos, qui étonnent dans la bouche d'un militant communiste jouissant de quelque autorité et parlant devant la plus haute instance du plus grand Parti de l'Internationale, révèlent la confusion idéologique créée par la défaite actuelle de la révolution chinoise. Il n'y aurait qu'un moyen d'y remédier : tirer au clair, au prix d'un examen sérieux, scientifique — et non polémique — des idées et des faits, les enseignements d'une année de luttes. Dire qu'il « ne reste de la bourgeoisie que des bourgeois épars », c'est oublier que la bourgeoisie ne se définit ni par sa conscience de classe, ni par son degré d'organisation politique : il y a une classe bourgeoise et il est absurde de parler de « bourgeois épars », dès qu'il y a des possesseurs de moyens de production (ou de capitaux) employant la main d'œuvre salariée. La bourgeoisie chinoise est d'ailleurs loin d'avoir fait la faillite politique qui lui est ainsi imputée. Il serait beaucoup plus juste de parler de celle de la petite-bourgeoisie nationaliste-révolutionnaire, dont la lutte de classes a soumis les illusions opportunistes à une rude épreuve. La bourgeoisie chinoise a très bien su mettre à profit pendant un certain temps l'énergie révolutionnaire du prolétariat ; elle a très bien su un peu plus tard, tordre le cou aux prolétaires et paysans, ses alliés d'un moment contre les impérialistes étrangers. Elle a d'abord roulé les révolutionnaires authentiques, puis, dès qu'ils l'ont menacée, elle les a égorgés. Ce ne sont pas de médiocres succès dans la guerre de classes. Viendra-t-elle à bout, maintenant, de l'anarchie militaire et d'une crise économique de jour en jour plus grave ? Voilà le problème. Nous aurions tort, quel que doive être l'avenir le plus proche, et sans douter d'ailleurs de la victoire finale des travailleurs chinois, de nier la vigueur et l'habileté politique de classes ennemies qui viennent de nous infliger de si cruelles défaites.

NOTES

- 1. Au lendemain des premières fusillades d'ouvriers de Shanghai et du premier attentat commis contre le consulat soviétique de cette ville (avril-mai dernier), Boukharine croyait devoir préciser, dans une déclaration reproduite par la presse soviétique, que l'U.R.S.S. ne voyait pas de raison de rompre les relations diplomatiques avec le gouvernement de Nankin. La complaisance de Shek envers les impérialistes n'était pourtant plus en doute. Il est aujourd'hui permis de se demander si l'U.R.S.S. n'eût pas mieux fait de rompre elle-même, dès alors, toutes relations avec le bourreau des prolétaires de Shanghai. Ce geste eût été naturel.
- 2. Nous ne l'avons appris que par une déclaration incidente faite au XV^e Congrès du Parti de l'U.R.S.S.
- 3. Voici, d'après l'*Humanité* du 6 février, les mots d'ordre politiques qui furent mis en avant par le P.C. chinois : *Libération immédiate des prisonniers politiques, armement du prolétariat, liberté de la presse, de réunion, droit de coalition, de grève, retour de leurs locaux aux syndicats révolutionnaires, dissolution des syndicats jaunes, secours aux chômeurs, augmentation de la solde des soldats de 12 à 20 dollars: par mois, la terre aux paysans, contre tous les généraux réactionnaires, liaison avec l'Union Soviétique et le prolétariat mondial.* Voici les mots d'ordre d'action : *Du riz pour les ouvriers, la terre aux paysans, à bas la guerre militariste, tout le pouvoir aux soviets d'ouvriers, paysans et soldats.* Voici la liste des décrets qui furent pris en 48 heures :
 1. Etablissement du pouvoir soviétique.
 2. Organisation des forces armées de la révolution.
 3. Répression et anéantissement de toutes les forces de la contre-révolution.
 4. Loi de 8 heures. Aide aux chômeurs. Augmentation des salaires.
 5. Nationalisation des entreprises et du sol. Répartition de la terre. Extermination des gros propriétaires. Légalisation des Soviets de village.
 6. Confiscation des immeubles et logements de la bourgeoisie. Annulation des contrats de loyers.
 7. Elévation de la solde des soldats, Comités de soldats révolutionnaires, volontariat.
 8. Légalisation de la Fédération pan-chinoise des syndicats ouvriers.
- 4. Voir aussi la *Lettre de Shanghai*.
- 5. Les 21-22 mai 1927.
- 6. Voir à ce sujet l'article de Victor-Serge dans le numéro 2 de *Clarté*.
- 7. Sur laquelle la presse n'a rien publié.

EXTRAIT DE LA REVUE "QUATRIEME INTERNATIONALE"
No. 31 - Juillet 1967

E. GERMAIN

Essai d'interprétation de la "révolution culturelle"

La « révolution culturelle » constitue sans aucun doute pour les marxistes révolutionnaires le phénomène le plus complexe au cours des dernières décennies. Par l'ampleur des masses mises en mouvement, les conflits sociaux qu'elle révèle et par ses aspects extrêmement contradictoires, elle exige de ceux qui veulent en saisir la signification objective, un effort d'analyse délicat et difficile. Les réponses simplistes — « Mao, c'est Staline », « Mao déclenche la révolution politique » — qui résultent beaucoup plus de schémas préconçus que d'une analyse scientifique de la réalité sont incapables de rendre compte de la complexité du phénomène, et donc théoriquement stériles et politiquement débilantes.

La tentation de surmonter ces difficultés par l'emploi d'analogies historiques est compréhensible. Elle n'en comporte pas moins de grands risques d'erreurs. Certes, l'histoire est l'unique laboratoire des sciences sociales. L'histoire des révolutions passées est la seule source pour formuler les lois objectives des convulsions révolutionnaires présentes. Mais les références doivent être soigneusement choisies, pour isoler les *particularités* nationales des traits *généraux* communs à toutes les révolutions.

Or, à ce propos, on se trouve devant une difficulté majeure. Le cours concret qu'a pris la révolution russe, surtout après la défaite de la révolution allemande en 1923, ne peut d'aucune manière être considéré comme typique de celui de toutes les révolutions contemporaines.

De toute manière, la contribution de Trotsky, qui représente jusqu'ici le sommet de l'analyse marxiste des sociétés de transition du capitalisme au socialisme, inclut une conclusion fort nette : « La dégénérescence bureaucratique de l'Etat so-

viétique n'exprime pas les lois générales de la société moderne (passant) du capitalisme au socialisme, *mais une réfraction spéciale, exceptionnelle et temporaire de ces lois* dans les conditions d'un pays révolutionnaire arriéré dans un milieu capitaliste » (L. Trotsky : « In Defense of Marxism », Pioneer Publishers, New York 1942, p. 7). Et plus loin, de manière encore plus précises, Trotsky indique que la toute puissance de la bureaucratie a *deux causes* : l'état arriéré du pays et l'encerclement impérialiste, qui disparaîtront avec la victoire de la révolution mondiale.

Nous n'en sommes pas encore à la victoire de la révolution mondiale. Mais la période historique ouverte par la chute de Mussolini en 1942 et la transcroissance de la résistance yougoslave en révolution prolétarienne a manifestement marqué des progrès de la révolution mondiale, la victoire de la révolution chinoise en 1949 en a été depuis le facteur principal. De même, le chaînon immédiat dans le faisceau de causes qui, selon Trotsky, a causé la victoire de la bureaucratie stalinienne en URSS a été le fait que « les masses fatiguées et déçues n'avaient qu'indifférence pour ce qui se passait dans les milieux dirigeants » (L. Trotsky : « La Révolution Trahie »). Le problème historique est donc de savoir si de nouvelles révolutions victorieuses éclatant dans des pays économiquement arriérés, sont condamnées à suivre une voie analogue à celle de la Russie stalinienne, ou si l'extension internationale de la révolution socialiste et le degré d'activité politique plus élevé des masses qu'elle impulse constituent des freins suffisants pour éviter la répétition du phénomène stalinien. A ce propos, la « révolution culturelle » en Chine et la crise politique qui se déroule dans ce pays depuis dix-huit mois nous apportent d'utiles enseignements.

ACQUIS ET CONTEXTE INTERNATIONAL DE LA REVOLUTION CHINOISE

Avant d'entamer l'analyse de la « révolution culturelle » proprement dite, il n'est pas inutile de circonscrire le grand acquis historique de la révolution chinoise et de préciser le contexte international dans lequel elle a évolué au cours des dernières années. Ce rappel est indispensable, car il constitue l'arrière-fond objectif sur lequel se déroule la crise politique à partir de fin 1964.

Si la direction maoïste a commis d'incontestables erreurs de surestimation de la capacité de la paysannerie à faire des sacrifices pour l'industrialisation rapide du pays ; si ces erreurs sont à la base des graves déboires subis par l'agriculture et l'économie chinoise pendant la période 1959-1961, il semble certain que la rectification de ces erreurs a permis de redresser assez rapidement la situation. Certes, les dirigeants chinois ont dû ralentir considérablement le rythme de la croissance économique ; il n'est plus question de rattraper rapidement la Grande-Bretagne. Mais la plupart des observateurs concourent pour dire que la production de céréales n'est plus éloignée de 200 millions de tonnes par an ; que la production d'acier a dépassé 15 millions de tonnes, et que la Chine est capable de couvrir ses propres besoins dans le domaine du pétrole. Ce sont trois réussites d'autant plus considérables qu'elles s'opposent nettement à l'image de stagnation relative qui se dégage de l'expérience indienne, sans parler de celle de pays comme l'Indonésie ou le Brésil.

La réussite principale de la révolution chinoise est incontestablement d'avoir, dans une très large mesure, résolu le problème de l'approvisionnement en vivres. Le rationnement introduit après l'échec relatif du « grand bond en avant » permit de satisfaire les besoins fondamentaux des masses laborieuses dans le domaine de la nourriture. Depuis quelques années, l'abondance des fruits, légumes et volailles dans toutes les villes du pays frappe les voyageurs étrangers. On ne voit guère de mendiants, d'enfants nus pieds, d'hommes ou de femmes habillés en haillons. On est évidemment loin du socialisme, sans parler du communisme (les dirigeants maoïstes ne prétendent d'ailleurs nullement être sur le point d'achever la construction du socialisme). Mais le progrès est colossal, comparé à l'Inde en proie à une famine endémique qui est devenue aiguë depuis deux ans. Ce progrès, est étroitement lié aux conquêtes de la révolution chinoise : la réalisation d'un marché national unifié, la suppression radicale de la spéculation en vivres, la réduction des gaspillages et pertes résultant de

l'éparpillement et de l'emploi improductif du surproduit social.

Ces réussites s'expliquent en partie par le contexte international plus favorable dans lequel pouvait se dérouler l'industrialisation de la Chine, par rapport à celui qui avait caractérisé les deux premières décennies d'industrialisation de l'URSS. La Chine n'était pas encerclée par un monde hostile. Elle n'avait pas à effectuer tout l'effort d'« accumulation socialiste primitive » par ses propres moyens. Elle n'était pas sous l'effet d'un recul presque ininterrompu de la révolution mondiale. Elle n'était pas menacée directement d'agression impérialiste, dans la mesure où le bouclier nucléaire soviétique lui fournissait une protection adéquate, dans les conditions d'« équilibre de la terreur ».

Mais après une première décennie de conditions internationales entièrement favorables à une accélération de la croissance économique en Chine, la situation a commencé à se modifier vers la fin des années 1950. Paradoxalement, la cause fondamentale de cette modification ne réside pas dans un recul mais dans un nouveau progrès de la révolution mondiale, avant tout dans le secteur des pays coloniaux et semi-coloniaux. Ce progrès — symbolisé par la victoire de la révolution cubaine et l'intensification de la lutte révolutionnaire au Sud-Vietnam — provoqua une réorientation progressive de toute la stratégie globale de l'impérialisme américain. Pour celui-ci, le centre de gravité principal de la confrontation avec les forces anti-impérialistes se déplaçait de l'Europe vers l'Amérique latine et l'Asie.

Face à ce changement de stratégie, et effrayé par l'ampleur et l'indépendance de plus en plus marquée des nouvelles forces révolutionnaires, le Kremlin accentua son cours conservateur, sous le signe de la « co-existence pacifique » et de la « compétition économique ». Les dirigeants chinois y virent à juste titre un tournant vers une attitude de plus en plus hésitante, sinon carrément traître, à l'égard de la révolution coloniale. La crise d'octobre dans les Caraïbes, puis l'escalade de l'agression impérialiste au Vietnam les confirmèrent dans le bien-fondé de cette appréciation. D'où la rupture sino-soviétique, dont les causes immédiates ont été le refus de la bureaucratie soviétique d'accorder les armes nucléaires à la Chine ou de l'aider à fabriquer celles-ci, et l'arrêt brusque de l'aide économique à la Chine.

La tâche de développement économique et social que la révolution chinoise avait

à résoudre se trouva de ce fait considérablement aggravée. L'aide étrangère faisant brusquement défaut, les charges de « l'accumulation primitive » furent imposées à la seule société chinoise, très pauvre. En outre, les charges militaires furent sensiblement accrues, l'affrontement direct entre l'impérialisme américain et la Chine devenant maintenant possible sinon probable. L'extension de la révolution mondiale — surtout la lutte héroïque du peuple vietnamien dont le poids et l'acquis neutralisent pour le moment l'effet des défaites comme celles d'Indonésie et du Brésil — continue à jouer dans le sens d'une situation plus favorable que celle de l'URSS en 1923-1945. La ferveur révolutionnaire reste réelle, surtout dans la jeunesse. L'encerclement capitaliste de la Chine n'existe évidemment pas non plus, même si les dirigeants chinois parlent couramment de la « collusion » soviéto-américaine contre leur pays.

La détérioration de la situation internationale dans laquelle se trouve placée la révolution chinoise depuis sept ans est en dernière analyse due à la bureaucratie soviétique. C'est elle qui porte de ce fait la responsabilité principale de la crise

politique qui sévit actuellement en Chine. Les dirigeants maoïstes ont sans aucun doute leur part de responsabilité. La politique ultra-opportuniste qu'ils suivirent à l'égard du gouvernement bourgeois d'Indonésie et du P.C. indonésien a contribué à empêcher une victoire révolutionnaire dans ce pays, qui aurait pu changer l'Asie du sud-est. Le sectarisme dont ils font preuve dans la question du front unique de défense de la révolution vietnamienne leur a coûté l'appui de partis importants comme ceux du Vietnam, de Corée et du Japon, qui s'étaient auparavant alignés de leur côté. Mais quelle que soit la gravité de ces erreurs, elles ne peuvent effacer la source principale de la crise chinoise : le chantage à l'aide économique, puis le blocus économique de la Chine par la bureaucratie soviétique ; son refus d'armer efficacement l'Armée de Libération Populaire ; son manque de riposte devant l'agression impérialiste au Vietnam. Même le refus du front unique par les dirigeants maoïstes doit être examiné à la lumière du fait que le Kremlin n'a jusqu'ici pas réitéré publiquement sa résolution de défendre la Chine en cas d'agression américaine directe contre ce pays (1).

TENSIONS AU SEIN DE LA SOCIÉTÉ CHINOISE

Il serait erroné de penser que les principales tensions qui se sont fait jour, au cours des dernières années, dans la société chinoise, sont avant tout le résultat de cette modification du contexte international. Il serait plus correct de définir ces tensions comme étant essentiellement d'origine interne. Elles sont le reflet à la fois de l'acquis de la révolution et de la distance qui la sépare encore de ses objectifs finaux.

Ceci apparaît le plus nettement si nous examinons la tension qui n'est sans doute pas la plus grande à l'heure actuelle, mais qui est la plus lourde de conséquence pour l'avenir de la révolution et du pays ; celle qui marque les rapports sociaux à la campagne. Bien que les sources soient très rares, il apparaît certain qu'une différenciation sociale assez importante s'est progressivement produite dans les villages de Chine, depuis la « rectification » des

excès du « grand bond en avant ». Le seul fait que les auteurs maoïstes eux-mêmes confondent constamment la formule « anciens paysans pauvres et paysans moyens », avec la formule « paysans pauvres et moyens », et qu'une « Association de paysans pauvres » a même vu le jour, témoigne nettement dans ce sens (2). Cette différenciation ne semble pas seulement avoir opéré au niveau des villages — où le rendement et le revenu des « équipes de travail » basées sur les anciens « paysans riches » sont largement supérieurs à ceux des équipes basées sur les anciens « paysans pauvres ». Elle opère aussi entre régions. Les communes populaires à proximité des grands centres urbains semblent s'être spécialisées dans la production de légumes, fruits, volailles, porcs et coton, qu'elles produisent jusqu'à un point de relative abondance, ce qui leur procure des revenus beaucoup plus élevés que les communes à proprement parler céréalières (*Far Eastern Economic Review*, 16 février 1967). L'insistance de la propagande maoïste sur la priorité à accorder à la production céréalière n'est sans doute pas sans rapport avec cette différenciation.

Etroitement liée à la tension nouvelle entre paysans riches et paysans pauvres est la tension entre la paysannerie (à l'exception de ses couches les plus pauvres) et l'Etat. En général, le prix que les pay-

(1) Ce refus s'oppose à l'affirmation, par les dirigeants chinois, qu'ils défendent l'URSS en cas d'attaque impérialiste, affirmation réitérée aussi tard que le 22 mars 1966, dans la lettre de réponse négative adressée à l'invitation de Brejnev d'assister au XXIII^e Congrès du PCUS (*H.N.A.*, 24 mars 1966).

(2) Voir notamment la dépêche de *H.N.A.* de Shanghai du 4 avril 1967 : « Les paysans pauvres et moyens-inférieurs des environs de Shanghai ont pleinement répondu à l'appel du président Mao... ».

sans reçoivent en échange de leurs produits agricoles est fort modeste. Une importante partie du surproduit agricole est drainée vers les investissements dans l'industrie. Les proportions de cette ponction varient. Elles ont eu tendance à croître outre mesure au cours du « grand bond en avant » ; à diminuer au début des années 1960 puis à augmenter de nouveau en 1964, et à se réduire en 1965. Il est peu probable que la paysannerie dans son ensemble reste indifférente à ces fluctuations, ou qu'elle offre avec joie cette rente foncière nationalisée sur l'autel de la construction du socialisme.

Dans les villes, nous pouvons distinguer trois formes différentes de tensions sociales. Un mécontentement ouvrier montait lentement, surtout depuis la fin des années maigres qui ont suivi le « grand bond en avant ». On peut supposer qu'en réaction au blocus soviétique et aux difficultés extrêmes des années 1959-1961, le prolétariat chinois a accepté des sacrifices de consommation considérables, par patriotisme et par conscience de classe. Mais il est peu probable que ce prolétariat ait accepté avec le stoïcisme le blocage des salaires imposé maintenant depuis 1959, au lendemain de la très nette reprise économique des années 1963-64, alors que les revenus réels d'importantes couches paysannes et bureaucratiques augmentaient par bonds. La facilité avec laquelle la classe ouvrière a répondu aux appels à « l'économisme », de l'aveu même des maoïstes, démontre que de nombreuses revendications économiques mûrissaient au sein du prolétariat.

Les intellectuels avaient soif de liberté de création, de discussion et de critique, une soif qui avait éclaté dès l'épisode des « cent fleurs » et qui se manifesta de nouveau, fût-ce plus prudemment, au début des années 1960, notamment par la multiplication d'œuvres à contenu allégorique.

La tension entre les travailleurs et la bureaucratie commençait également à se préciser, au fur et à mesure que l'inégalité des traitements s'affirmait davantage. C'est par décision du Conseil d'Etat du 18 juillet 1955 qu'un système de traitements gradués pour tout le personnel d'Etat fut instauré, les grades passant de 1 à 26 (3). A ces différences de traite-

(3) « Collection of the Laws and Regulations of the People's Republic of China », vol. II, citée par Ezra F. Vogel : « From Revolutionary to semi-Bureaucrat », in : « The China Quarterly », n° 29, janvier-mars 1967, p. 51.

(4) A titre de référence : le salaire moyen d'un ouvrier non-qualifié s'élève à 40-50 yuan par mois ; celui d'un ouvrier qualifié à 70-80 yuan ; celui d'un professeur d'université à 120 yuan. Une paire de souliers coûte 10 yuan ; 750 gr. de riz coûtent de 0,1 à 0,2 yuan.

ments considérables (4) il faut ajouter les privilèges exorbitants des dirigeants du sommet. La presse maoïste est passée à ce propos aux révélations et dénonciations — mais avec un retard et une partialité assez suspects. Voici comment elle décrit à ce propos les privilèges matériels de Tao Chu, le puissant premier secrétaire du Bureau Régional du Centre-Sud (Canton) du P.C., un des principaux lieutenants de Mao Tse-toung pendant la première phase de la « révolution culturelle » :

« Afin de satisfaire son nouveau désir de plaisir, Tao Chu faisait construire un grand nombre d'hôtels et de maisons de campagne luxueux de tout côté, aux frais du Trésor public. Il ne possédait pas seulement plusieurs maisons résidentielles sur une île, mais également une magnifique maison de campagne près des sources chaudes de Tsunghoua. Mais il n'était pas encore satisfait de tout cela. Il avait également diverses maisons noires [sans doute : illégales, EG], comme le « club flotant » et le « palais de cristal »...

Les exigences de Tao Chou à propos de ces projets furent plus sévères que celles des empereurs du passé. Parce que Tao Chou traversa trois fois le pont sur les sources chaudes de Tsunghoua, fronça les sourcils trois fois, et prononça trois phrases cent ouvriers avaient à fournir chaque fois du travail supplémentaire pendant plusieurs jours. Trois millions de yuan furent dépensés seulement pour ce pont.

Tao Chou était aussi un fanatique de la danse. Afin de créer un endroit idéal pour la danse, il dépensa quatre millions de yuan pour la construction d'une salle de danse ». (Rebelles Rouges de Canton, n° 3, 15 janvier 1967).

Gageons que les travailleurs n'ont guère prisé ces libéralités — à un moment où tout le peuple devait se serrer la ceinture ! — même à l'époque où Tao Chou était encore un fidèle « compagnon d'arme » de Mao Tse-toung, et un thuriféraire de la « pensée de Mao »...

Finalement, depuis plusieurs années couvait dans la société chinoise un conflit de générations qui était, lui aussi, source de grave tension. Le nombre d'étudiants de l'enseignement moyen et universitaire approche en Chine de 20 millions ; le nombre de postes à pourvoir dans l'ensemble du secteur étatique (économie, appareil d'Etat, armée, organisations de masse, etc.) ouverts à ces cadres ne dépasse sans doute pas 5 millions. Encore ces postes étaient-ils occupés pour la plupart par des hommes qui n'étaient pas sur le point de s'effacer sous l'effet de l'âge, ayant été nommés en majorité pendant la période 1950-1958. Pour une masse de jeunes, l'avenir professionnel semblait bouché ; pour eux il n'y avait même pas

la perspective de trouver à brève échéance une place d'ouvrier industriel. Le seul avenir, celui d'un retour à la terre, était une perspective d'autant moins alléchante

qu'on avait goûté une première fois à la vie urbaine. Il n'était donc guère difficile d'enflammer dans cette jeunesse l'esprit de révolte contre les bureaucrates (5).

DIVERGENCES AU SEIN DU P.C. CHINOIS

Ces tensions sociales, ensemble avec le contexte international dans lequel évoluait la révolution chinoise, constituent l'arrière-fond des divergences qui ont progressivement surgi au sein du noyau dirigeant, et qui ont abouti à l'éclatement complet de ce noyau, à travers la « grande révolution culturelle ».

Il n'est pas facile de reconstituer l'histoire de ces divergences. D'abord, la direction maoïste ne laisse filtrer aucune information directe sur les opinions réelles de ses différents adversaires. Sous prétexte de ne pas donner la parole aux « représentants de la bourgeoisie qui se sont infiltrés dans le sein du Parti », elle étouffe systématiquement leurs opinions. On n'en connaît la teneur que par le reflet (déformé et parfois carrément falsifié) de ces opinions dans les polémiques des partisans de la fraction de Mao Tse-toung.

Ensuite, les diverses oppositions se gardent bien d'exprimer franchement leurs opinions, du moins à quelques exceptions près (6). Elles se gardent surtout d'attaquer le mythe de Mao, à la formation duquel elles ont presque toutes participé, et ne mènent de polémiques qu'à mots couverts, par le biais, en usant de nuances dont l'interprétation est dès lors fort sujette à caution.

Il est possible que des révélations postérieures modifient l'image des différentes tendances, telle que nous pouvons la reconstituer par recoupements, dans l'état actuel des informations dont nous disposons. Néanmoins, le profil général des di-

verses tendances ressort déjà assez nettement de ces recoupements.

Il y eut d'abord la tendance Peng Te-huai qui opposa une ligne assez cohérente à celle de la majorité du C.C.. Elle s'est manifestée au Plénum du C.C. de Lushan d'été 1959 (7). Le maréchal Peng Te-huai s'y est opposé à la politique du « grand bond en avant » et a réclamé un recul radical par rapport aux objectifs excessifs d'industrialisation et d'appropriation du surproduit agricole. Probablement (ceci est déjà plus sujet à caution), Peng Te-huai avait également défendu une orientation plus conciliatrice à l'égard de la bureaucratie soviétique, surtout dans le but d'obtenir le rétablissement de l'aide économique et militaire du Kremlin à la Chine.

Dans le débat du C.C. de Lushan, tous les adversaires actuels de Mao semblent s'être opposés à Peng Te-huai, tout en suggérant à Mao d'emprunter des parties du programme de Peng, surtout en ce qui concerne la politique économique. Les années 1960, 1961 et 1962 sont marquées par d'importants reculs des maoïstes, et des concessions successives aux paysans ainsi qu'aux intellectuels et techniciens. Pendant cette période, divers intellectuels et fonctionnaires moyens du Parti affirment en public des vues proches de celles de Peng Te-huai, mais sous une forme allégorique. Ce sont surtout des anecdotes et des pièces de théâtre historique qui sont utilisées pour formuler des critiques indirectes — assez transparentes pour les fonctionnaires du parti et les lettrés en général — à l'égard de la « ligne générale » de Mao. C'est ainsi que furent rédigés « *Hai Jui destitué* » de Wou Han, les « *Propos du soir à Yenchan* » de Teng Touo, et « *Hsieh Yao-huan* » de Tien Hau. On sait que la critique de ces écrits inaugura à proprement parler la « révolution culturelle ». Bien que les interprétations maoïstes de ces auteurs soient souvent malveillantes et excessives — surtout l'affirmation selon laquelle Wou Han et Teng Touo voudraient « restaurer le capitalisme » — il paraît vraisemblable que l'intention de critiquer par le biais la politique de Mao et de défendre Peng Te-huai et son groupe y était effectivement présentée (8).

Une deuxième tendance d'opposition apparut autour de Peng Chen, maire de Pékin, et membre puissant du Bureau Politique du P.C.C. Cette tendance ne fut

(5) A ces tensions sociales principales, il faut ajouter celle qui oppose la masse de la population urbaine aux survivants privilégiés de l'ancienne bourgeoisie, qui touchent quelque 50 millions de dollars par an d'intérêts et vivent souvent dans un grand luxe. Bien que les gardes rouges aient attaqué les restaurants et clubs que fréquentent ces anciens bourgeois, ainsi que leurs maisons, il n'y a pas d'indication pour le moment que Mao, si féru de combattre les « racines » du capitalisme dans les écrits de ses adversaires de fraction, ait supprimé ces avantages tangibles des capitalistes chinois réels ceux-là.

(6) Il faut cependant citer le cas de l'économiste Sun Ken-fang dont les conceptions nettement hostiles à celles de Mao ont été rendues publiques. Voir à ce propos Livio Maitan : La « grande révolution culturelle » (*Quatrième Internationale*, n° 29, novembre 1966).

(7) Voir l'éditorial du *Renmin Ribao*, 1^{er} juillet 1966.

(8) Voir l'article du « *Jiefang Ribao* » de Shanghai, 10 mai 1966, reproduit dans *Pékin-Information*, 30 mai 1966.

pas opposée au lancement de la « révolution culturelle » ». Au contraire, la publication tardive d'une circulaire que le Comité Central avait envoyée aux bureaux régionaux, provinciaux, municipaux et départementaux du Parti à la date du 16 mai 1966 apprend que c'est Peng Chen en personne qui dirigea un groupe de cinq membres, chargé par le C.C. de surveiller la révolution culturelle. C'est en cette qualité que Peng Chen rédigea un rapport sur « la discussion académique en cours », qui fut publié le 12 février 1966 à l'intérieur du P.C. (9). Au sein de ce « groupe des cinq », des divergences apparurent entre une majorité dirigée par Peng Chen et une minorité dirigée par Kang Sheng. Mao Tse-toung et la majorité du C.C. (y compris Liu Shao-chi et Teng Hsiao-ping) appuyèrent Kang Sheng contre Peng Chen. Le rapport du 12 février 1966 fut révoqué. La campagne contre Peng Chen et tout le groupe du comité municipal du P.C. de Pékin se déclencha.

Quelle était la nature réelle des divergences entre Peng Chen et la majorité du C.C. ? Il n'y a aucune preuve que Peng Chen appuya les vues de Peng Te-huai en matière de politique économique ou internationale ; ses convictions anti-khrouchtchéviennes semblent démontrées. La rumeur lui attribue même la paternité de quelques-uns des articles-réponses les plus virulents du C.C. contre la « lettre ouverte » du C.C. du P.C. soviétique. On peut être convaincu que, si Peng Chen avait écrit la moindre chose de nature à étayer l'accusation d'avoir défendu une ligne droite khrouchtchéviennne (sans parler de l'accusation calomniatrice d'être contre-révolutionnaire ou partisan de la restauration du capitalisme), la presse maoïste l'aurait citée avec avidité.

En fait, la circulaire du 16 mai 1966 adresse au rapport de Peng Chen du 12 février 1966 des critiques non seulement le plus souvent byzantines mais qui relèvent à proprement parler de sophismes grossiers. Ainsi la circulaire maoïste reproche à Peng Chen d'avoir écrit que :

« la discussion dans la presse ne devrait pas être limitée aux questions politiques, mais devrait approfondir pleinement les diverses questions académiques et théoriques ».

(9) La circulaire a été reproduite dans le n° du 17 mai 1967 du bulletin quotidien de Londres de *Hsinhua News Agency* (à laquelle nous nous référerons par la suite comme à H.N.A.).

(10) A l'occasion du 16^e anniversaire de la R.P. de Chine, Peng Chen affirmait : « Dans ces circonstances, il est d'autant plus nécessaire pour les cadres des différents échelons de savoir écouter l'opinion des masses, et de permettre aux différentes opinions de pleinement se manifester. » (Voir F. Charlier : « La purge s'étend en Chine Populaire », *Perspective Mondiale*, vol. I, n° 5).

ainsi que la phrase suivante :

« Il est nécessaire non seulement de battre l'autre côté politiquement, mais aussi de le dépasser et de le battre de loin également d'après les critères académiques et professionnels ».

Les auteurs de la circulaire en tirent la conclusion insensée que Peng Chen « viole » ainsi la règle selon laquelle chaque débat idéologique est un débat politique. Il suffit de relire les phrases mêmes qu'on reproche à Peng Chen pour s'apercevoir qu'il n'en est rien. Peng Chen se contente simplement de défendre un principe élémentaire de toute discussion théorique, maintes fois affirmé par Marx, Engels et Lénine, selon lequel *il ne suffit pas de condamner une théorie comme fausses de nature de classe réactionnaire, bourgeoise, etc., mais qu'il faut aussi démontrer le caractère erroné de cette théorie dans le cadre même des disciplines scientifiques impliquées dans la polémique, en s'appropriant la matière de ces disciplines et en démontrant que le marxisme combine une meilleure connaissance de cette matière avec une méthode supérieure d'explication et d'organisation de cette matière. Les meilleures œuvres de critique marxiste — à commencer par « les théories de la plus-value » de Marx — sont nées de cette appropriation réelle de la matière critiquée. Marx a d'ailleurs explicitement rejeté comme étrangère à sa méthode la technique qui consiste à « réfuter » des théories d'après des critères préconçus, sans faire la démonstration sur le terrain scientifique (c'est-à-dire économique, sociologique, historique, esthétique, etc.) de leur caractère erroné. La dénonciation du caractère de classe doit compléter cette démonstration ; elle ne peut jamais la remplacer. Peng Chen est ici dans l'orthodoxie marxiste-léniniste : les maoïstes lui opposent une révision schématique, mécaniste et vulgaire du marxisme.*

Ce qui subsiste dès lors des accusations lancées contre Peng Chen, c'est le « démocratisme » et le « libéralisme pourri » de ces conceptions d'organisation, le fait qu'il a osé lancer la formule « chacun est égal devant la vérité » que les maoïstes définissent imprudemment comme un slogan bourgeois en disant qu'il n'y a que des « vérités de classe » (comme si l'idéologie bourgeoise était vraie !), et qu'il a plaidé pour le respect d'un minimum de normes de démocratie prolétarienne au sein des masses (10).

Le fait que certains des écrivains et des cadres visés étaient des collaborateurs de Peng Chen ; que celui-ci les condamnait politiquement, tout en voulant les protéger contre des sévices, a probablement contribué à faire adopter ces positions au maire de Pékin. Mais il est tout

aussi possible qu'il était partisan d'une démocratisation majeure du Parti, de l'appareil d'Etat et de l'appareil militaire, et qu'il était en train d'organiser une tendance ayant une telle plate-forme (11).

Une troisième tendance d'opposition, dirigée par Liu Shao-chi et Teng Hsiao-ping, apparaît vraisemblablement au Plénum d'août 1966 du C.C. Ici, les allusions des commentateurs maoïstes à des divergences précises sont plus nombreuses et portent essentiellement sur la politique agricole. Liu Shao-chi est notamment accusé d'avoir voulu élargir les lopins privés, encourager la production marchande, étendre la part du produit net des communes qui est distribuée aux paysans aux dépens de la part qui sert à des fins d'accumulation, fixer des normes de production par ménage paysan, etc. Certaines de ces accusations sont manifestement mensongères et contradictoires. Mais il n'y a pas de raisons de supposer que ces divergences sur la question agricole sont inventées de toute pièce. Au contraire, la violence extrême de la lutte publique contre Liu Shao-chi et Teng Hsiao-ping laisse supposer que les divergences touchent des questions fondamentales de la politique du P.C. Il n'est pas de question davantage de nature à cristalliser des divergences violentes en Chine que celle de l'attitude à l'égard de la paysannerie.

La logique interne des débats sur cette question des années 1958-1963 conduit à une conclusion analogue. Liu Shao-chi a appuyé la ligne du « grand bond en avant » avec Mao. Mais il s'est identifié plus que Mao à la politique de repli, dès que la résistance paysanne s'est exprimée par une chute catastrophique de la production agricole. Il a même remplacé Mao à la tête de la R.P. de la Chine, à cette occasion. Grâce à ce repli, la production agricole s'est rapidement redressée et a repris sa marche en avant. Dès lors se posait en 1965-66 un problème comparable à celui qui s'était déjà posé en 1957-58 : à quel rythme et dans quelles proportions le surproduit agricole doit-il être pris aux paysans pour servir de fonds d'accumulation pour une industrialisation accélérée ? Incontestablement la première réponse de la majorité du C.C. est allée

(11) On peut trouver un soutien de cette hypothèse dans le fait que le vice-premier ministre Ho-loung, que des dénonciations des gardes rouges ont associé à Peng Chen, est l'auteur d'un article assez remarquable par les thèses démocratiques qu'il défend : « La Tradition Démocratique de l'Armée Populaire de Libération de Chine ».

(12) Cfr l'article paru dans « Hongqi » (« Le Drapeau Rouge ») de mars 1967 qui affirme que le « groupe de travail » à l'Université de Tsing-hua aurait renvoyé 70 % des cadres.

dans le sens de la prudence. Les objectifs du III^e plan n'ont pas été publiés ; mais ils ne semblent guère comporter de nouveaux « bonds en avant » de la production industrielle. Il n'y a pas de signe qu'on veuille brûler les étapes. La « rectification » du « grand bond en avant », qui consiste à considérer le développement de l'agriculture comme la base de la croissance économique, est intégralement conservée.

Mais, ces hommes d'appareil que sont Liu Shao-chi et Teng Hsiao-ping qui se rappellent combien la Chine a frôlé la catastrophe en 1959-1961 ont pu déceler dans le cadre de la « révolution culturelle », de la campagne pour « mettre la politique aux postes de commande de l'agriculture », de la tendance à considérer que n'importe quel problème économique peut être résolu grâce à l'application de la « pensée de Mao Tse-toung », des signes inquiétants d'un renversement de la vapeur, sur le terrain de la politique paysanne également. Il n'y a pas de doute que l'extension des méthodes volontaristes à l'agriculture, l'adoption de formules incantatoires du genre de « faire passer les intérêts publics avant les intérêts privés » risquaient de tendre de nouveau les rapports avec la paysannerie. Des indices commençaient à apparaître que l'on recourait à des formules nuisibles et réactionnaires pour l'agriculture. Il est probable que Liu et Teng avaient poussé une pointe, au cours du Plénum d'août 1966, pour qu'on laisse les paysans en dehors de la « révolution culturelle » qui avait d'ailleurs peu touché les campagnes jusqu'à ce moment là.

La fraction maoïste a d'autre part accusé Liu Shao-chi et Teng Hsiao-ping d'avoir abusé, au cours de la période mai-juillet 1966, de la méthode des « groupes de travail », envoyés par l'appareil central du parti dans les universités et les écoles ainsi que dans certaines entreprises et administrations, pour y canaliser et diriger la « révolution culturelle ». Ces accusations dégagent généralement un ton hystérique et fractionnel ; elles sont aussi tout à fait contradictoires. Liu et Teng sont accusés à la fois d'avoir « dirigé le feu contre les masses révolutionnaires », et d'avoir voulu « éliminer la grande majorité des cadres » (12). Il est vraisemblablement exact qu'en appliquant la « révolution culturelle », ils avaient voulu conserver un certain nombre de normes organisationnelles, par exemple la règle de ne pas porter en public les divergences au sein des comités des partis, avant que le parti n'eût lui-même tranché celles-ci, et que, ce faisant, ils se soient heurtés aux éléments les plus critiques des étudiants, tout en se montrant aussi, sinon plus

durs que les maoïstes envers les éléments politiquement suspects de « démocratisation » et de « libéralisme pourri ».

Finalement, sans que ce problème ait soulevé jusqu'ici d'échos dans la presse chinoise, on peut supposer que, dans la question du front unique avec l'U.R.S.S. pour la défense du Vietnam, Liu Shao-chi et Teng Hsiao-ping, ainsi d'ailleurs que que Peng Chen et son groupe, avaient une position un peu plus souple que celle de Mao. Il existe à ce propos un témoignage assez clair de la part de la délégation du P.C. japonais qui a visité la Chine au début de 1966, et qui a négocié avec les dirigeants du P.C. chinois. Selon ce témoignage, ces négociations auraient échoué du fait de l'insistance de Mao à refuser toute forme d'unité d'action avec les dirigeants soviétiques. Tous les autres dirigeants du P.C.C., y compris Chou En-lai, auraient accepté à cette occasion un communiqué commun qui s'abstenait des attaques virulentes habituelles contre Moscou à la seule exception de Mao. C'est ainsi qu'est intervenue la rupture entre le P.C. japonais et le P.C. chinois.

La fraction maoïste présente aujourd'hui les choses comme si toute l'opposition avait été unie dès le départ et que Mao aurait réussi à la découper en tranches selon la « tactique du salami ». Wan Han et Teng Touo n'auraient jamais osé aller aussi loin s'ils n'avaient reçu un encouragement de Peng Chen, qui ne se serait pas engagé dans cette lutte sans l'appui secret de Liu Shao-chi et de Teng Hsiao-ping. Comme Wou Han et Teng Touo étaient fondamentalement d'accord avec Peng Te-huai, il y aurait donc eu un « bloc » sinon une « conspiration » Peng Te-huai, Peng Chen, Liu Shao-chi, Teng Hsiao-ping. Certains commentateurs bourgeois défendent une conception analogue.

Contre cette hypothèse plaide le fait qu'une telle combinaison aurait eu l'appui d'une majorité au Bureau Politique et du Comité Central, et d'une majorité à la tête de l'Armée populaire de Libération. On voit mal pourquoi cette majorité ne se serait pas manifestée nettement, pour sauver, sinon Peng Te-huai, du

(13) Si l'on veut une preuve de l'antikhrouchtchevisme frénétique de Liu Shao-chi, accusé aujourd'hui d'être le « Khrouchtchev chinois », il suffit de se référer au discours qu'il a prononcé le 28 avril 1966 en pleine « révolution culturelle », lors de la réception en honneur de Mehmet Chehou et de la délégation albanaise arrivée en Chine : « Les révisionnistes modernes soviétiques sont allés de plus en plus loin dans la voie de la capitulation devant l'impérialisme. Ils ont dégénéré au point de devenir des renégats du marxisme-léninisme et des complices de l'impérialisme américain. » *Pékin-Information*, 9 mai 1966).

(14) Toutes ces citations proviennent de *Pékin-Information*, 15 août 1966.

moins Peng Chen. Nous ne croyons donc pas que cette vue soit correcte. Nous croyons au contraire que la fraction maoïste fait un amalgame délibéré entre des tendances assez nettement droitières comme celle de Peng Te-huai, une tendance plutôt « libéralisante » sans pour cela être droitière comme celle de Peng Chen et une fraction gauchiste prononcée, bien que plus prudente dans certains domaines que Mao, comme la fraction Liu Shao-chi-Teng Hsiao-ping (13).

Ce qui semble par contre exact, c'est qu'au Plénum d'août 1966, il n'y avait pas de majorité pour condamner Liu Shao-chi et Teng Hsiao-ping, et que la fameuse résolution en seize points issue de ce Plénum est le résultat d'un compromis qui la rend assez contradictoire. Nous reviendrons sur cet aspect du problème lorsque nous analyserons les contradictions de l'idéologie maoïste. Nous voudrions souligner pour le moment le dernier paragraphe du point 11 de cette résolution :

« Toute critique à faire nommément dans la presse doit être soumise aux discussions du comité du Parti au même échelon, et dans certains cas, à l'approbation du comité du Parti à l'échelon supérieur ».

Ce paragraphe explique sans doute pourquoi, pendant plusieurs mois, la fraction maoïste, tout en attaquant publiquement Liu Shao-chi et Teng Hsiao-ping ne les a désignés qu'au moyen de périphrases (« la première personne en position d'autorité qui, tout en étant du parti, a pris la voie du capitalisme ») sans jamais les nommer explicitement. Il faut aussi mettre en évidence la contradiction manifeste entre les points 6 et 7 de cette résolution, qui affirment le droit de tous les membres du parti, et de tous les membres du peuple, à participer librement au débat.

« Exception faite des contre-révolutionnaires actifs contre qui jouent des preuves évidentes et qui sont coupables de meurtre, d'incendie, d'empoisonnement, de sabotage, de vol de secrets d'Etat, etc., et dont les cas sont à régler conformément à la loi »,

et le dernier paragraphe du point 8 qui implique que les membres du parti dénoncés comme « droitiers » n'auront pas le droit à la parole, même s'ils n'ont commis aucun des crimes que nous venons d'énumérer :

« Les droitiers antiparti et antisocialistes doivent être complètement dénoncés, abattus, mis hors d'état de nuire et discrédités, et leurs influences liquidées ». (14)

DU MOUVEMENT DES « GARDES ROUGES »

Nous venons de voir que les divergences entre Mao et Liu Shao-chi commencèrent à se manifester pendant la période qui va de mai 1966 au Plénum d'août 1966. C'est pendant cette même période que le mouvement des gardes rouges a commencé à être préparé, par le lancement des *dazibao* (affichés à gros caractères), le 1^{er} juin, à l'Université de Pékin. Ainsi a été déclenché un mouvement qui a pris un caractère de masse colossal — on a parlé de 20 millions de gardes rouges! — et dont la portée sociale et politique doit être précisée.

La signification objective de la formation des gardes rouges est évidente: au moment où Mao se heurte à une opposition qui, cette fois-ci rassemble une grande partie des cadres du Parti et de l'Etat il s'adresse délibérément par-dessus la tête de ces cadres, à de larges masses. Que cet appel soit simplement une manœuvre pour assurer, à tout prix, son pouvoir au sein du parti et de l'Etat, ou qu'il exprime une angoisse sincère pour le sort de la révolution chinoise menacée de dégénérescence, cette question n'a pas beaucoup d'importance pour déterminer la signification sociale du mouvement des gardes rouges, puisqu'elle ne se pose au fond que sur le plan de la psychologie individuelle de Mao. Ce qui importe, c'est que des appels ont été lancés aux masses pour qu'elles agissent afin d'empêcher pareille dégénérescence et que la réponse de ces masses a non seulement dépassé ce que Mao Tse-toung pouvait attendre d'elles, mais a surtout largement débordé les objectifs fixés à cette mobilisation par la fraction maoïste elle-même.

Cette fraction s'est d'abord presque exclusivement adressée à la jeunesse étudiante des lycées et des universités. Les raisons qui plaident en faveur de cette sélection sont faciles à comprendre. Pour mobiliser ces jeunes, il était tout au plus nécessaire de fermer les écoles. Pour mobiliser sur la même échelle et avec la même durée les travailleurs, il aurait fallu désorganiser sinon arrêter la production industrielle. Moins politisés que les

ouvriers d'avant-garde, surtout ceux qui étaient membres du P.C. ces jeunes pouvaient être plus facilement endoctrinés dans un sens étroitement fractionnel, et plus facilement accepter certaines accusations contre des dirigeants de longue date du Parti et de l'Etat, que ne le feraient des travailleurs qui gardaient le souvenir de l'histoire de la Révolution chinoise.

Ce qui fut sans doute déterminant dans ce choix, ce fut la conviction des maoïstes que la jeunesse étudiante serait beaucoup plus susceptible que les travailleurs d'accepter une *mobilisation des masses* qui, partant d'un appel à se révolter contre les autorités en place c'est-à-dire contre la bureaucratie, se laisserait canaliser vers une réforme de la bureaucratie et non vers son renversement. Pour s'en apercevoir, il suffit de voir les précautions prises pour empêcher que la mobilisation des gardes rouges ne déborde ce cadre, précautions qui s'expriment notamment dans l'ambiguïté de la fraction maoïste à l'égard des cadres (16). Il s'agissait donc au fond d'une *mobilisation partielle* et non d'une mobilisation générale des masses, d'un mouvement qui devait exercer une pression sur la bureaucratie, beaucoup plus que d'un mouvement qui devait la balayer.

Ces traits spécifiques du mouvement des gardes rouges ne sont pas apparus clairement, dès le départ, aux yeux de la jeunesse et du prolétariat chinois. A fortiori ont-ils échappé à la plupart des observateurs étrangers. Le mouvement apparut au contraire comme un déchaînement de forces élémentaires de millions de jeunes, déchaînement que les uns considéraient comme destructeur et les autres comme constructif, selon leur compréhension des problèmes actuellement posés devant la Révolution chinoise. Ceux qui croient que ce déchaînement fut contrôlé, téléguidé et canalisé à chaque phase de l'action des gardes rouges, se trompent lourdement. Des faits incontestables démontrent une très grande diversité d'opinions, une très large autonomie d'action, un foisonnement d'affiches, de journaux ronéotés ou imprimés, et d'organisations créées sur la base d'idées différentes. Malgré les excès commis et le culte de Mao dans lequel a baigné l'ensemble du mouvement, ce foisonnement d'idées et d'expériences constitue sans doute pour des milliers de jeunes Chinois une expérience sans précédent comparée surtout à l'évolution de la jeunesse dans la plupart des autres Etats ouvriers bureaucratiquement déformés ou dégénérés.

Ceux qui avancent l'hypothèse d'un

(15) Les maoïstes se sont clairement prononcés contre tout déplacement des ouvriers à l'image de celui des gardes rouges (*Renmin Ribao*, 12 février et 14 février 1967).

(16) Comment peut-on concilier le slogan selon lequel « la rébellion est justifiée » et celui qu'il faut réaliser « l'unité de plus de 95 % des cadres » (éditorial de *Renmin Ribao*, dans *Pékin-Information*, 17 avril 1967? Et pourquoi faut-il mobiliser des millions de gens pour éliminer seulement « une poignée de responsables »?

mouvement entièrement téléguidé et contrôlé aux seules fins de la fraction maoïste ne peuvent donner une *explication sociale* de cette mobilisation des jeunes. Le fait de fermer les écoles et d'accorder des tickets gratuits de voyage ne suffit tout de même pas pour expliquer pourquoi d'immenses masses de jeunes sont passées à l'action politique. De nombreux régimes réactionnaires ont essayé de mobiliser des jeunes à l'aide de quelques avantages matériels, et n'ont pas réussi à obtenir des résultats (qu'on pense à l'échec total du régime franquiste de reconquérir une base dans la jeunesse estudiantine au cours des dix dernières années). Et ceux des mouvements réactionnaires qui ont, dans le passé, réussi à conquérir pareille base (notamment les nazis en Allemagne) l'ont fait beaucoup moins grâce à des avantages matériels qu'au fait que leur démagogie répondait à des exigences ouvertes ou cachées de couches sociales déterminées.

C'est dans le même sens qu'il faut interpréter le succès incontestable de Mao Tse-toung dans la mobilisation de la jeunesse estudiantine chinoise. Les thèmes sur lesquels elles se faisaient correspondaient à des préoccupations réelles d'une jeunesse au sein de laquelle la ferveur révolutionnaire (notamment les nazis en Allemagne) l'ont fait beaucoup moins grâce aux développements internationaux de la révolution : rébellion contre les autorités bureaucratiques en place ; démocratie des larges masses ; égalitarisme ; révolution mondiale ; lutte contre l'embourgeoisement des gens en place (17).

Comme nous avons essayé de le démontrer plus haut, ces préoccupations idéologiques correspondent à des intérêts matériels très tangibles : la jeunesse estudiantine était d'autant plus facile à mobiliser contre les « autorités », que celles-ci lui barraient en grande partie la route des débouchés professionnels, à la fin de ses études.

Mais si la fraction maoïste ne s'était

(17) H.N.A. a diffusé le 6 avril 1967 à Pékin une interview, d'un Américain habitant en Chine, Erwin Engst, affirmant formellement que les différences de salaires qui s'échelonnaient, selon lui, de 1 à 8 ne sont pas conformes aux principes de la Commune de Paris et devraient être graduellement réduites.

(18) Exemple particulièrement odieux : la manière dont le journal de Pékin *Ching kangshan* du 11 janvier 1967 glorifie le fait que des gardes rouges ont « capturé » la femme de Liu Shao-chi par ruse, en l'attirant dans un hôpital, en lui faisant croire que sa fille avait été victime d'un grave accident.

pas trompée en présumant possible de jeter des millions de jeunes dans la bataille fractionnelle, elle s'était trompée sur sa capacité de canaliser progressivement cette mobilisation grâce à la primauté absolue accordée dès le départ à la « pensée de Mao Tse-toung » — primauté que les diverses oppositions encore présentes ne mettaient aucunement en question. Mao Tse-toung a été en quelque sorte victime de sa propre légende. Il a largement sous-estimé la nature explosive des thèmes jetés en pâture aux masses estudiantines. Il a sous-estimé surtout la résurrection rapide de l'esprit critique, au sein d'un vaste mouvement de masse qui ne pouvait pas ne pas pousser des milliers de jeunes sur la voie d'une prise de conscience des aspects contradictoires de l'idéologie maoïste et qui aboutirait à une remise en question du pouvoir de la bureaucratie dans son ensemble, y compris de sa fraction maoïste. Il a surtout sous-estimé les effets psychologiques de la mobilisation des gardes rouges sur les autres fractions de la bureaucratie, à commencer par les groupes puissamment retranchés dans divers bureaux régionaux.

S'apercevant que le compromis d'août 1966 était violé, notamment que le point 6 de la résolution du 8 août, prévoyant explicitement qu'« on doit avoir recours au raisonnement et non pas à la contrainte ou à la coercition » n'était pas respecté par les groupes maoïstes extrémistes parmi les gardes rouges et que ceux-ci commençaient à utiliser des méthodes de pression physique ou morale de plus en plus odieuses à l'égard des opposants (18), ces autres fractions ont commencé à leur tour à faire appel aux masses. Comme une partie de la population laborieuse adulte voyait sans grande sympathie l'incursion des jeunes dans toutes les sphères de la vie sociale, y compris la vie industrielle, les adversaires de Mao ont essayé de créer une base de masse dans la classe ouvrière, en lui faisant des concessions économiques et en la poussant à formuler ses propres revendications. Du même coup, la fraction maoïste était obligée à son tour d'étendre la mobilisation des masses aux entreprises, les « rebelles révolutionnaires » faisant leur apparition à côté des gardes rouges. La crise aiguë de décembre 1966-janvier 1967, et le tournant qu'elle a imposé à la fraction maoïste, sont nés de cette dialectique interne du mouvement des gardes rouges. On ne pouvait plus triompher dans la légalité du Parti, ni par la seule pression des gardes rouges. Il fallait donc « prendre le pouvoir » grâce à l'intervention de l'armée, partout où les comités du Parti restaient hostiles à Mao.

LE TOURNANT DE JANVIER 1967

Des raisons impérieuses ont obligé la fraction maoïste à modifier son attitude à l'égard des gardes rouges, à passer à la répression ou à la suppression de son aile gauche non conformiste, ou de ses groupes pro-Liü Shao-chi (19). Le mouvement des gardes rouges échappait de plus en plus à son contrôle. Une partie de la classe commençait à se mettre en mouvement de manière autonome. La paysannerie risquait même d'être entraînée à son tour dans le mouvement. Devant le risque d'un débordement général, la fraction Mao a essayé de renverser la situation et de rétablir une alliance avec une partie majoritaire de la bureaucratie. L'armée est intervenue de manière massive, afin de sceller la « triple alliance pour la prise du pouvoir », qui devrait réunir les « organisations révolutionnaires » (c'est-à-dire maoïstes), la partie des cadres que les maoïstes pouvaient gagner, et les dirigeants de l'armée. La nécessité de ramener le peuple au calme et de surmonter le chaos a été un des arguments principaux utilisés, dans le cadre de cette lutte pour la « prise du pouvoir » (20).

On peut citer de multiples exemples du débordement de la fraction maoïste par une partie du mouvement des gardes rouges qui échappait à son contrôle. Nous nous contenterons de citer ici les faits les plus révélateurs mentionnés par la presse maoïste elle-même. Celle-ci a énuméré les organisations de « gardes rouges » ou de « rebelles révolutionnaires » qu'elle considère contre-révolutionnaire, notamment :

— « L'Armée des Gardes Rouges » et « Le Détachement des Milices Ouvrières » dans la province de Kouéichow (dépêche de *Hsinhua-News Agency*, publiée en Chine et non à l'étranger, le 22 février 1967; cette dépêche affirme d'ailleurs que ces organisations sont « relativement puissantes »);

— Le « Quartier-Général de la Fédération des Rebelles Révolutionnaires parmi les Travailleurs de la Province de Shantung », à Tsinan (*HNA*, dépêche du 1^{er} mars 1967, publiée à Tsinan);

— Le « Corps de Combat du Premier Août » (aussi appelé « Corps de Combat pour la Pensée de Mao Tse-toung du Pre-

mier Août ») à Canton, dénoncé dans une circulaire du commandement militaire provincial de Kouantoung datée du 1^{er} mars 1967;

— Le « Comité d'Unité d'Action des Gardes Rouges de Pék'n » (dénoncé dans le quotidien de Pékin *Ching-kang-shan* du 23 janvier 1967);

— « L'Armée du Drapeau Rouge » à Harbine (Mandchourie), dénoncée dans la province d'Heilungkiang (Mandchourie), dénoncé dans le « *Renmin Ribao* » de Pékin, du 26 mars 1967);

— des organisations « royalistes » dont le nom n'est pas précisé dans l'usine de bicyclettes de Harbine (dépêche *H.N.A.* de Harbin du 11 avril 1967);

— le « Comité Préparatoire de la Révolution Culturelle » dans la centrale électrique de Harbine (« *Renmin Ribao* ») du 27 février 1967, etc.

Ces organisations, nées d'abord sur le plan de l'entreprise, département ou de l'école, se constituent presque toujours sur le plan local et s'efforcent de se fédérer sur le plan régional et inter-régional. Ainsi, le « Corps de Combat du Premier Août » de canton est accusé dans la circulaire militaire précitée d'avoir « défendu le « *Jung Fu Chün* » — une organisation contre-révolutionnaire de la province d'Heilungkiang, et d'avoir fabriqué des rumeurs calomnieuses à l'égard des unités de l'Armée Populaire de Libération, les accusant d'avoir supprimé la gauche révolutionnaire ».

Elles finissent même par se constituer quelquefois en organisations nationales, comme il ressort clairement d'une décision du Conseil d'Etat et du Comité Central du P.C.C. du 12 février 1967, qui ordonne la dissolution de toutes ces organisations nationales, « dont un petit nombre furent constituées par des propriétaires fonciers, des paysans riches, des contre-révolutionnaires, de mauvais éléments et des droitiers ».

Un organe maoïste, le *Ti-yü Chan-hsien* (« Le Front de Combat de la Culture physique »), énumère les organisations nationales « contre-révolutionnaires » que voici : « Le Quartier National du Corps Rebelle de l'Armée pour éliminer l'idéologie bourgeoise »; « Le Corps National des Rebelles Rouges des Fermes d'Etat »; le « Corps National Rebelle Général des Travailleurs Rouges »; « La Section Chinoise de l'Armée Internationale des Gardes Rouges », etc.

Ces groupes anti-maoïstes parmi les « rebelles révolutionnaires » ne se sont pas contentés de rédiger des affiches et des journaux considérés comme « déviationnistes ». Ils ont également mené une lutte directe, notamment contre la répres-

(19) Le journal de Pékin *Ching-kang-shan* du 23 janvier 1967 affirme que le soir du 22 janvier 1967, plusieurs centaines de gardes rouges ont manifesté derrière le drapeau du « Comité d'unité d'action des gardes rouges de la Capitale », en criant : « A bas le groupe de la Révolution Culturelle du Comité Central ! », « Vive Liü Shao-chi ! ».

(20) Voir à ce propos le « Message du peuple de Tsinghao » après la « prise du pouvoir » maoïste (*Wen-hui Pao* de Hong-Kong, 31 janvier 1967).

sion. Les sources mentionnées plus haut les accusent d'avoir pris d'assaut des prisons à Tsinan, à Canton, à Pékin et à Harbiné; d'avoir voulu créer une organisation des « victimes de la répression » à Canton; d'avoir à Pékin organisé une manifestation de masse sur la Place de la Paix Céleste elle-même; d'avoir pris d'assaut l'imprimerie du Renmin Ripao à Pékin.

Le cas du « Corps National Rebelle Général des Travailleurs Rouges » mérite une mention spéciale, car il est nommé cité et dissous par décret du Conseil d'Etat et du C.C. du P.C.C. du 17 février 1967. Il s'agit apparemment d'une organisation nationale de travailleurs intérimaires et de travailleurs sans contrat, qui avaient organisé une grande concentration et manifestation nationale à Pékin pour réclamer le paiement des salaires dus depuis 1958, ainsi qu'une modification de leur statut. Ces travailleurs intérimaires sont parmi les moins protégés des travailleurs chinois et, depuis plusieurs années, les communes avaient pris l'habitude de les « louer » à des entreprises industrielles manquant de main-d'œuvre, pour des salaires de famine. Ils réclamaient en fait une égalisation de statut avec les salariés permanents. Des observateurs étrangers ont parlé d'une manifestation extrêmement impressionnante, dans le silence. L'hebdomadaire indien de gauche *Link* parle de plusieurs centaines de milliers d'ouvriers arrivant à Pékin (22 janvier 1967).

Cet exemple montre qu'il y a au moins des cas précis où la fraction Liu Shao-chi de la bureaucratie a fait appel à des masses prolétariennes dans la lutte. Car il apparaît du décret du 17 février 1967 que le « Corps National Rebelle » en question, a organisé cette manifestation en étroite collaboration avec les bureaucrates syndicaux liés à Liu Shao-chi. La presse mentionne d'ailleurs un grand nombre de cas où ces bureaucrates « anti-parti » auraient incité les travailleurs à faire grève : dans les fermes d'Etat (*H.N.A.* dépêche de Pékin, 21 février 1967), notamment dans la province de Kiangsou (*Renmin Ribao*, 19 février 1967); à Canton (le quotidien de Canton *Kouantoung Chan-pao*, 22 février 1967); grève des cheminots à Har-

bine (*H.N.A.*, dépêche de Pékin, 23 mars 1967); grève des ouvriers des transports, de l'électricité et de la distribution d'eau à Canton (l'organe de l'armée de Canton *Nan-fang Rifao*, 24 mars 1967), etc. Il s'agit chaque fois d'accusations adressées à des dirigeants locaux ou régionaux du P.C.C., qui semblent faire partie de la fraction de Liu Shao-chi.

Il faut naturellement tenir compte du fait que ces accusations peuvent être étroitement fractionnelles. Pour inciter l'armée à intervenir, il fallait démontrer que les « autorités » créaient le désordre jusqu'au point de « fomenter des grèves ». Une partie de ces grèves peuvent avoir été spontanées. Celles de Shanghai, qui ont conduit au mois de décembre 1966-janvier 1967 à une grève générale des transports et à de vastes grèves dans l'industrie (voir notamment l'aveu contenu dans le fameux « appel des 11 organisations de Shanghai » du 4 janvier 1967 paru dans *Renmin Ribao* du 9 janvier), l'ont été presque à coup certain (21). Il est d'autant plus improbable qu'elles aient été causées par des adversaires fractionnels de Mao que les dirigeants du comité municipal du Parti de Shanghai étaient des maoïstes fidèles, vers lesquels Mao s'était tourné pour déclencher la « révolution culturelle » à partir de leur ville, plutôt que de Pékin contrôlé par le groupe de Peng Chen. Nous n'en croyons pas moins qu'il y a eu des cas d'appels aux masses de la part des groupes de la bureaucratie attaqués par Mao. En dehors du cas précité des travailleurs temporaires, la presse maoïste cite un grand nombre d'exemples d'où il ressort que les cadres dirigeants du P.C.C. ont essayé de faire des concessions économiques aux masses ouvrières afin de les détourner de la fraction Mao. La campagne virulente « contre l'économisme », déclenchée à partir de janvier 1967, reflète les préoccupations que ces tentatives ont inspirées aux dirigeants du groupe Mao-Lin Piao (22).

Le sens de la « prise du pouvoir par la triple alliance » apparaît des facteurs que nous venons d'énumérer. Il s'agit de réprimer les groupements de jeunes et d'ouvriers qui ont débordé la fraction maoïste, de calmer l'inquiétude de la bureaucratie qui pouvait craindre que la « révolution culturelle » la visait dans son ensemble, de modifier les directions régionales de manière à renforcer les positions de la fraction maoïste tout en ramenant les groupements fidèles des gardes rouges dans le giron de l'orthodoxie, et de rétablir le calme dans les entreprises. A cette fin, on est allé jusqu'à faire occuper des usines par l'armée, notamment à Pékin (23). Les attaques contre les « excès de l'ultra-démocratie » des gardes rouges, contre « l'anarchisme », contre « l'esprit de pe-

(21) La presse étrangère, surtout japonaise a parlé d'une grève générale à Shanghai et à Nankin, et de grandes grèves à Wouhan Kink, Foochow, Chekiang et Shenyang. Nous nous bornons délibérément à ne citer que les sources chinoises.

(22) Lénine désignait sous ce terme la tendance qui consiste à croire que la lutte économique, syndicale des travailleurs suffit pour réaliser leur émancipation. L'idée de condamner sous ce vocable ces revendications elles-mêmes, ne lui serait jamais venue à l'esprit!

(23) Dépêche H.N.A. de Pékin, 24 mars 1967.

tit groupe », qui marquent la campagne de « rectification » de la « révolution culturelle » en cours depuis le début de 1967, confirment le sens général du tournant de janvier.

Tout cela est accompagné depuis plusieurs mois d'une campagne intensifiée d'abord contre Liu Shao-chi et Ten Hsiaping, puis contre Liu seul, campagne dont les outrances choquent sans aucun doute une bonne partie des membres du P.C.C., et se retournent d'ailleurs fatalement contre Mao Tse-toung lui-même (24).

« REVOLUTION CULTURELLE » ET DEGENERESCENCE BUREAUCRATIQUE

Le sens de la « révolution culturelle » se dégage ainsi de la succession des événements, bien que la partie soit loin d'être terminée et que de brusques tournants restent encore possibles.

Un conflit au sein de la bureaucratie a poussé plusieurs des fractions en présence à faire appel aux masses, par-dessus la tête des organismes de direction du Parti. La fraction maoïste s'est d'abord adressée aux jeunes, puis a été obligée de transplanter la lutte dans les usines lorsque des fractions adverses ont commencé à mobiliser des ouvriers. Ces mobilisations étaient de part et d'autre, des entreprises limitées, ayant pour but d'exercer une pression sur la direction du Parti, d'en modifier partiellement la composition et l'orientation politique. Il s'agissait de ten-

(24) L'éditorial cité plus haut de *Renmin Ribao*, reproduit dans *Pékin-Information* du 17 avril 1967, affirme froidement que Liu Shao-chi est le « représentant des intérêts de la bourgeoisie en Chine », qu'il « incarne » la ligne réactionnaire depuis 17 ans », que « l'ambition de cet homme, c'est de développer le capitalisme en Chine ». On se demande comment, dans ces conditions, Mao Tse-toung a permis qu'il devienne le président de la R.P. de Chine, fonction à laquelle il a été réélu le 3 janvier 1965. Le n° de *Pékin-Information* du 11 janvier 1965, illustré d'une grande photo montrant Mao Tse-toung et Liu Shao-chi côte à côte, et affirmant que « plus de 100.000 ouvriers, paysans, cadres du gouvernement, étudiants, soldats » se sont rassemblés pour célébrer l'heureux événement, est dès lors particulièrement discréditant... pour Mao. Peut-être l'ambition secrète de celui-ci a-t-elle été de placer en position n° 2 en Chine, et au poste de son successeur officiel, ce représentant de la bourgeoisie ? Il faut aussi dénoncer le caractère démagogique et malhonnête de la campagne lancée contre le livre de Liu Shao-chi : « *Pour être un bon communiste* ». La presse maoïste, qui attaque violemment ce livre « parce qu'il ne se place pas sur la position de la dictature du prolétariat », feint d'ignorer qu'il a été rédigé en 1939, et que l'année suivante la brochure de Mao : *La Démocratie Nouvelle*, qu'on porte aujourd'hui aux nues, non seulement « ne se place pas sur la position de la dictature du prolétariat », mais qu'on y condamne explicitement l'application en Chine, « à l'étape actuelle ».

Mais les nouveaux actes de coercition physique à l'égard des dirigeants oppositionnels les plus obstinés n'ont pas été signalés après les terribles scènes où Peng Chen et d'autres furent maltraités et traités comme des prisonniers devant des foules de gardes rouges qui les insultaient à Pékin, le 4 janvier 1967. On suppose généralement que Chou En-lai est intervenu avec force pour faire cesser ces excès, et que le groupe Mao-Lin Piao, qui avait besoin de l'appui de Chou, a cédé sur ce point.

tatives de réformer la bureaucratie — sans doute de la réformer radicalement de la part de Mao — non de l'abolir.

Mais cette lutte inter-bureaucratique a libéré d'immenses forces révolutionnaires contenues depuis longtemps, dans la jeunesse et le prolétariat, ce qui a conduit à des formes d'actions et d'organisations spontanées d'une partie des masses. Ainsi, à l'étape actuelle de l'évolution, les rapports de forces entre la bureaucratie et les masses se sont modifiés en faveur des masses, par un affaiblissement considérable de la bureaucratie. L'absence de répression sur grande échelle après l'explosion de janvier 1967 confirme cette appréciation. La fraction qui sortira victorieuse de la lutte s'efforcera sans doute de consolider le pouvoir de la bureaucratie. Mais cette stabilisation est peu probable avant une période assez longue de vicissitudes, tant sur le plan intérieur que sur le plan international.

Ici apparaît de la manière la plus frappante la différence entre l'évolution de l'Union soviétique après la mort de Staline, et l'évolution de la Chine au cours des dix dernières années. Les analogies formelles entre les méthodes de lutte d'appareil de Staline et de Mao ne manquent pas. Le parallélisme du « culte de la personnalité » de Staline et de Mao est particulièrement frappant. Mais, à partir du moment où l'on examine les deux processus non plus d'un point de vue formel mais d'un point de vue substantiel, quant à ses rapports avec les différentes forces sociales en présence, les différences sautent aux yeux.

L'établissement progressif de la dictature de Staline sur le P.C. de l'U.R.S.S. est un processus de consolidation progressive du pouvoir de la bureaucratie, une expropriation progressive du prolétariat de l'exercice du pouvoir politique. Staline s'élève en tant qu'incarnation de la bureaucratie. Cette élévation est possible

grâce à la passivité politique complète des masses. C'est ainsi que les forces bolchéviques authentiques, encore considérables en 1923, bien qu'affaiblies, se morcellent et s'éparpillent petit à petit, avant d'être liquidées physiquement.

En Chine, au départ du processus, nous avons une révolution déformée, le prolétariat n'y jouant qu'un rôle d'appoint, et une armée paysanne se substituant à l'action autonome des masses. Il n'y a pas non plus, au départ, un parti bolchévique authentique concentrant dans ses rangs toute la tradition révolutionnaire et démocratique du mouvement ouvrier international, mais un parti ayant subi une forte empreinte de stalinisme, ne fût-ce que dans la manière dont il concevait et pratiquait le centralisme démocratique. Le pouvoir dans l'Etat et dans le parti était donc dès le départ beaucoup plus bureaucratisé en Chine qu'en U.R.S.S. en 1927, le prolétariat beaucoup plus faible et la bureaucratie beaucoup plus forte qu'au moment où Staline établissait sa dictature en U.R.S.S.

L'organisation systématique du « culte de Mao » ne correspondait nullement aux exigences d'une abolition progressive de démocratie soviétique ou de démocratie interne dans le Parti, qui n'ont jamais existé en Chine depuis 1949. Elle correspondait plutôt aux exigences de luttes interbureaucratiques, dont certains aspects restent obscurs jusqu'à ce jour. Il n'y a nulle détérioration des rapports de force entre la bureaucratie et les masses, aux dépens des masses, en Chine, comparable à celle qui s'était produite en U.R.S.S. sous Staline. Il y a au contraire affaiblissement, d'abord souterrain puis manifeste, de la bureaucratie,

(25) Il faut ajouter que la montée de Staline a été celle de la théorie du socialisme dans un seul pays et d'une co-existence de plus en plus pacifique avec l'impérialisme, alors que les maoïstes se réfèrent constamment, y compris au cours de la « révolution culturelle », à la révolution mondiale.

(26) L'idée d'une élection des organes de pouvoir au suffrage universel du peuple travailleur — idée de base de la Commune de Paris — n'a été appliquée dans aucun cas de « prises de pouvoir » par la triple alliance.

(27) Exemples : le « comité révolutionnaire » de Shantiung est dirigé par Mu Lin, membre du Secrétariat de l'ancien comité provincial démis de ses fonctions ; le nouveau président du « comité révolutionnaire » de Shansi est le chef du noyau du P.C. dans cette province ; à Tsingtao, le vice-maire de la ville a dirigé la « prise du pouvoir » ; à Shanghai, l'ancien chef de la police de sécurité est le président du « comité révolutionnaire ». Etc.

(28) « *Kouang-ming Ribao* », de Pékin, 8 avril 1967, en paraphrasant par une citation de Mao. Cfr ce qu'écrit l'épouse de Mao, Chiang Ching : « Si notre littérature et notre art ne correspondent pas à la base économique socialiste, ils la détruiront inévitablement [sic] » (*Hung-i Chanpao* de Pékin, 15 février 1967).

par suite de l'éclatement de son unité monolithique. Bien loin qu'il y eut passivité complète et démoralisation progressive des masses, il y eut leur réveil, d'abord imperceptible, puis brusquement apparent aux yeux du monde entier au mois de janvier 1967. C'est une différence capitale avec le précédent stalinien. Et son origine, en dernière analyse, se trouve dans le contexte international complètement modifié : au lieu de la succession des défaites de la révolution internationale entre 1923 et 1933, il y a la montée de la révolution mondiale depuis 1949 (25).

Ces considérations ne justifient en aucune manière une identification de la montée progressive du mouvement des masses en Chine avec le rôle joué par Mao Tse-toung, comme l'affirment imprudemment certains « gauchistes » en mal d'appui auprès de puissances étatiques. Le tournant de janvier de Mao ; la manière dont a été tronquée d'abord, abandonnée de fait ensuite l'exigence d'un retour à un Etat fondé sur des organes du type de la Commune de Paris (26) confirme l'absurdité d'une telle identification sauf pour ceux qui ne désirent pas regarder la réalité en face. La « triple alliance » a partout amené au pouvoir des bureaucrates endurcis (27). Il n'y a nul exemple de conseils ouvriers ou d'organismes du type soviétique surgissant des usines, sauf l'exemple des Verreries de Shanghai en janvier, vite abandonné.

La contradiction est d'ailleurs inhérente à la pensée de Mao elle-même. Pour autant qu'on lui accorde un élément de sincérité elle donne à cette pensée un caractère nettement tragique. Mao appelle à la rébellion et à la prise du pouvoir. C'est donc que le premier pouvoir incarne plus la dictature du prolétariat à son état pur. Mais les origines de la dégénérescence ou du danger de dégénérescence, il ne les recherche pas dans l'infrastructure matérielle de la société, dans le degré de développement insuffisant des forces productives, ou dans les contradictions entre ce degré de développement et les rapports de production. Non, les origines du danger de dégénérescence sont, pour lui, idéologiques. Si le révisionnisme n'est pas extirpé jusqu'à ses racines, sur le plan théorique, scientifique, artistique, littéraire, la dictature du prolétariat sera fatalement renversée, et le P.C. chinois deviendra... un parti fasciste (28). On a peine à croire qu'un marxiste expérimenté inspire de telles énormités ; elles n'en sont pas moins répandues aujourd'hui des millions d'exemplaires en Chine.

Cette conception est absolument étrangère au marxisme. La survivance de l'idéologie, de la littérature, de l'art semi-féodal — qu'on pense à celui qu'inspirait le catholicisme ultra-montain dans le siècle

qui a succédé à la Révolution française, n'a nullement conduit au renversement du pouvoir de la bourgeoisie. La conquête du pouvoir politique par des classes sociales *montantes* est certes préparée par des luttes idéologiques intenses. Mais supposer que des classes *réactionnaires* aient les mêmes possibilités, du seul fait de la survie de leur idéologie après le renversement de leur pouvoir politique, c'est nier toute logique de révolution des sociétés.

En réalité, tout le poids de la religion, de l'art, de la littérature et de l'idéologie bourgeoise ou semi-féodale menacent moins l'Etat ouvrier chinois (sans parler de l'Etat ouvrier soviétique) qu'une seule année de survivance de la petite production marchande. Lénine ne se faisait nulle illusion à ce propos. Ce qui empêche la consolidation définitive de l'œuvre révolutionnaire, ce n'est pas le poids idéologique du passé, c'est la réalisation socio-économique du présent. Le degré de développement insuffisant des forces productives fait que l'automatisme économique joue et jouera encore longtemps contre le socialisme, dans la partie du monde où le capitalisme a été aboli.

Il s'ensuit incontestablement que le facteur subjectif, le rôle de la direction, prend une importance infiniment plus grande que dans des conditions plus favorables. Mais il s'ensuit aussi que la lutte *efficace* contre les menaces de dégénérescence de la révolution ne se déroule pas décisivement sur le terrain idéologique mais sur le terrain politique et social, par l'organisation de l'exercice du pouvoir économique et politique par les masses laborieuses, l'accroissement du poids, du pouvoir et de la cohésion consciente du prolétariat. Mao ne comprenant pas le problème de la bureaucratie, pressenti par Marx, aperçu par Lénine, analysé à fond par Trotsky, se bat contre le fantôme d'une « restauration du capitalisme » réalisée « imperceptiblement » par les « révisionnistes »... à partir de pièces de théâtre et de films réactionnaires ! Cette conception qui revise de fond en comble la théorie marxiste-léniniste de l'Etat aboutit d'ailleurs à des conclusions grotesques : l'Etat créé par Mao et au sein duquel il faut maintenant se battre pour une « prise du pouvoir », serait-il après tout aussi un « appareil d'Etat bourgeois » — c'est

(29) « Le principe marxiste de détruire l'ancienne machine d'Etat bourgeois doit être appliqué dans les organisations qui sont pourries, parce qu'une poignée de gens du parti en position d'autorité qui prennent la voie du capitalisme s'y sont retranchés depuis longtemps. Les organes de la bourgeoisie [sic] doivent y être complètement détruits et des organes de la dictature du prolétariat doivent y être reconstitués. » (*Kuang-ming Ribao* de Pékin, 3 mars 1967).

du moins ce que semblent insinuer des maoïstes extrémistes (29).

Mao Tse-toung abandonne la sociologie marxiste, fondée sur des critères objectifs, pour donner tête baissée dans une « sociologie » subjectiviste dénuée de tout fondement scientifique. Le capitaliste, ce n'est plus le propriétaire privé des moyens de production qui s'approprie le surtravail des prolétaires obligés de lui vendre leur force de travail ; devient « capitaliste » quiconque est en désaccord avec « la pensée de Mao Tse-toung ». Substituant au danger de dégénérescence *bureaucratique* de la révolution un danger — largement imaginaire, en dehors d'une défaite dans une guerre internationale — de restauration *capitaliste*, il en arrive à prôner des remèdes qui renforcent le danger de dégénérescence au lieu de l'applaudir. Car, à partir du moment où tous les opposants au sein du parti sont des « partisans de la voie capitaliste », il faut leur supprimer le droit à la parole. Un mouvement qui commençait sous le drapeau de « l'élargissement de la démocratie », et du « droit des minorités à s'afficher, et à conserver leurs opinions, puisqu'elles peuvent avoir raison », finit par étouffer toute opinion discordante et réprimer toute minorité (qui, dès qu'elle s'oppose à Mao, est forcément « contre-révolutionnaire »).

Pour le trotskysme, l'expérience de la « révolution culturelle » confirme que la théorie de la dégénérescence possible d'une révolution socialiste triomphante, considérée comme hérétique il y a vingt ans par tout le mouvement communiste officiel, a été aujourd'hui admise partiellement pratiquement par toutes les révolutions victorieuses depuis la deuxième guerre mondiale. Tito, Castro, Mao Tse-toung, l'ont chacun repris à sa façon. La nécessité de la révolution politique, de la « révolution dans la révolution » comme disent aujourd'hui les Cubains, commence à se faire jour dans une partie non-négligeable du mouvement communiste international. Mais l'expérience de la « révolution culturelle » démontre aussi qu'il n'y a aucune autre voie de lutte *efficace* contre la dégénérescence bureaucratique de la révolution que celle esquissée par Lénine et Trotsky : la consolidation et l'institutionnalisation du pouvoir ouvrier fondé sur des conseils (soviets) démocratiquement élus : la démocratie prolétarienne la plus large ; le droit à plusieurs tendances et à plusieurs partis soviétiques ; la limitation, puis l'abolition progressive de l'inégalité des rémunérations ; la gestion de l'économie par les travailleurs eux-mêmes ; le développement planifié des forces productives ; l'extension internationale de la révolution.

20 mai 1967.

LA CRISE SOCIALE ET POLITIQUE
EN CHINE

Compte-rendu abrégé de l'exposé de François de MASSOT
à la réunion du C.E.M. de Paris du 2 février 1968 ---

-§§-§§-§§-§§-

Cet exposé est centré sur la crise sociale et politique qui a déchiré et déchire encore la Chine. Dans quelle situation procédons-nous à cette analyse ?

Aujourd'hui, la guerre contre-révolutionnaire impérialiste, la guerre d'extermination, fait rage au Vietnam. La lutte des ouvriers et des paysans du Vietnam reste isolée et les coups portés contre les forces impérialistes ne doivent pas faire oublier que c'est toute la puissance de l'impérialisme qui se concentre contre les masses vietnamiennes.

A l'arrière-plan de cette guerre, la Chine, directement menacée. Et pourtant les "Isvetzia" définissent cette guerre comme une guerre "insensée" et la diplomatie soviétique concocte avec l'impérialisme un traité de "non-dissémination des armes nucléaires", qualifiant ainsi Johnson comme "le garant de la paix".

Cependant, la crise internationale de la domination impérialiste, la nécessité, pour qu'elle se maintienne, d'une attaque contre toutes les conquêtes, toutes les positions de la classe ouvrière, s'exprime aussi avec une acuité grandissante, dans les pays capitalistes avancés, Angleterre, Allemagne, U.S.A. même et France (il suffit de comprendre, pour apprécier cette acuité, la signification des luttes livrées à Caen).

Le combat qu'il nous faut livrer ici contre notre bourgeoisie, "notre ennemi principal", ne peut être séparé de la lutte des classes internationale et de la place qu'y tiennent la révolution chinoise et sa défense. Pour déterminer la politique capable d'assurer cette défense, il est nécessaire de comprendre la crise actuelle en Chine.

x

x x

LA REVOLUTION CULTURELLE, DEROULEMENT, SIGNIFICATION ET ENSEIGNEMENTS

INTRODUCTION

Pour comprendre les événements extraordinaires de 1966 et 1967 (la jeunesse mobilisée en fait contre le parti par des dirigeants du parti ; les affrontements violents ; la démesure du culte de Mao en même temps que l'apparition d'éléments de vie, de démocratie politiques), il faut partir de la révolution chinoise et de sa portée internationale.

La proclamation de la République populaire de Chine en 1949 ne s'expliquait pas par la simple victoire d'une "armée paysanne", mais par la conjonction de plusieurs facteurs :

- révolution dans les campagnes (partage des terres) et donc mobilisation révolutionnaire de la paysannerie ;

- désintégration totale du régime de Tchang, et donc crise sociale dans les villes ;

- situation internationale qui interdit à l'impérialisme américain, en dépit de sa suprématie militaire mondiale (monopole de l'arme nucléaire) une intervention directe.

La victoire de la révolution chinoise ne peut être séparée de la situation créée par la vague révolutionnaire qui déferla sur toute l'Europe à l'issue de la deuxième guerre mondiale et que la bourgeoisie ne put que contenir, avec l'aide des bureaucraties stalinienne et réformiste.

Ainsi, c'est pleinement comme composante et comme expression de la lutte internationale du prolétariat pour le socialisme, que la lutte des masses chinoises renouait avec la révolution de 1927, décapitée par Staline au nom de la "révolution par étapes" et du "socialisme dans un seul pays".

Résultat des conditions forgées par la liquidation de la deuxième guerre mondiale, la révolution chinoise remet en cause l'équilibre qui en est né et que consacrent les accords passés entre l'impérialisme et la bureaucratie : la dynamique de la révolution chinoise se heurte au "statu quo" établi par l'impérialisme et la bureaucratie russe.

Le conflit ouvert sino-soviétique exprimera ce fait : la dynamique de la révolution chinoise est objectivement en conflit avec les besoins conservateurs de la bureaucratie contre-révolutionnaire du Kremlin.

En d'autres termes, si pour la bureaucratie chinoise il s'agit bien d'une tentative de "construction du socialisme dans la seule Chine", il s'agit pour l'impérialisme aussi bien que pour la bureaucratie du socialisme dans un seul pays de trop.

Cette réalité internationale domine toutes les étapes de l'évolution économique et politique en Chine.

A la veille de "la révolution culturelle", c'est dans les conditions d'un isolement accru - qu'a d'ailleurs facilité sa propre politique - que la bureaucratie fait face aux conséquences de sa gestion ("grand bond en avant"). Deux éléments décisifs affirment la menace qui pèse sur la Chine en même temps qu'ils révèlent l'incapacité de la direction du P.C.C. à y répondre :

- en février 1965, les bombardements américains commencent systématiquement sur le Nord-Vietnam. L'ampleur de "l'escalade" indique qu'en définitive les conquêtes de la révolution chinoise sont visées. Mais la "contre-escalade" des dirigeants chinois restera verbale : ils sont incapables de réagir aux terribles coups des griffes bien réelles du "tigre en papier".

- en octobre 1965 : l'armée s'empare du pouvoir en Indonésie et massacre, par centaines de milliers, les ouvriers et les paysans. Le puissant parti communiste indonésien, allié et "disciple" du parti communiste chinois, a reçu la caution de ce dernier pour sa politique de collaboration avec Soekarno. Encore une fois, la politique de la collaboration de classes s'achève en une sanglante faillite.

LA REVOLUTION CULTURELLE

I) Les préliminaires de la "révolution culturelle"

a) La discussion "militaire"

. Le 25 mai 1965 : suppression des galons et des grades dans l'armée chinoise.

La question qui est posée est celle de la primauté de la technique ou de la politique de "guerre du peuple". La politique commande au fusil est le leit-motiv de la campagne qui s'achève par la destitution de Lo-Jui-ching, vice-ministre de la défense (été 1965). En septembre, Lin-Piao publie son texte

"La guerre victorieuse du peuple". La crise n'est pas résolue : de longues discussions ont lieu parmi les cadres : décembre 65-janvier 66, forum sur le "travail politique dans l'armée populaire".

Le sens du débat est aisé à dégager : la primauté à la technique c'est à dire à une armée moderne entraînait un "rapprochement" avec l'U.R.S.S., donc une acceptation des conséquences de la "coexistence pacifique".

Pour en saisir la portée, il faut tenir compte du rôle particulier de l'armée, du corps des officiers. Il forme l'un des piliers du régime et l'une des couches les plus privilégiées matériellement et sans doute l'une des plus conservatrices politiquement.

Le débat de 1965-66 renvoie à la destitution de Peng-Teh-hvai, grand chef de l'armée, au C.C. d'août 1959 où sa ligne affronta celle de Mao. Ce C.C. suit la dénonciation par l'U.R.S.S., en juin de la même année, des accords nucléaires passés avec la Chine en 1957.

b) Le déclenchement

Il n'est pas possible de rappeler ici le détail des développements sinueux qui marquent le mûrissement de la crise tant qu'elle ne se manifeste que par des luttes feutrées dans les sommets de l'appareil.

Rappelons simplement que dès 1965, la mairie de Pékin est sous le feu (la cible est d'abord Wou-Han, le maire adjoint). Il ne s'agit pas bien sûr d'un combat contre une simple "municipalité" ; des directions de ville et de région qui concentrent entre leurs mains les pouvoirs politiques et administratifs, la direction du parti et des organismes étatiques, constituent les bastions de l'appareil bureaucratique de l'état et du parti. D'où l'importance de la lutte pour le contrôle des directions de ville.

C'est à l'Université de Pékin, en mai et juin 1966, que commencera la "révolution culturelle" proprement dite : dénonciation par les étudiants des autorités universitaires -lesquelles ripostent d'ailleurs avec le soutien de la direction du parti à Pékin. C'est l'époque des premiers journaux muraux et des premiers "Gardes Rouges", formés en dehors de l'organisation officielle des jeunes communistes.

Peng-Chen est destitué le 3 juin 1966. S'ensuit une période confuse pendant laquelle il semble que la majorité de l'appareil cherche à "escamoter" à son profit le mouvement (Mao a quitté Pékin, on dénoncera plus tard le rôle des "équipes de travail" mises en place pour mener la "révolution culturelle" et qu'on accusera d'avoir persécuté les véritables partisans de cette "révolution").

En juillet, Mao revient et du 1er au 12 août se tient le Comité Central qui remet Mao en selle et déclenche officiellement la "révolution culturelle" (résolution sur les "16 points"). Mais cette victoire au niveau du C.C. ne modifie pas les rapports de force au sein de la bureaucratie.

Le 18 août, c'est le coup d'envoi : à Pékin, un meeting de masse rassemble un million de personnes.

2) La phase de la mobilisation contrôlée et limitée - La jeunesse lancée contre l'appareil (août - décembre 1966)

a) L'enjeu : la réalité du danger de restauration - la crise dans le P.C.C.

"LA LUTTE CONTRE CEUX QUI, DETENANT DES POSITIONS D'AUTORITE ET BIEN QUE DU PARTI, ONT PRIS LA VOIE DU CAPITALISME ..."

C'est le leit-motiv de toutes les déclarations ; quelle relation a cette affirmation avec la réalité ?

Il s'agit d'une dislocation de l'appareil qui cède aux tensions de classe nationales et internationales. Le moteur de la crise, c'est le fait que la bureaucratie chinoise, dans ses couches les plus importantes, penche pour un compromis qui, dans la situation où est placée la Chine, mène à la liquidation des conquêtes de la révolution chinoise.

La force des tendances restaurationnistes réside tout d'abord dans l'arriération extrême du pays. Le cours "droitier" s'affirme dans l'adaptation au développement des inégalités sociales après l'échec du "grand bond en avant" (politique agraire "souple"; faire payer aux ouvriers les concessions faites à la paysannerie, etc.), comme dans la recherche d'un accord avec la bureaucratie russe et, à travers elle, avec l'impérialisme : accord qui, sur bien des points, ne peut être qu'une capitulation renforçant les tendances restaurationnistes.

L'appareil, majoritairement, est sur ces positions.

La fraction minoritaire de la bureaucratie qui, à partir des nécessités de la défense de son pouvoir, formule une autre politique, ne peut régler la question au sein de l'appareil et doit mobiliser les masses pour qu'elles fassent pression sur les "détenteurs d'autorité". Quand nous désignons ces fractions comme la "fraction Liu-Chao-chi" et la "fraction Mao - Lin-Piao", il ne s'agit que d'une désignation conventionnelle : le rôle exact des hommes n'est finalement guère connu.

La fraction Mao - Lin-Piao demeure dans le cadre bureaucratique (socialisme dans la seule Chine, refus de la démocratie ouvrière) : le personnage de Chou-En-laï symbolise le fait que les ponts ne sont pas rompus entre les éléments disloqués de la couche bureaucratique. C'est par des méthodes bureaucratiques reflétées dans l'idéalisme de la "révolution culturelle" qu'elle essaie de répondre, mais en étant contrainte de s'appuyer sur les masses et, tout d'abord, d'utiliser, en la contrôlant, l'énergie révolutionnaire de la jeunesse.

b) Les méthodes : une immense énergie appliquée à des objectifs dérisoires - L'idéalisme: "culturel" et le culte de Mao

A partir du 18 août, la jeunesse est lancée contre l'appareil. Mais sous quelle orientation ? Lin-Piao, dans son discours du 18 août, a fixé les objectifs : "détruire les vieilles idées, culture, coutumes et habitudes ... transformer la superstructure".

Dans les premiers jours, la lutte est dirigée contre le "bourgeois", ou, pour être plus précis, contre les "signes extérieurs" de richesse qui qualifient le bourgeois. Mais, cherchant le bourgeois, les jeunes trouvent le bureaucrate : les comités du parti deviennent la cible n° 1. Les journaux muraux se multiplient et le ton de la critique politique monte. L'offensive contre l'appareil se traduit par des attaques contre toute une série de "détenteurs d'autorité".

Le 31 août, nouveau meeting de masse. Lin-Piao insiste : "Les droitiers sont une poignée." Il ne faut donc pas que la lutte contre certaines bureaucraties devienne une lutte contre la bureaucratie.

Chou-En-laï, premier ministre, s'affirme comme le grand avocat de la prudence ; il insiste sur le fait qu'il s'agit de "convaincre".

Cependant, le mouvement se développe d'après sa propre dynamique : le mouvement des Gardes Rouges, en même temps qu'il grandit, se ramifie ; l'autorité centrale du groupe de la "révolution culturelle" auprès du Comité Central ne contrôle pas les multiples comités de Gardes Rouges qui s'opposent, discutent, polémiquent, par les journaux muraux, se heurtent violemment.

On organise à l'échelle nationale les "échanges d'expériences"; les jeunes sillonnent le pays en même temps que des masses croissantes de jeunes se concentrent à Pékin.

Les dirigeants réaffirment alors les limites du mouvement et soulignent prioritairement que LA REVOLUTION CULTURELLE NE DOIT PAS S'ETENDRE AUX USINES. C'est un point sur lequel, et sous des formes diverses, Chou-En-laï en particulier insistera.

Extrait du "Quotidien du Peuple", le 5 septembre : Après avoir rappelé les exigences de la production, l'article enchaîne :

" Les ouvriers et les paysans pauvres et moyens de la couche inférieure sont la force principale de la révolution. Ils sont parfaitement capables de mener à bien leur propre mouvement révolutionnaire. De plus, les conditions sont différentes et les tâches de production parfois importantes. L'intervention d'éléments extérieurs sans connaissances des conditions réelles pourrait nuire à la production."

Le problème semble devenir : "Comment s'en débarrasser". Le 17 octobre, les Gardes Rouges sont toujours là, le 18 également.

Le 3 novembre se tient le plus grand meeting (deux millions de participants, et c'est là que Lin-Piao fait référence à la Commune de Paris.

Le 16 novembre on annonce la fin du transport gratuit pour les Gardes Rouges - qui sera ensuite prolongé jusqu'au 21 décembre.

Le 18 novembre, on brandit des menaces de sanctions contre les Gardes Rouges de province qui ne retourneraient pas chez eux.

Le mouvement s'essouffle, semble avoir donné tout ce qu'il pouvait. Les résultats apparents sont dérisoires (les rues ont changé de nom, etc.), mais les "détenteurs d'autorité" restent en place. Pourtant, la scène politique chinoise est profondément transformée et le mouvement des Gardes Rouges mérite un autre bilan.

c) Un bilan

Le mouvement des Gardes Rouges a dépassé en ampleur et en profondeur les limites que lui fixait au départ la fraction de l'appareil qui en prit l'initiative.

Au départ, on ne mobilisa que les étudiants (qui constituent en Chine une couche beaucoup plus vaste qu'en Europe, puisqu'on y englobe les élèves des écoles techniques), mais leurs journaux muraux ne concernaient pas que les étudiants. Le mouvement s'étendit nationalement à toute la jeunesse, qu'il n'est pas possible de mobiliser à une telle échelle sans agiter les masses dans leur ensemble : la jeunesse ne peut être séparée de la classe ouvrière et de la paysannerie dont elle est majoritairement issue.

En profondeur, le mouvement commença à produire ses propres éléments de direction mal ou peu contrôlés. La multiplication des journaux muraux provoque une politisation générale, réalise certains aspects de démocratie effective. Par son contenu, par le fait qu'il est organisé en dehors des cadres d'organisation, du parti, le mouvement des Gardes Rouges rejoint certaines des tendances des "Cent fleurs" ; il manifesta que la cause du parti et celle du communisme divergent. Il pose la question d'un autre parti.

En résumé, ce fut une mobilisation d'une fraction de la classe qui, dans le cours de cette mobilisation devait tendre à dépasser les limites qui lui étaient assignées, s'orientant contre l'appareil tant que tel, politisant le pays, se divisant en s'organisant (une "gauche" se dessine), embarrassant les dirigeants qui, contradictoirement, cherchaient à freiner les Gardes Rouges tout en relançant leur action. En effet, vers la fin de 1966, la "poignée de dirigeants qui empruntent la voie capitaliste" sont toujours en place.

3) Mao - Lin-Piao contraints d'augmenter la mise -

La classe ouvrière entre en scène et lutte pour ses propres intérêts :

- la période des "rebelles révolutionnaires"
- la dénonciation de la plus haute autorité

A la fin de 1966, la situation est la suivante : en cours de route, les "Gardes Rouges" ont attaqué presque toutes "les autorités" - tout l'appareil. Mais cet appareil est toujours en place (directions de ville et de province, directions bureaucratiques des fédérations syndicales, etc.), et ne cède pas à la pression. L'Armée, dont il semble que les cadres soient eux-mêmes divisés, reste sur la tourne.

Dans cette situation, les masses ouvrières commencent à intervenir, Sans doute l'appareil cherche-t-il à utiliser ce mécontentement. La fraction Mao - Lin-Piao est alors contrainte à une mesure radicale : faire appel aux masses et leur consentir d'importantes concessions.

Editorial du "Quotidien du Peuple" du 26 décembre :

"Le C.C. a décidé que, pendant la grande révolution culturelle prolétarienne, aucun camarade dirigeant ne doit prendre de mesures disciplinaires contre les masses qui le critiquent... Les révolutionnaires qui ont été chassés doivent être replacés dans leur emploi et l'arriéré de salaires doit leur être payé,..."

Elire les comités de la révolution culturelle selon les principes de la Commune de Paris (candidats non désignés par la direction et révo- cables à tout moment)."

Bien des textes vont dans le même sens, notamment l'éditorial du Hongqi du 1er janvier 1967, intitulé "Menons jusqu'au bout la grande révolution culturelle prolétarienne", qui affirme : "Il faut mobiliser sans réserve les masses ouvrières et paysannes pour combattre et écraser la poignée de dirigeants engagé dans la voie capitaliste"; et dénonce les "esprits brouil- lés qui opposent la révolution à la production".

Le 27 décembre, les "Gardes Rouges" ont réclamé la dissolution du Conseil Central des Syndicats chinois. Janvier sera marqué par de violents affrontements et par une vague de grèves. Ce sont les centres prolétariens (Shanghai, Canton, Nankin, Foochow). Chou-En-laï le 8 janvier demande aux cheminots de ne pas venir à Pékin - pour y soutenir la révolution culturelle partout ! C'est d'ailleurs le 5 janvier que Chou-En-laï, à son tour, a été mis en cause par les journaux muraux.

La situation est radicalement transformée par l'irruption des masses. Les grèves sont à la fois "économiques" (salaires, conditions de travail) et "politiques" (formation des "rebelles révolutionnaires"). Sous la "révolution culturelle" sourd la révolution politique.

La fraction Mao - Lin-Piao doit

- a) endiguer la pression des masses
- b) rassurer la bureaucratie
- c) s'appuyer sur l'armée

La réalisation de ces objectifs sera la tâche de la "triple alliance" (armée, cadres du parti, rebelles révolutionnaires et gardes rouges).

Elle s'apercevra, à travers la lutte contre "l'économisme" (c'est à dire contre les revendications immédiates de la classe ouvrière) et pour un traitement correct des "cadres" (c'est à dire par une tentative de ressouder l'appareil autour des promoteurs de la "révolution culturelle"), l'armée jouant un rôle de plus en plus grand (le 12 janvier, le maréchal Msu-Msiang-chen, vice-président du Conseil de la

défense, prend la tête du groupe chargé de la "révolution culturelle".)

Le C.C., après une éclipse, réapparaît en tant que tel pour édicter le 18 janvier la fin de l'affichage libre sur grands panneaux et pour interdire aux banques la sortie de fonds (couvrant des augmentations de salaires ou des envois de délégations massives).

La presse officielle dénonce alors à de multiples reprises "l'anarchisme" et les tendances "d'extrême-gauche". Les "Gardes Rouges" sont relégués à l'arrière-plan et en mars les cours reprennent.

Si la fraction dirigeante choisit la voie de la modération, et par conséquent commence à se retourner contre les travailleurs et les jeunes qu'elle a mobilisés, la crise n'est pas résolue pour autant. Le manifeste l'offensive qui se déchaîne contre Liou-Chao-chi, président de la république, numéro 2 du parti communiste chinois, vétéran de son appareil.

Désigné comme "le plus haut placé de ceux qui se sont engagés dans la voie capitaliste", il est dénoncé comme le "Krouatchev chinois". Il faut souligner que cette dénonciation révèle la profondeur de la crise sociale en Chine ; elle remet en cause l'histoire même du parti communiste chinois, les bases de son monopole du pouvoir, puisque l'on fait remonter l'attitude capitularde de Liou à la période de la guerre sino-japonaise (1937) et de la collaboration avec le Kuo-Mintang et à celle de la "démocratie nouvelle" (1948 et 1949), Liou étant accusé d'avoir alors voulu collaborer avec la bourgeoisie.

Or, la subordination à la bourgeoisie nationale en 1937, comme les tentatives ultérieures de renouer avec ce cours, c'était les positions, non de Liou, mais de la direction du P.C.C., Mao compris ...

4) Coup de frein ... mais rien n'est réglé

Effrayée par les conséquences de la "révolution culturelle", l'aile de la direction du P.C. chinois qui en a pris l'initiative va chercher à réhomogénéiser l'appareil autour d'elle en dénonçant les "excès" de la "révolution culturelle".

Les "Gardes Rouges" font l'objet d'attaques officielles. Ainsi, le 11 juin, Chou-En-laï critique certaines catégories de "Gardes Rouges" et de "rebelle révolutionnaires" dont l'action "n'a eu d'autre résultat que de faire plaisir aux ennemis du pays". "La Chine est-elle sous votre dictature" - a-t-il demandé - "ou est-ce le président Mao qui commande?"

- Le 18 août 1967, il n'y a pas de manifestation commémorant le premier rassemblement de masse des Gardes Rouges.

- Le 5 septembre, le C.C. prend des décisions qui ordonnent le désarmement de toutes les formations qui ne relèvent pas de l'Armée : "Il est inadmissible de servir en armes ou en matériel de l'Armée Populaire les Gardes Rouges".

Ce même jour, Chiang-Ching (épouse de Mao et dirigeante du groupe de la "révolution culturelle") dénonce l'une des formations nées des "Gardes Rouges", le "Mouvement du 16 mai", ceux qu'elle appelle "extrême-gauchistes", et qui s'attaquent au premier ministre (Chou-En-laï).

- "L'établissement d'un ordre nouveau", c'est à dire le rétablissement du pouvoir du parti, est l'axe de la presse officielle à partir d'octobre.

"La triple alliance" doit aboutir ainsi à une reconstitution du parti par la "récupération" du maximum de cadres "bons ou relativement bons", selon

la formule en usage, et non à la création d'une nouvelle organisation politique issue de la "révolution culturelle".

Mais rien n'est réglé : la crise a disloqué le parti communiste chinois, rompu l'appareil, donné la parole à de nouveaux éléments politiques. On ne peut pas revenir au point de départ.

Le compromis, pour être stable, devrait reposer sur l'acceptation par la bureaucratie de la direction Mao - Lin-Piao, et sans une complète démobilisation des masses. Ni l'une ni l'autre chose n'est réalisée : l'aile capitalarde n'a pas été abattue et résiste toujours ; les masses ne peuvent renoncer à la défense de leurs intérêts sur une simple injonction.

D'où des affrontements à Canton, en août 1967, à Wunan en juillet. Et, au début de 1968, en dépit de proclamations sur la situation de la "révolution culturelle", excellente et sans cesse "meilleure que jamais", heurts, affrontements, difficultés à déloger les révisionnistes de leurs bastions sont sans cesse évoqués.

5) "La révolution culturelle" et les contradictions sociales en Chine

Le déroulement de la "révolution culturelle" éclaire la réalité sociale de la Chine : la révolution chinoise a détruit les fondements de la domination politique et économique du capitalisme. La Chine est bien une "société de transition du capitalisme au socialisme" ; mais elle se situe tout à fait au début de cette phase transitoire. C'est sur le terrain international que se dénoueront en définitive, positivement ou négativement, les contradictions qui existent aujourd'hui en Chine. Mais la classe ouvrière chinoise est un facteur de la lutte des classes internationale, une force décisive de la défense de la révolution chinoise.

Aujourd'hui, dans le cadre de la Chine, la dynamique des rapports entre les classes tend à la restauration du capitalisme qui ne peut être enrayée que par l'action consciente des masses et tout d'abord de la classe ouvrière.

Or, précisément, cette classe ouvrière est privée de tout pouvoir politique, pouvoir qui est le monopole d'une couche sociale soustraite à tout contrôle des travailleurs, la bureaucratie.

Bureaucratie faiblement enracinée et d'autant plus vulnérable aux tendances restaurationnistes qu'elle nourrit ; bureaucratie dont les relations avec les masses ne sont pas fondées sur l'écrasement de l'avant-garde ouvrière, comme la bureaucratie russe, mais sur les formes particulières qu'a prises la victoire de la révolution en 1949, ce qui explique qu'une fraction de cette bureaucratie ait pu tenter une opération de mobilisation contrôlée des masses lorsque les tensions internationales et nationales ont littéralement écartelé la bureaucratie.

- Qu'a donc été la "révolution culturelle" ?

Elle n'a pas été une révolution - bien qu'elle ait incontestablement eu des aspects révolutionnaires ; en particulier par le degré d'intervention et d'organisation des masses et par le fait qu'elle aboutissait à une remise en cause de l'appareil d'état.

Mais il n'y a pas eu de renversement du pouvoir de la bureaucratie en tant que telle, d'instauration d'un régime de démocratie ouvrière.

"La révolution culturelle" a été, en quelque sorte, un exutoire provisoire à la révolution politique, en même temps qu'un révélateur des forces qui poussaient à cette révolution et qui commencèrent à se révéler politiquement à l'apogée de la "révolution culturelle".

Elle n'a pas été une révolution culturelle. L'idée d'une "nouvelle civilisation", d'une transformation radicale des superstructures sans transformation de l'ensemble des rapports sociaux, n'était que l'expression de cet idéalisme bureaucratique qui se manifeste dans le culte de la "pensée de Mao", base de l'idéologie destinée à empêcher la "révolution culturelle" de menacer le pouvoir de la bureaucratie en tant que telle.

LE "MAOISME" A L'EPREUVE. DEFENSE DE LA REVOLUTION CHINOISE ET STRATEGIE REVOLUTIONNAIRE

1) La réfutation par les faits

Au moment où la "pensée de Mao-Tsé-tung" plane au-dessus de la réalité sociale chinoise, auréolant la moindre activité, cette "pensée" est démentée par les faits :

a) Les "contradictions non-antagonistes" : au moment des "Cent fleurs", Mao avait mis en avant la théorie des "contradictions au sein du peuple", contradictions baptisées "non-antagonistes". La libre expression de ces "contradictions" ne fut plus tolérée précisément lorsqu'elles commencèrent à révéler leur caractère "antagoniste". Les derniers événements ont repris les choses là où la période des "Cent fleurs" les avait laissées. Il n'a pas suffi de vouloir "convaincre les cadres" par une pédagogie autoritaire : les masses se sont heurtées aux cadres, la bureaucratie s'est manifestée comme une couche opposée au prolétariat, au développement socialiste, et le parti, instrument de cette bureaucratie et qui devait être le cadre de la solution "non-antagonique" des contradictions, a éclaté.

b) La "zone des tempêtes"

Dans la vision "maoïste" de la réalité internationale, il existe une "zone des tempêtes" (celle des pays arriérés), séparée du reste du monde, où la révolution est à l'ordre du jour. La rupture de l'unité de la lutte des classes internationale interdit une réponse cohérente, l'élaboration d'une stratégie, face à la "coexistence pacifique". La politique extérieure de la Chine oscille de la pratique de la "guerre froide" à la Staline (pression sur l'impérialisme) aux tentatives d'une "coexistence pacifique" à la chinoise - accord avec l'impérialisme sur la base d'un apaisement des "tempêtes" dans leur zone. Mais l'une et l'autre solutions sont inapplicables dans la situation présente : l'Indonésie comme le Vietnam en témoignent.

c) L' "encercllement des villes par les campagnes"

C'est Lin-Piao qui, en septembre 1965, fait une théorie générale de l' "encercllement des villes par les campagnes", théorie qui revient à nier le rôle du prolétariat et la place de la lutte des classes dans les pays capitalistes avancés. Mais, au niveau de la Chine elle-même, le déroulement de la "révolution culturelle" est venu montrer que la décision résidait en définitive

dans les villes, que c'était l'action de la classe ouvrière organisée qui était déterminante pour tout le pays. A l'échelle internationale, la guerre contre révolutionnaire déchaînée contre le Vietnam souligne le fait que c'est la lutte des classes internationale qui est le facteur décisif, et accuse la caractéristique réactionnaire de toute politique fondée sur le "socialisme dans un seul pays". La crise qui s'est exprimée dans la "révolution culturelle" est venue révéler l'impuissance de la bureaucratie chinoise "armée de la pensée de Mao" et répondre par une stratégie d'ensemble à la menace impérialiste.

2) La "révolution culturelle" et la classe ouvrière internationale

Les racines de la révolution politique en Chine, de la crise du stalinisme, de celle de l'appareil du P.C. chinois, se trouvent dans l'exacerbation de la lutte des classes à l'échelle internationale.

Nous ne sommes neutres à l'égard d'aucune des expressions de cette lutte des classes internationale. Nous défendons la révolution chinoise et nous sommes donc inconditionnellement avec les masses chinoises lorsqu'elles défendent leurs conquêtes - même sous une direction bureaucratique - contre une aile capitularde de la bureaucratie. Nous soutenons inconditionnellement tout pas en avant dans la voie de cette défense. L'emploi du terme inconditionnel signifie que nous assurons cette défense indépendamment de nos désaccords avec la direction du P.C.C., et signifie aussi que nous ne lui fixons pas les termes d'un accord (les "conditions") qui impliqueraient que nous lui fassions la moindre confiance pour appliquer une politique révolutionnaire internationaliste.

Cette attitude de défense de la révolution chinoise nous oppose aux staliniens, organisateurs, à l'échelle internationale, d'un complot contre la révolution chinoise, eux qui font chorus avec les pires réactionnaires pour dénoncer "Mao et sa clique", pour se scandaliser de "la barbarie des Gardes Rouges", eux qui œuvrent à isoler, face à l'impérialisme, la révolution chinoise :

"La révolution culturelle recouvre en fait une inquiétante opération tournée contre le parti communiste chinois lui-même. Le langage des dirigeants chinois à propos des "Gardes Rouges" s'apparente à celui qu'utilisait Trotsky quand il faisait appel en 1923 à la jeune génération étudiante contre la direction du parti bolchevik"

écrit Etienne Fajon, préfaçant une brochure anti-chinoise. Ce qui terrorise les staliniens et qui fait de la référence à Trotsky plus que l'amalgame rituel, ce sont les coups portés contre l'appareil.

La crise du stalinisme - organiquement liée à celle de l'impérialisme - se manifeste dans le conflit sino-soviétique, révélateur de l'opposition de la bureaucratie, de ses intérêts, à toute extension, à tout développement de la révolution internationale.

Il ne s'agit pas d'une opposition abstraite, "objective" ; elle s'exprime dans le combat que les masses livrent pour le socialisme - et qui dans les pays que domine la bureaucratie, prend la forme de la révolution politique. C'est cette réalité vivante que commençaient à affirmer les travailleurs chinois, rejoignant ceux de Pologne et de Hongrie.

Notre politique nous oppose aussi à toutes les variétés de centristes, depuis les "pro-chinois" inconditionnels qui, cherchant à appliquer mécaniquement les enseignements de "la pensée de Mao", se refusent à partir de la lutte des

classes internationale et tournent le dos aussi bien aux leçons de la révolution chinoise qu'à celles de la lutte des classes en France, jusqu'aux "pablistes" et aux "V.O."

Pour ces derniers, la "révolution culturelle" n'est qu'une vaste manipulation des masses chinoises pour le compte des bureaucrates qui feignent de s'entredéchirer.

Pour Mandel et ses amis, il s'agit de rester dans une prudente expectative, pourrie de préjugés légalistes ("Mao n'a pas convoqué de congrès" ... comme si auparavant le parti communiste chinois était régi par les principes du centralisme démocratique), de rester dans le cadre des appareils (le tort de la Chine, c'est de ne pas vouloir d'un Front Unique des états ouvriers ...)

3) La défense de la révolution chinoise

Nous ne sommes pas pour la défense de la révolution chinoise : NOUS DÉFENDONS LA RÉVOLUTION CHINOISE. Il ne s'agit pas d'une proclamation abstraite, mais d'un combat lié à notre lutte contre "notre" bourgeoisie et son état.

Les conquêtes de la révolution chinoise sont des conquêtes, des "positions" du prolétariat international, elles sont un élément du rapport des forces international entre les classes, et sont donc effectivement intégrées à chaque combat des travailleurs.

Aujourd'hui, la révolution chinoise est en "première ligne". C'est contre elle que la contre-révolution mondiale prépare ses forces, contre elle que ses agences de propagande se déchaînent, c'est elle qui est directement visée à travers l'agression impérialiste au Vietnam. Sa défense, par les méthodes de la lutte des classes, dans le cadre d'une stratégie internationale, est une tâche essentielle.

Elle est indissociable de la lutte contre l'agression impérialiste au Vietnam, du soutien aux ouvriers et aux paysans du Vietnam engagés dans la guerre révolutionnaire contre l'impérialisme et ses représentants vietnamiens.

Comment les soutenir ? En rompant l'isolement dans lequel sont placés les ouvriers et les paysans du Vietnam ; ce qui veut dire que cette défense ne peut être assurée par une politique qui se subordonne aux impératifs contre-révolutionnaires du Kremlin ou qui s'adapte aux besoins diplomatiques immédiats des dirigeants chinois.

Subordonner la classe ouvrière à la bourgeoisie, tenter de livrer les travailleurs aux exploiters, à leur gouvernement, à leurs agences politiques, c'est oeuvrer à démoraliser et à désorganiser le seul allié de la révolution au Vietnam, c'est trahir la lutte des ouvriers et des paysans du Vietnam.

Telle est la politique du F.C.F., qui n'est nullement gêné par les positions pro-américaines de Mitterrand et C¹^e pour signer avec eux un accord politique, tout en félicitant, d'un même mouvement, le "pouvoir personnel" pour sa politique "progressive" dans la question du Vietnam.

Soutenir le gaullisme, ce n'est pas seulement trahir de la manière la plus flagrante la classe ouvrière de ce pays, c'est aussi renforcer la stabilité de l'impérialisme en Europe et, par là même, laisser à l'impérialisme américain les mains libres pour sa politique d'extermination.

Comme bien souvent, ce sont les renégats du trotskysme, devenus avocats de la bureaucratie, qui s'entendent le mieux à défendre sa politique.

avoir

Ainsi, après/fait chorus avec les staliniens pour attaquer les étudiants du C.L.E.R. et "Révoltes" au sujet du Vietnam, "L'avant-garde jeunesse", organe des J.C.R., écrit :

"Dans les pays capitalistes avancés, la stabilité relative des régimes en place et l'extrême faiblesse de l'avant-garde excluent bien évidemment dans l'immédiat toute lutte de caractère révolutionnaire susceptible de mettre à bas nos propres bourgeoisies. La solidarité avec la révolution vietnamienne ne peut se concrétiser comme dans les pays du tiers-monde par l'extension de la révolution. Cela ne veut pas dire qu'il n'y ait rien à faire et que nous pouvons vaquer tranquillement à nos luttes quotidiennes. Nous pouvons contribuer à isoler l'impérialisme U.S., à édifier un mur de haine contre lui ..."

Il n'y a pas, selon ces gens, de perspective révolutionnaire en Europe, et la lutte de classes s'y réduit à une routine quotidienne à laquelle on "vaque tranquillement". Les travailleurs du Mans, de Mulhouse, les étudiants, les ouvriers de Caen vauquaient donc !! La lutte essentielle n'est donc pas contre notre propre bourgeoisie et contre l'impérialisme à travers ce combat; la lutte vise à isoler d'un rempart de "réprobation morale" l'impérialisme U.S. Piètre riposte aux B. 52 et au napalm...

Les centristes vulgarisent les arguments des appareils réactionnaires et essaient de construire un pont entre l'indignation, la solidarité des travailleurs avec leurs frères du Vietnam et les mascarades humanitaires et pacifistes par lesquelles on enchaîne le prolétariat à la bourgeoisie.

La guerre du Vietnam est une question de classe. La solidarité avec les ouvriers et les paysans du Vietnam est aussi une question de classe. Rompre l'isolement, interdire à l'impérialisme de concentrer et de déployer sa force de destruction exige d'abord la lutte, dans chaque pays, unifiée par une stratégie internationaliste, contre l'impérialisme sous la forme de la bourgeoisie et de l'état bourgeois de chaque nation. Les travailleurs et les jeunes de Caen montraient la voie y compris en ce qui concerne une défense réelle des ouvriers et des paysans du Vietnam.

Est-ce à dire qu'il n'y ait pas d'actions spécifiques à mener ?

Si, mais elles sont indissociables de la mobilisation de classe du prolétariat, donc de l'affirmation de son indépendance politique.

Manifestation centrale devant l'ambassade des U.S.A. contre elle, sans souci des convenances diplomatiques ! Boycott de la fabrication et des transports d'armes ! Oui, mais ceux qui se refusent à appeler les travailleurs à manifester devant les préfectures, devant les ministères, en sont incapables. Car de pareilles mesures d'action révéleraient l'unité fondamentale qui relie toutes les bourgeoisies, et seraient de ce fait aussi dirigées contre notre propre bourgeoisie.

Ainsi se manifeste le fait que l'organisation d'une solidarité de combat avec les travailleurs du Vietnam, de la réalisation des tâches de défense de la révolution chinoise, est lié à l'ensemble des problèmes de la construction du parti révolutionnaire et de la reconstruction de la 4ème Internationale.



